|  |  |
| --- | --- |
| **Conseil 2022 Séance finale, Bucarest, 24 septembre 2022** |  |
|  |  |
|  |  |
| **Point de l'ordre du jour: ADM 11** | **Document C22/43-F** |
| **21 juin 2022** |
| **Original: anglais** |
| Rapport du Secrétaire général | |
| RAPPORT DE GESTION FINANCIÈRE POUR L'EXERCICE FINANCIER 2021 | |

|  |
| --- |
| Résumé  Aux termes du numéro 101 de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, le Secrétaire général est prié de soumettre, chaque année au Conseil, un rapport de gestion financière.  Le rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2021 présente:  • les comptes vérifiés de l'exercice financier 2021 du budget de l'Union;  • les comptes vérifiés de 2021 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT;  • les comptes vérifiés relatifs à la manifestation ITU Telecom World 2021.  Suite à donner  Le rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés ainsi que le projet de Résolution figurant dans l'Annexe A sont soumis au Conseil pour **examen** et **approbation**.  Une fois examiné et approuvé par le Conseil, le rapport sera communiqué aux États Membres et aux Membres de Secteur.  \_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_  Références  *Numéro* [*101*](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-f.pdf) *de la Convention* [*Article 30*](https://www.itu.int/en/council/Documents/Financial-Regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2018-PDF-F.pdf)*du Règlement financier de l'Union* |

**Annexes**: 11



Rapport de gestion financière

Le présent rapport de gestion financière sur les comptes vérifiés donne les résultats financiers au 31 décembre 2021 des comptes tenus par l'Union internationale des télécommunications (UIT), conformément aux dispositions de l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition de 2018).

Les états financiers sont établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) depuis 2010 et couvrent les points suivants:

– l'exercice financier 2021 de l'Union;

– la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT pour l'exercice 2021;

– la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies pour l'exercice 2021;

– les projets de coopération technique financés par le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) pour l'exercice 2021;

– les fonds d'affectation spéciale pour l'exercice 2021;

– les contributions volontaires pour l'exercice 2021;

– le Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication pour l'exercice 2021;

– la manifestation ITU TELECOM World 2021;

– le projet de nouveau bâtiment.

**Table des matières**

Page

[Avant-propos du Secrétaire général 4](#_Toc112057735)

[Rapport de gestion 2021 15](#_Toc112057736)

[Déclaration sur le contrôle interne pour 2021 19](#_Toc112057737)

[Certification des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 24](#_Toc112057738)

[ÉTATS FINANCIERS 25](#_Toc112057739)

[I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE B1) 80](#_Toc112057768)

[II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE B2) 82](#_Toc112057769)

[III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE B3) 83](#_Toc112057770)

[IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT 83](#_Toc112057771)

[V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE B4) 83](#_Toc112057772)

[VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE B5) 84](#_Toc112057773)

[VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE B6) 84](#_Toc112057774)

[VIII ITU TELECOM WORLD 2021 (ANNEXE B7) 84](#_Toc112057775)

[IX DÉCLARATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE 85](#_Toc112057776)

[X VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION 85](#_Toc112057777)

[ANNEXE A 86](#_Toc112057778)

[ANNEXE B1 87](#_Toc112057779)

[ANNEXE B2 88](#_Toc112057780)

[ANNEXE B3 89](#_Toc112057781)

[ANNEXE B4 90](#_Toc112057782)

[ANNEXE B5 100](#_Toc112057783)

[ANNEXE B6 104](#_Toc112057784)

[ANNEXE B7 105](#_Toc112057785)

[ANNEXE C 106](#_Toc112057786)

[ANNEXE D 118](#_Toc112057787)

[ANNEXE E 121](#_Toc112057788)

# Avant-propos du Secrétaire général

1 J'ai l'honneur de présenter au Conseil pour examen, conformément à l'Article 30 du Règlement financier de l'Union (édition de 2018), les états financiers vérifiés pour l'exercice clos le 31 décembre 2021.

2 Le Rapport du Vérificateur extérieur des comptes sur les états financiers de 2021, ainsi que son opinion concernant les états financiers, comme le prescrivent l'Article 28 du Règlement financier de l'Union ainsi que son Annexe 1, seront également soumis au Conseil dans un document distinct.

3 Les états financiers de 2021 ont été établis conformément aux Normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS). Le Règlement financier prévoit que le budget de l'Union couvre un exercice budgétaire de deux années, mais pour mettre en œuvre intégralement les normes IPSAS, les états financiers sont présentés sur une base annuelle.

4 L'UIT a appliqué les normes IPSAS en vigueur depuis le 1er janvier 2021 et les principes comptables applicables sont décrits dans la Note 2. La seule dérogation faite dans les états financiers présentés est la non-capitalisation des coûts de main‑d'œuvre directs dans l'évaluation des publications, contrairement aux exigences de la norme IPSAS 12. La capitalisation des coûts de main‑d'œuvre risquerait de se traduire par une évaluation du prix des publications bien supérieure à la valeur nette de réalisation fondée sur les prix courants des publications et, de ce fait, par une dégradation du prix de remplacement courant si l'on applique un prix plus bas ou la valeur nette de réalisation.

5 On trouvera dans le Document C11/INF/9 la définition de plusieurs termes financiers clés qui permettront au lecteur d'utiliser et de comprendre plus facilement les états financiers.

Principales réunions et manifestations pendant l'exercice 2021

6 Comme en 2020, le COVID-19 et la pandémie mondiale ont amené l'UIT à maintenir le télétravail et à continuer d'organiser des réunions en mode virtuel. Ce mode de fonctionnement a été rendu possible grâce à la détermination de tous nos partenaires (États Membres, Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires).

7 En 2021, le programme d'activités de l'Union comprenait, parmi de nombreuses réunions virtuelles, les grandes manifestations suivantes:

8 Le 22 avril 2021, la 10ème édition de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC a été célébrée sur le thème "Connecter les jeunes filles, améliorer les perspectives d'avenir". Généralement organisées le quatrième jeudi d'avril, les manifestations de la Journée des jeunes filles dans le secteur des TIC ont permis, en cette édition particulière, de mettre en lumière 10 moments dans la vie des jeunes filles et de faire connaître les principales parties prenantes et les principaux secteurs d'activité qui s'emploient à promouvoir le rôle des jeunes filles dans le secteur des technologies.

9 L'édition de 2021 du Forum du Sommet mondial de la société de l'information (SMSI) a été organisée selon des modalités virtuelles par l'UIT, qui faisait office de coordonnateur principal, en collaboration avec l'UNESCO, la CNUCED et le PNUD, en leur qualité de coorganisateur, et en étroite collaboration avec plus d'une trentaine d'organismes du système des Nations Unies. Le thème retenu pour l'édition de 2021, "Les TIC au service de sociétés et d'économies inclusives, résilientes et durables (grandes orientations du SMSI en vue de la réalisation des Objectifs de développement durable)", a permis aux parties prenantes du SMSI d'échanger des informations sur leurs activités et des idées innovantes afin de tirer parti des TIC. La manifestation a en outre créé une dynamique s'agissant de promouvoir un dialogue tourné vers l'action dans le cadre des efforts de relèvement au lendemain de la crise du COVID-19 et des initiatives destinées à mettre en œuvre les grandes orientations du SMSI, pour progresser dans la réalisation des Objectifs de développement durable (ODD) fixés par l'ONU. Pendant dix-sept semaines (à partir de janvier 2021), le Forum 2021 du SMSI a accueilli plus de 250 réunions, notamment des ateliers, des entretiens diffusés en direct, des discussions dans le cadre du SMSI (WSIS TalkX), une Partie de haut niveau, un hackathon, pour ne citer que ces manifestations. Il a suscité beaucoup d'intérêt et d'enthousiasme dans le monde entier, puisqu'au total, plus de 50 000 participants issus d'organismes publics, de la société civile, d'établissements universitaires et du secteur privé de 185 pays ainsi que d'organismes des Nations Unies ont échangé des vues via différents supports – salles Zoom, enregistrements Zoom, vidéos en direct sur Facebook, YouTube et autres supports – sur des questions récentes liées aux TIC, en vue de consolider les sociétés bâties sur l'information et les connaissances.

10 En 2020, en raison de la pandémie de COVID-19, le Sommet mondial sur l'intelligence artificielle au service du bien social a pris la forme d'une manifestation virtuelle organisée tout au long de l'année. L'édition de 2021 s'est tenue selon les mêmes modalités. Un programme numérique hebdomadaire a été créé, avec de nouveaux exposés et webinaires spécialisés et de nouvelles présentations de projets, des séances de questions‑réponses, des démonstrations et des possibilités de contacts professionnels. Dans ce contexte, pas moins de 50 manifestations ont été organisées. Divers thèmes, tels que l'utilisation de l'IA aux fins de la santé mentale et cérébrale, les robots doués d'une intelligence sociale, l'apprentissage automatique au service de l'étude des changements climatiques et l'utilisation de l'IA pour prévenir les crises cardiaques, l'esclavage moderne, la traite des personnes, le travail forcé et le travail des enfants, ont été traités et examinés tout au long de l'année.

11 Comme en 2020, la pandémie de COVID-19 n'ayant pas été enrayée, il n'a pas été possible d'organiser une manifestation physique pour ITU Digital World 2021. Après consultation du pays hôte (Viet Nam), il a donc été décidé de continuer d'organiser des activités en ligne. Contrairement à 2020, où les activités en ligne avaient été organisées sur seulement trois jours, celles organisées en 2021 se sont étalées sur plus de trois mois, d'octobre à décembre. De septembre à novembre 2021, une série de sessions du Forum ont été organisées sur divers sujets arrêtés avec les Secteurs de l'UIT et le pays hôte. De plus, une table ronde du secteur privé s'est déroulée début octobre 2021. La cérémonie d'ouverture, qui a eu lieu à Hanoï en présence du Premier Ministre du Viet Nam et du Secrétaire-général de l'UIT, a été suivie d'une table ronde ministérielle de trois jours à la mi-octobre.

12 En 2021, l'Union a poursuivi ses efforts en vue d'améliorer les procédures de coordination et de réduire les coûts, conformément à l'Annexe 2 de la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

13 L'UIT participe activement aux activités financées conjointement avec les Nations Unies. Plusieurs initiatives récentes ont eu pour résultat de diminuer les coûts pour les organismes participants, soit: baisse des coûts de l'électricité, des fournitures de bureau, du mazout et des services de courrier et négociations avec les compagnies aériennes.

Éléments essentiels du rapport de gestion financière

14 La comptabilité de l'Union est tenue en francs suisses. Les états financiers présentés tiennent compte des activités extrabudgétaires de l'Union.

15 Le tableau ci-après récapitule la situation financière de l'UIT en 2021, par rapport à 2020.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Produits | 175 556 | 170 373 |
| Charges | 190 413 | 217 632 |
| Excédent (Déficit) | –14 858 | –47 259 |
| Actif | 424 943 | 408 974 |
| Passif | 838 654 | 909 543 |
| Actif net | –413 711 | –500 570 |

16 Les résultats financiers indiqués dans le tableau ci-dessus couvrent certains postes non budgétés, par exemple les amortissements et l'ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Conformément à la norme IPSAS 24, la comparaison entre les montants budgétés et les montants effectifs, sur une base comparable, est donnée dans le Tableau V des états financiers.

17 Sur le plan budgétaire, l'Union présente un excédent de 3,66 millions CHF pour l'année 2021.

|  |  |
| --- | --- |
| Excédent résultant de l'exécution du budget 2021 | |
|  | *CHF* |
| **Excédent pour 2021** | **3 665 716** |
| Excédent dégagé grâce aux économies réalisées au cours de l'année précédente | **1 230 240** |
| **Montant disponible à répartir** | **4 895 956** |
| Rés. 1405: | 3 766 000 |
| Décision 619 Nouveau bâtiment/Coûts indirects | 785 000 |
| C21/DT4 – BR | 140 000 |
| C21/DT4 – TSB | 161 000 |
|  |  |
| **Reliquat de l'excédent à verser au Fonds de réserve** | **43 956** |

24 En 2021, les produits de l'UIT se sont chiffrés à 175 527 millions CHF (contre 170 373 millions CHF en 2020), comme indiqué ci-après:

Text

Description automatically generatedText

Description automatically generated

19 Les produits proviennent essentiellement des contributions mises en recouvrement (72% en 2021, chiffre qui a légèrement augmenté par rapport à 2020); viennent ensuite les produits provenant du recouvrement des coûts (19%, essentiellement les produits tirés des ventes des publications et des fiches de notification des réseaux à satellite).

20 En 2021, les charges de l'UIT se sont élevées à 190 413 millions CHF (contre 217 632 millions CHF en 2020), comme indiqué ci-après:

Frais d'expédition et   
de télécommunications et services

Autres charges

Location et entretien des locaux et équipements

200 000

150 000

100 000

50 000

0

Charges de personnel

Frais de mission

Services contractuels

Matériels et fournitures

Amortissement et dépréciation

Charges financières

Situation financière: représentation de l'actif pour 2021

Situation financière: Comparaison de l'actif entre 2021 et 2020

Trésorerie et  
équivalents   
de trésorerie

21 En 2021, les placements sont restés stables en raison des taux d'intérêt négatifs. La trésorerie et les équivalents de trésorerie ont augmenté, ce qui peut s'expliquer par la signature de plusieurs accords de contributions volontaires et de fonds fiduciaires et les versements correspondants.

22 Les charges habituelles pour l'exécution du budget 2021 sont restées stables grâce à un suivi rigoureux du budget.

Situation financière: représentation du passif pour 2021

Comparaison du passif: au 31 décembre 2021, le total du passif s'établissait à 838 654 CHF

Fonds   
de tiers

Avantages   
du  
personnel

Emprunts

Autres  
passifs

Produits différés

Dettes et  
créances

23 Le passif le plus important est constitué par les futurs avantages du personnel acquis par les fonctionnaires en service et les retraités. Au 31 décembre 2021, cette catégorie représentait 68% du passif total de l'UIT. On observe une diminution, qui tient à la baisse du passif lié à l'ASHI.

24 Le passif de l'ASHI représentait toujours 96% du passif de l'ensemble des avantages du personnel, soit un chiffre stable malgré la diminution du passif de l'ASHI due à la hausse du taux d'actualisation, qui est passé de 0,2% à 0,5%.

25 Il convient de souligner que certaines charges n'ont pas été inscrites au budget. Il s'agit notamment des amortissements, des pertes et des gains sur cours non réalisés et d'un ajustement de la provision pour les prestations maladie après cessation de service des fonctionnaires (ASHI). Ces charges sont essentiellement statistiques et ne représentent pas de sorties de fonds pendant l'année. Un aperçu de ces positions figure dans le Tableau V du présent document (Comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2021).

26 Les contributions en espèces reçues pour les fonds d'affectation spéciale se sont chiffrées à 17 millions CHF en 2021 (contre 8 millions CHF en 2020). Cette augmentation importante s'explique par la signature de plusieurs accords de projet.

27 Le montant des contributions volontaires en espèce reçues pour les diverses activités est resté stable en 2021 (2,8 millions CHF).

28 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 3,1 millions CHF au 31 décembre 2021 (contre 3,8 millions CHF au 31 décembre 2020).

29 En 2021, le total des charges pour les projets financés sur des fonds d'affectation spéciale s'est chiffré à 12,4 millions CHF, ce qui équivaut à 0,72 million CHF de produits au titre de l'appui aux projets.

30 En raison de la pandémie de COVID-19, la manifestation ITU Telecom World 2019 a été reportée en 2021 et s'est tenue en ligne. Il n'a pas été possible de dégager des recettes, mais le Secrétariat de Telecom a dû continuer de financer des charges directes telles que les traitements et la manifestation ITU Digital World 2021 a accusé un déficit de 2 millions CHF, qui a été prélevé sur le Fonds de roulement des expositions. Le solde du Fonds de roulement des expositions était de 4,5 millions CHF au 31 décembre 2021 (contre 6,5 millions CHF au 31 décembre 2020).

31 Au titre de la Résolution 11 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires, un montant de 750 000 CHF a été affecté en vue de procéder à un examen des activités de TELECOM. Le rapport final a été présenté et un montant total de 624 565 CHF a été versé au cabinet de conseil mandaté. Les fonds initialement dégagés (125 434 CHF) ont été reversés sur le Fonds de roulement des expositions.

32 L'Annexe D du présent document montre l'évolution des arriérés pour ce qui est des manifestations TELECOM.

33 Les notes relatives aux états financiers fournissent des informations utiles sur les aspects financiers concernant l'exercice 2021.

Principaux indicateurs financiers

34 Depuis 2015, l'UIT présente des indicateurs clés qui constituent un outil utile pour comprendre l'évolution de la situation financière d'une organisation et qui sont très importants dans un cadre de budgétisation axée sur les résultats et de gestion axée sur les résultats.

35 Il faut interpréter avec soin les résultats fournis par ces indicateurs pour que la comparaison avec d'autres organisations et institutions spécialisées du système des Nations Unies soit significative.

Stabilité et sécurité financière/risque



Réserve de capitaux propres et de trésorerie





36 La réserve de trésorerie est évaluée en nombre de mois et fait apparaître une stabilité au fil des ans. Il est à noter qu'une partie de la trésorerie n'est pas immédiatement disponible et qu'il faut donc être vigilant pour couvrir les besoins mensuels.

Solvabilité immédiate





37 Le ratio de solvabilité permet d'évaluer plus facilement la santé financière de l'Union à court terme. Les bons résultats, respectivement 216% et 152% pour ces deux ratios, confirment la bonne santé de l'Union et le fait qu'elle est en mesure de faire face à ses engagements à court terme.

Performance financière

38 Ce ratio représente la performance financière pour le budget ordinaire approuvé et est basé sur les résultats budgétaires.





39 L'évolution du ratio pour les dépenses de personnel a été relativement stable au cours des quatre dernières années. La majeure partie des charges (79% en 2021) est affectée aux dépenses de personnel, ce qui permet à l'UIT de mettre en œuvre son programme d'activités, conformément à ce qui a été décidé à la Conférence de plénipotentiaires de 2018.

Continuité

40 J'ai évalué les incidences de toute réduction potentielle des contributions que pourraient entraîner les crises économique et financière mondiales et analysé la question de savoir si cela entraînerait une réduction des activités de l'Union. Compte tenu des activités projetées et des risques correspondants, je peux affirmer que l'Union dispose de ressources suffisantes pour continuer à opérer à moyen terme. Nous continuerons par conséquent d'établir les états financiers de l'Union sur la base de la méthode de l'activité continue.

41 Je suis conscient de la responsabilité qui est la mienne quant à la transparence du rapport annuel du CCIG, du rapport annuel du Vérificateur extérieur des comptes et du rapport annuel d'audit interne et à leur accessibilité pour le public, une fois qu'ils auront été approuvés par le Conseil.

42 La déclaration sur le contrôle interne pour 2021 est jointe au présent rapport de gestion financière.

Responsabilité

43 Comme prévu par l'Article 30 du Règlement financier de l'Union, j'ai le plaisir de soumettre les états financiers ci-après, qui ont été élaborés conformément aux normes IPSAS. Je certifie que, pour autant que je sache, toutes les opérations de l'exercice ont été dûment comptabilisées dans les écritures et que ces opérations, ainsi que les états financiers et notes y afférentes, qui font partie intégrante du présent document, donnent une image fidèle de la situation financière de l'Union au 31 décembre 2021.

I État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2021

II État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

III État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

IV État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

V État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2021

# Rapport de gestion 2021

Genève, le 15 mars 2021

Rapport de gestion de la direction de l'Union internationale des télécommunications (UIT)

Dans le cadre de la vérification des comptes annuels de l'Union internationale des télécommunications (UIT) pour l'exercice 2021 clos le 31 décembre 2021, nous présentons le rapport de gestion ci-après.

Nous avons établi les comptes annuels, lesquels seront soumis au Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT, puis transmis au Conseil de l'UIT pour approbation. Nous sommes conscients de notre responsabilité en ce qui concerne la transparence des comptes annuels et l'accessibilité à ces comptes, la mise en place et la tenue à jour de systèmes viables pour la comptabilité et le contrôle interne, ainsi que les mesures à prendre pour éviter et déceler des erreurs graves et des cas de fraude.

1) Les comptes annuels et les notes y relatives ainsi que les informations financières associées sont conformes aux normes IPSAS, au Règlement financier et aux Règles financières et aux résolutions pertinentes adoptées par les organes directeurs de l'Organisation.

2) Toutes les opérations ont été dûment documentées. Nous avons communiqué toutes les informations pertinentes au Vérificateur extérieur de l'UIT, nous lui avons fourni ainsi qu'à ses collègues un accès aux comptes et aux pièces comptables de l'organisation ainsi qu'à la correspondance commerciale, et nous les avons informés de toute décision pouvant avoir des répercussions importantes sur les comptes annuels. Le Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT et ses collaborateurs ont pu s'entretenir librement avec les personnes au sein de l'entité auprès desquelles il a été estimé nécessaire de recueillir des éléments probants.

3) Toutes les opérations pour l'exercice 2021 ont été comptabilisées, avec les montants qui leur ont été affectés, dans l'état de la performance financière. Tous les actifs, les passifs et les soldes de capitaux propres, avec les montants qui leur ont été affectés, ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière. L'UIT détient juridiquement suffisamment de droits sur tous les actifs inscrits dans le bilan financier, de sorte qu'il n'existe pas d'autres actifs de l'UIT donnés en nantissement ou grevés que ceux qui sont indiqués dans l'inventaire. Les relations et opérations avec les parties liées ont été dûment comptabilisées et communiquées, conformément aux exigences des normes IPSAS. Aucun autre contrat, accord de crédit, litige ou autre différend n'est susceptible de modifier sensiblement l'analyse des comptes annuels de l'UIT.

4) Tous les événements postérieurs à la date des états financiers pour lesquels les normes IPSAS requièrent un ajustement ou une information à fournir, ont fait l'objet du traitement requis.

5) Les principales hypothèses utilisées pour les évaluations et les informations relatives aux justes valeurs sont, d'après nous, appropriées, traduisent notre intention et sont conformes aux principes comptables appliqués.

6) Nous confirmons qu'un système de contrôle interne de l'information financière a été mis en place quant à la fiabilité de l'information financière et la préparation des comptes annuels destinés à un usage externe, selon le Règlement financier et les Règles financières. Ce système inclut les politiques et les procédés appropriés qui:

• se rapportent à la tenue de registres raisonnablement détaillés qui reflètent avec précision les opérations et en donnent une image fidèle;

• fournissent une assurance raisonnable que les opérations sont dûment comptabilisées pour permettre la préparation des comptes annuels et que les recouvrements et dépenses sont effectués conformément aux autorisations de la direction, selon le Règlement financier et les Règles financières;

• fournissent une assurance raisonnable quant à la prévention ou à la détection en temps utile d'acquisitions, d'utilisations ou de cessions non autorisées des actifs.

7) Nous confirmons que les risques identifiés et les recommandations formulées par l'auditeur interne, le Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT et le Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG) sont pris en compte et que nous y donnerons suite, le cas échéant. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines est informé chaque année de l'état d'avancement de la mise en œuvre de ces recommandations.

8) En 2021, le *Groupe de travail sur les contrôles internes* (WGIC), présidé par la Directrice du BDT, a poursuivi ses travaux visant à renforcer les contrôles internes du BDT (au siège et dans les bureaux régionaux/de zone), auquel participent toutes les parties prenantes concernées du BDT et des départements du Secrétariat général. Ce groupe est chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour le BDT, et l'UIT en général, et de traiter toutes les premières conclusions et les recommandations de l'Unité de l'audit interne et du Vérificateur extérieur des comptes. Comme cela a été indiqué au Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines à sa 15ème réunion en janvier 2022, à la fin de 2021, le taux de mise en œuvre de toutes les recommandations connexes formulées par l'Unité de l'audit interne, le Vérificateur extérieur des comptes et le CCIG s'établissait à 85%.

9) Le système et les mesures ci-après sont actuellement mis en œuvre:

• Nouveau système de recrutement électronique et nouvelles procédures de mise au concours pour le choix des consultants.

• Amélioration de la gestion et du contrôle concernant le recours à des consultants.

• Systèmes informatiques communs pour le BDT.

• Cadre de responsabilisation.

10) En novembre 2020, la direction de l'UIT a créé un tableau de bord de la conformité organisationnelle comprenant les recommandations du Vérificateur extérieur des comptes, du CCIG, du Corps commun d'inspection (CCI) et de l'Unité de l'audit interne. En décembre 2020, elle a commencé à étendre cet outil à l'ensemble de l'Union pour en faire le tableau de bord de la conformité organisationnelle. Cet outil a été utilisé tout au long de 2021, ce qui a permis à la direction de l'UIT et aux organes de contrôle (Unité de l'audit

interne, Vérificateur extérieur des comptes et CCIG) d'avoir une vision claire des recommandations en cours et des risques liés à ces recommandations et de disposer d'informations en temps réel concernant l'état d'avancement de la mise en œuvre des recommandations ou de l'atténuation des risques résiduels.

11) Le nouveau cadre de responsabilisation dont l'UIT s'est dotée a été élaboré dans un souci d'harmonisation avec les initiatives de gestion en cours, qui concourent toutes à une meilleure responsabilisation. En outre, des consultations ont été menées avec des experts internes, d'autres organisations du système des Nations Unies et le CCIG, pour mettre le cadre à l'essai et obtenir l'avis d'autres organisations sur les bonnes pratiques. Ces consultations continueront d'avoir lieu régulièrement pour faire du cadre un projet dynamique. En particulier, la question de savoir comment continuer à améliorer le suivi et l'évaluation de la mise en œuvre du cadre est en cours d'examen. Le cadre de responsabilisation est soumis au Conseil pour approbation et le Secrétaire général, s'il y est invité par le Conseil, le publiera dans un ordre de service, qui dotera ce cadre d'une base administrative et juridique à

12) Pour ce qui est des enquêtes, le Vérificateur extérieur des comptes a été informé de plusieurs cas datant de 2021 ou remontant à 2020 et susceptibles d'avoir des incidences financières en 2021:

a) Un cas de présomption de fraude concernant un fonctionnaire (recruté sur le plan international et basé à Genève) ayant soumis une demande d'indemnité pour frais d'études a été identifié au début de 2020. Au terme de l'enquête, l'affaire a été classée le 31 juillet 2021.

b) Trois cas de fraude à l'assurance maladie concernant l'ancien prestataire du régime d'assurance maladie de l'UIT ont en outre été signalés en 2021 et ont été l'objet d'une enquête d'un consultant extérieur. Les actes de fraude ayant été mis au jour avant que les fonctionnaires concernés ne perçoivent les montants correspondants, ces affaires n'ont pas eu de répercussions financières pour l'Organisation.

c) Dans le cadre de la vérification juricomptable effectuée par PwC, l'UIT a eu connaissance de cinq cas de fraude présumée concernant quatre consultants (au bénéfice d'un contrat SSA) et d'un fonctionnaire. L'Unité d'investigation mène actuellement une enquête sur ces affaires. A ce stade, on ne dispose d'aucune information permettant de déterminer les éventuels montants en jeu.

d) L'Unité d'investigation enquête en outre sur des allégations de fraude et de conflit d'intérêt concernant deux fonctionnaires et un consultant. Je m'entretiendrai avec le Vérificateur extérieur des comptes une fois les enquêtes menées à leur terme et l'ampleur de la fraude évaluée.

13) Enfin, s'agissant du cas de fraude au sein du bureau de Bangkok, les procédures disciplinaires ont été menées à terme. Parallèlement, une action en justice a également été engagée en Thaïlande. Un collaborateur indépendant placé directement sous ma supervision s'attache actuellement à déterminer les montants en jeu.

14) À cet égard, et en vue de limiter le risque de fraude, une nouvelle procédure de passation de marchés a été élaborée et est appliquée pour des types de cas spécifiques, afin de garantir un niveau de contrôle approprié, ainsi qu'une séparation des tâches entre les fonctions liées aux demandes, à l'approbation du financement et à la passation de marchés. Ces procédures ont été introduites en 2019. En outre, un manuel sur la passation de marchés a été publié en juin 2019, ce qui a également permis de renforcer encore la fonction de passation de marchés à l'UIT.

15) Toutes les circonstances ayant une incidence sur les comptes qui se sont produites avant la fin des travaux de vérification extérieure ont été dûment prises en compte dans l'établissement des comptes annuels. Nous ne manquerons pas d'informer immédiatement le Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT au cas où des faits nouveaux susceptibles d'avoir une incidence a posteriori sur les comptes annuels serait porté à notre attention d'ici à la date de la prochaine session du Conseil.

|  |  |
| --- | --- |
| Signature numérique de M. Alassane Ba  Date: 11/03/2022  Alassane Ba Chef du Département de la gestion  des ressources financières | Signature numérique de M. Houlin Zhao  Date: 11/03/2022  Houlin Zhao Secrétaire général |

# Déclaration sur le contrôle interne pour 2021

Champ de responsabilité

En qualité de Secrétaire général de l**'**Union internationale des télécommunications (UIT), j**'**agis en tant que représentant légal de l**'**Union. Je prends toutes les mesures requises pour faire en sorte que les ressources de l**'**Union soient utilisées avec économie et suis responsable devant le Conseil pour la totalité des aspects administratifs et financiers des activités de l**'**Union, conformément aux responsabilités qui m'incombent, en application, notamment des dispositions des numéros 73*bis* et 75 (article 11) de la Constitution et des Articles 1, 10, 16, 28, 29 et 30 des Règles financières et du Règlement financier.

Objet du système de contrôle interne

Le contrôle interne a pour objet de réduire et gérer, et non de supprimer le risque de ne pas atteindre les buts et objectifs de l'Organisation et de ne pas mettre en œuvre les politiques correspondantes. En conséquence, il ne peut fournir qu'une assurance raisonnable, et non absolue d'efficacité. Il repose sur un processus continu visant à recenser les principaux risques, à en évaluer la nature et la portée, et à les gérer de manière efficiente, efficace et économique. La direction de l'UIT doit mettre en place une série de processus propres à contrôler les activités de l'Union, de manière à donner aux organes directeurs une assurance raisonnable que:

• les plans, les programmes, les buts et les objectifs de l'Organisation sont atteints;

• les ressources sont acquises de manière rationnelle et employées de façon rentable; des processus administratifs de qualité et leur amélioration constante sont privilégiés;

• les ressources dont dispose l'Organisation (y compris son personnel, ses systèmes, ses données et informations) sont protégées comme il convient;

• les fonctionnaires élus et les fonctionnaires de la catégorie des conseillers supérieurs, de la catégorie professionnelle et de la catégorie des services généraux agissent conformément aux politiques, normes, plans et procédures de l'Organisation et à toutes les lois, règles et règlements en vigueur;

• les données et informations publiées, qu'elles soient destinées à un usage interne ou externe, sont exactes, fiables et à jour.

La gestion des risques et la gestion des contrôles internes sont des fonctions de la direction et font partie intégrante du processus global de gestion des activités. En conséquence, la direction de l'UIT doit, à tous les niveaux:

• identifier et évaluer les risques de perte éventuelle dans la sphère qui relève de sa responsabilité;

• définir et proposer des politiques, plans, normes opérationnelles, procédures, systèmes et autres lignes directrices à mettre en œuvre pour réduire au minimum et/ou atténuer les risques associés aux situations exposées qui ont été recensées;

• établir des processus concrets de contrôle amenant et incitant le personnel de l'UIT à s'acquitter de ses tâches et responsabilités de manière à concourir aux cinq objectifs de contrôle définis dans le paragraphe précédent;

• maintenir l'efficacité des processus de contrôle mis en place et favoriser leur amélioration.

Gestion des risques et contrôles internes

La direction de l'UIT s'emploie à mettre en œuvre, dans l'ensemble de l'Organisation, un processus de gestion intégrée des risques (GIR) qui fait partie intégrante du système de contrôle interne de l'Organisation.

a) Le système de contrôle interne utilise le système SAP de gestion intégrée de l'information, qui permet:

• de refléter la structure, les activités et les flux hiérarchiques de l'Organisation;

• de mettre en évidence les ressources budgétaires allouées à l'Organisation, conformément aux textes fondamentaux de l'Union adoptés par la Conférence de plénipotentiaires;

• de mettre en place un système de contrôles intégrés et d'appliquer le principe des quatre yeux;

• de définir, de suivre et d'évaluer l'utilisation des ressources avec une comptabilité et l'établissement de rapports selon les normes IPSAS, des points réguliers sur la situation et des processus et contrôles documentés de passation de marchés.

b) La fiabilité des rapports financiers de l'UIT et le suivi de l'exécution des programmes selon les objectifs stratégiques reposent sur le système de gestion intégrée de l'information et sur la volonté résolue de maîtriser les ressources.

c) La Commission des marchés aide le Secrétaire général à garantir une utilisation efficace des ressources de l'UIT en prenant en considération l'intérêt supérieur de l'Union, l'Unité des affaires juridiques fournit des conseils au niveau de l'Organisation en ce qui concerne les lois, règles et règlements, et le Bureau de l'éthique contribue à diffuser les politiques de l'UIT en matière d'éthique et d'intégrité et à encourager le personnel de l'UIT à agir selon les principes de déontologie. Dans le cadre de ses activités d'audit, l'Unité de l'audit interne fournit des assurances au Secrétaire général en ce qui concerne la gouvernance de l'organisation, la gestion des risques et l'efficacité des contrôles.

d) La gestion des risques stratégiques est intégrée dans le processus de planification stratégique en vigueur à l'UIT dans la mesure où les risques stratégiques sont identifiés et des mesures d'atténuation sont prises en conséquence. Le cadre de gestion des risques fait partie intégrante du Plan stratégique de l'UIT pour la période 2020-2023 (Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018)) qui a été approuvé par la Conférence de plénipotentiaires de 2018. Ce cadre de gestion des risques 'est défini plus avant grâce à l'élaboration d'une politique de gestion des risques, d'une déclaration sur la gestion des risques institutionnels et d'un registre de gestion des risques stratégiques.

e) La gestion des risques opérationnels fait aussi partie des processus de gestion opérationnels de l'UIT. La direction de l'Union, y compris les trois Bureaux et le Secrétariat général passe en revue régulièrement les risques associés à la réalisation des objectifs de chaque entité constitutive de l'organisation et prend les mesures nécessaires pour atténuer ces risques tout en mettant en place les mécanismes de contrôle des risques afin de suivre l'évolution des risques résiduels.

Examen de l'efficacité

1 Mon examen de l'efficacité du système de contrôle interne s'appuie sur le travail réalisé par les hauts responsables de l'UIT, qui sont tenus de définir et de faire appliquer le cadre de contrôle interne dans leurs domaines de responsabilité. J'obtiens les garanties au moyen des lettres de représentation interne signées par les principaux dirigeants et responsables de l'UIT, qui confirment que les exigences suivantes pour l'exercice 2021 ont été respectées:

• La conformité des engagements ou obligations et des charges avec les crédits budgétaires ou autres dispositions financières approuvées par le Conseil ou avec les buts, règles et dispositions applicables aux fonds en question.

• L'emploi efficace, efficient et économique des ressources de l'Union.

• La régularité des opérations de réception, de garde et de déboursement de tous les fonds et autres ressources de l'Union.

• La disponibilité en temps voulu, l'exactitude et l'exhaustivité des données financières et autres données administratives.

2 Le cadre réglementaire de l'UIT est constitué des textes fondamentaux de l'Union, des règles et règlements, des ordres de service, des notes de service et des circulaires d'information.

3 Tous les systèmes, processus, opérations, fonctions et activités de l'UIT font l'objet d'un audit interne effectué par l'Unité de l'audit interne. Dans le cadre de ses travaux, l'Unité de l'audit interne s'emploie à se conformer aux Normes internationales pour la pratique professionnelle de l'audit interne. Je m'appuie sur les travaux d'audit et d'enquête pour obtenir l'assurance que la gouvernance de l'organisation et la gestion des risques sont adéquats et que les contrôles internes sont efficaces.

4 Un ordre de service sur la Politique de l'UIT en matière de lutte contre les pratiques frauduleuses et autres pratiques prohibées (la "Politique"), publié le 2 mai 2019, présente les grandes lignes des stratégies et procédures adoptées par l'UIT pour prévenir et détecter des pratiques frauduleuses et autres pratiques prohibées et pour lutter contre ces pratiques. Tout membre du personnel de l'UIT qui dispose d'informations ou d'éléments de preuve de nature à établir une présomption raisonnable de fraude, de corruption ou d'autres pratiques prohibées a le devoir de la ou les signaler et sera protégé contre les éventuelles représailles découlant de tels signalements.

5 Cette Politique s'inscrit dans le cadre de la gestion des risques institutionnels de l'UIT et est mise en œuvre par l'adoption de mesures de prévention et de détection dans tous les processus institutionnels essentiels. Elle traduit l'engagement de l'UIT en faveur du respect des normes les plus strictes en matière d'éthique, de transparence et de responsabilité.

6 Un autre ordre de service sur les lignes directrices en matière d'enquête à l'UIT, également publié le 2 mai 2019, contient les procédures à suivre dans la conduite d'une enquête, y compris les mesures visant à éviter toute fuite d'informations confidentielles et à veiller à ce que des mesures soient prises rapidement en cas de fraude.

7 En 2021, le Groupe de travail sur les contrôles internes, créé en 2019, a poursuivi ses travaux visant à renforcer les contrôles internes du BDT (au siège et dans les bureaux régionaux/de zone), avec la participation de toutes les parties prenantes concernées du BDT et des départements du Secrétariat général. Ce groupe est chargé de coordonner l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'action pour le BDT, et l'UIT en général, et de traiter toutes les premières conclusions et les recommandations de l'Unité de l'audit interne et du Vérificateur extérieur des comptes.

8 Le système et les mesures ci-après sont actuellement mis en œuvre:

• Nouveau système de recrutement électronique et nouvelles procédures de mise au concours pour le choix des consultants

• Amélioration de la gestion et du contrôle concernant le recours à des consultants

• Systèmes informatiques communs pour le BDT

• Cadre de responsabilisation.

9 En novembre 2020, la direction de l'UIT a créé un tableau de bord de la conformité organisationnelle pour suivre la mise en application des recommandations du Vérificateur extérieur des comptes, du CCIG, du CCI et de l'Unité de l'audit interne. Cet outil permet à la direction de l'UIT et aux organes de contrôle (Unité d'audit interne, Vérificateur extérieur des comptes et CCIG) d'avoir une vision claire des recommandations en cours et des risques liés à ces recommandations et de disposer d'informations en temps réel concernant les progrès accomplis concernant leur mise en œuvre ou l'atténuation des risques résiduels.

10 À la fin de 2021, le taux de mise en œuvre de toutes les recommandations connexes formulées par l'Unité de l'audit interne, le Vérificateur extérieur des comptes et le CCIG s'établissait à 85%.

11 Les cas ci-après ayant fait l'objet d'une enquête., qui portent sur des faits datant de 2021 ou remontant à 2020 et susceptibles d'avoir des incidences financières en 2021, ont été signalés au Vérificateur extérieur des comptes:

a) Un cas de présomption de fraude concernant un fonctionnaire (recruté sur le plan international et basé à Genève) ayant soumis une demande d'indemnité pour frais d'études a été identifié au début de 2020. Au terme de l'enquête, l'affaire a été classée le 31 juillet 2021.

b) Trois cas de fraude à l'assurance maladie concernant l'ancien prestataire du régime d'assurance maladie de l'UIT ont également été signalés en 2021 et ont été l'objet d'une enquête d'un consultant extérieur. Les actes de fraude ayant été mis au jour avant que les fonctionnaires concernés ne perçoivent les montants correspondants, ces affaires n'ont pas eu de répercussions financières pour l'Organisation.

c) Dans le cadre de la vérification juricomptable effectuée par PwC, l'UIT a eu connaissance de cinq cas de fraude présumée concernant quatre consultants (au bénéfice d'un contrat SSA) et d'un fonctionnaire. L'Unité d'investigation mène actuellement une enquête 'sur ces affaires. à ce stade, on ne dispose d'aucune information permettant de déterminer les éventuels montants en jeu.

d) L'Unité d'investigation enquête en outre sur des allégations de fraude et de conflit d'intérêt concernant deux fonctionnaires et un consultant. Je m'entretiendrai avec le Vérificateur extérieur des comptes une fois les enquêtes menées à leur terme et l'ampleur de la fraude évaluée.

12 Enfin, s'agissant du cas de fraude au sein du bureau de Bangkok, les procédures disciplinaires ont été menées à terme. Parallèlement, une action en justice a également été engagée en Thaïlande. Un collaborateur indépendant placé directement sous ma supervision s'attache actuellement à déterminer les montants en jeu.

13 Par ailleurs, je reçois les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT, qui contiennent des recommandations concernant les questions de contrôle interne. Toutes les recommandations formulées par le Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT sont prises en considération et des plans d'action sont établis selon qu'il convient en vue d'éliminer tout éventuel point faible constaté, dans un souci d'amélioration constante. Le Groupe de travail du Conseil sur les ressources financières et les ressources humaines (GTC-FHR) assure le suivi des mesures prises par la direction en application des recommandations du Vérificateur extérieur des comptes de l'UIT.

14 J'ai pris note des conclusions de l'auditeur interne relatives à la nécessité d'améliorer la gouvernance et la gestion des risques de certains des processus ayant été révisés et de rendre les contrôles plus efficaces dans les divers domaines contrôlés. Des mesures ont été prises et continueront d'être prises pour renforcer les contrôles internes et réduire les risques.

15 Je bénéficie en outre des avis du Comité consultatif indépendant pour les questions de gestion (CCIG), qui exerce des fonctions consultatives spécialisées et aide le Conseil ainsi que le Secrétaire général à s'acquitter de leurs responsabilités en matière de gouvernance, et notamment à assurer l'efficacité des systèmes de contrôle interne, des procédures de gestion des risques et des procédures de gouvernance de l'UIT.

Déclaration

Je m'engage à garantir une amélioration continue du système de contrôle interne. Aussi bien conçu et efficace soit-il, le contrôle interne souffre intrinsèquement de limites, compte tenu notamment de la possibilité de le contourner. Il ne peut donc offrir qu'une assurance raisonnable d'efficacité, et pas une assurance absolue. En outre, la situation pouvant évoluer, l'efficacité du contrôle interne peut varier dans le temps.

La direction s'efforce de remédier aux insuffisances qui ont été constatées dans les contrôles internes pendant les activités courantes de l'UIT ou qui ont été identifiées dans les observations relatives à la supervision, essentiellement à travers la procédure de suivi mise en place l'an dernier pour la mise en œuvre des recommandations relatives au contrôle. Sur cette base, je conclus que l'Union disposait d'un système efficace de contrôle interne pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 et jusqu'à la date de l'approbation des états financiers.

Signature numérique de M. Houlin Zhao

Date: 11/03/2022

Houlin Zhao  
 Secrétaire général de l'UIT

Genève, le 15 mars 2022

# Certification des états financiers pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

**UNION INTERNATIONALE DES TÉLÉCOMMUNICATIONS, GENÈVE**

Conformément à l'Article 30 du Règlement financier, les comptes et les états financiers de l'Union internationale des télécommunications ont été établis et tenus conformément aux normes IPSAS. Les états financiers pour l'exercice clos le ''31 décembre 2021 ainsi que les notes relatives à ces états financiers et les annexes pertinentes ont été examinés et sont approuvés.

Le 15 mars 2022

|  |  |
| --- | --- |
| Signature numérique de M. Alassane Ba  Date: 11/03/2022  Alassane Ba Chef du Département de la gestion  des ressources financières | Signature numérique de M. Houlin Zhao  Date: 11/03/2022  Houlin Zhao Secrétaire général |

# ÉTATS FINANCIERS

Page

[I – État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2021 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2020 28](#_Toc112058633)

[II – État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2020 29](#_Toc112058634)

[III – État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 30](#_Toc112058635)

[IV – État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 31](#_Toc112058636)

[V – État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2021 32](#_Toc112058637)

[Notes relatives aux états financiers 33](#_Toc112058638)

[Note 1 Objectifs de l'Union 33](#_Toc112058639)

[Note 2 Principaux principes comptables 35](#_Toc112058640)

[Monnaies étrangères 35](#_Toc112058641)

[Instruments financiers 35](#_Toc112058642)

[Évaluation de la provision pour dépréciation des créances 37](#_Toc112058643)

[Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs 38](#_Toc112058644)

[Stocks 38](#_Toc112058645)

[Immobilisations corporelles 39](#_Toc112058646)

[Immobilisations acquises en contrats de location 41](#_Toc112058647)

[Immobilisations incorporelles 41](#_Toc112058648)

[Provisions 42](#_Toc112058649)

[Actifs et passifs éventuels 42](#_Toc112058650)

[Prestations dues aux employés 42](#_Toc112058651)

[Comptabilisation des fonds 43](#_Toc112058652)

[Fonds de réserve 44](#_Toc112058655)

[Autres fonds 45](#_Toc112058656)

[Fonds pour le nouveau bâtiment 46](#_Toc112058657)

[Fonds destinés aux activités extrabudgétaires 46](#_Toc112058658)

[Comptabilisation des produits 47](#_Toc112058659)

[Présentation de l'information sectorielle 48](#_Toc112058660)

[Comparaison budgétaire 49](#_Toc112058661)

Page

[Note 3 Gestion de l'actif net 49](#_Toc112058662)

[Note 4 Gestion des risques financiers 50](#_Toc112058663)

[Note 5 Jugement et estimations comptables 53](#_Toc112058666)

[Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie 54](#_Toc112058667)

[Note 7 Placements 54](#_Toc112058668)

[Note 8 Créances 55](#_Toc112058669)

[Note 9 Stocks 56](#_Toc112058670)

[Note 10 Autres créances 57](#_Toc112058671)

[Note 11 Immobilisations corporelles 57](#_Toc112058672)

[Note 12 Immobilisations incorporelles 59](#_Toc112058673)

[Note 13 Biens en construction 59](#_Toc112058674)

[Note 14 Fournisseurs et autres créanciers 60](#_Toc112058675)

[Note 15 Produits différés 60](#_Toc112058676)

[Note 16 Emprunts et autres dettes financières 61](#_Toc112058677)

[Note 17 Avantages du personnel 61](#_Toc112058678)

[17.1 Avantages du personnel à court terme 61](#_Toc112058679)

[17.2 Avantages du personnel à long terme 62](#_Toc112058681)

[Note 18 Provisions 69](#_Toc112058682)

[Note 19 Autres dettes 69](#_Toc112058683)

[Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés 69](#_Toc112058684)

[Note 21 Contributions mises en recouvrement 70](#_Toc112058685)

[Note 22 Produits 71](#_Toc112058686)

[Contributions volontaires 71](#_Toc112058687)

[Autres produits d'exploitation 71](#_Toc112058688)

[Produits financiers 71](#_Toc112058689)

Page

[Note 23 Charges 72](#_Toc112058690)

[Charges de personnel 72](#_Toc112058691)

[Frais de mission 72](#_Toc112058692)

[Services contractuels 72](#_Toc112058693)

[Location et entretien des locaux et équipements 73](#_Toc112058694)

[Matériels et fournitures, frais d'expédition et de télécommunications et services 73](#_Toc112058695)

[Autres charges 73](#_Toc112058696)

[Charges financières 74](#_Toc112058697)

[Note 24 Informations sectorielles – État de la performance financière 2021 75](#_Toc112058698)

[Note 25 Présence régionale 77](#_Toc112058700)

[Note 26 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs 77](#_Toc112058701)

[Note 27 Informations relatives aux parties liées 78](#_Toc112058702)

[Note 28 Engagements 79](#_Toc112058703)

[Note 29 Événements postérieurs à la date du bilan 79](#_Toc112058704)

# I – État de la situation financière – Bilan au 31 décembre 2021 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2020

| (en milliers de CHF) | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| --- | --- | --- |
| **ACTIF** |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 130 392 | 99 406 |
| Placements | 95 033 | 95 516 |
| Créances avec contrepartie directe | 10 989 | 8 481 |
| Créances sans contrepartie directe | 76 931 | 89 306 |
| Stocks | 467 | 459 |
| Autres créances | 7 118 | 9 439 |
| UNSMIS | – | – |
| **Total des actifs courants** | **320 930** | **302 607** |
|  |  |  |
| **Actifs non courants** |  |  |
| Créances sans contrepartie directe | – | – |
| Immobilisations corporelles | 71 671 | 78 040 |
| Immobilisations incorporelles | 792 | 1 443 |
| Biens en construction | 13 732 | 9 443 |
| UNSMIS | 16 267 | 17 441 |
| **Total des actifs non courants** | **102 462** | **106 367** |
|  |  |  |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **432 392** | **408 974** |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 6 796 | 6 015 |
| Produits différés | 132 416 | 132 566 |
| Emprunts et dettes financières | 1 391 | 1 391 |
| Avantages du personnel | 424 | 10 |
| Provisions | 1 372 | 1 105 |
| Autres dettes | 4 804 | 4 999 |
| UNSMIS | 1 539 | 1 493 |
| **Total des passifs courants** | **148 742** | **147 579** |
|  |  |  |
| **Passifs non courants** |  |  |
| Emprunts | 51 991 | 45 718 |
| Avantages du personnel | 570 083 | 656 021 |
| Fonds de tiers affectés | 46 336 | 38 430 |
| Fonds de tiers en cours d'affectation | 3 684 | 4 353 |
| UNSMIS | 16 267 | 17 441 |
| **Total des passifs non courants** | **688 361** | **761 963** |
|  |  |  |
| **TOTAL DU PASSIF** | **837 103** | **909 542** |
| **ACTIF NET** |  |  |
| Capital de l'organisation |  |  |
| Fonds de réserve avant réaffectation de l'excédent/du déficit de l'exercice | 27 464 | 25 802 |
| Fonds extrabudgétaires | 70 698 | 68 637 |
| Pertes actuarielles de l'ASHI | –162 135 | –263 101 |
| Soldes cumulés | –334 880 | –284 649 |
| Excédent/déficit de l'exercice | –14 858 | –47 259 |
| **TOTAL DE L'ACTIF NET** | **–413 711** | **–500 570** |

# II – État de la performance financière pour l'exercice clos le 31 décembre 2021 avec chiffres comparatifs au 31 décembre 2020

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers de francs suisses) | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|  |  |  |
| PRODUITS |  |  |
|  |  |  |
| Contributions mises en recouvrement | 125 611 | 125 741 |
| Contributions volontaires | 13 581 | 8 300 |
| Autres produits d'exploitation | 32 774 | 40 213 |
| Contributions en nature | 798 | 820 |
| Produits financiers | 2 792 | –4 700 |
|  |  |  |
| Total des produits | **175 556** | **170 373** |
|  |  |  |
| CHARGES |  |  |
|  |  |  |
| Charges de personnel | 150 417 | 153 825 |
| Frais de missions | 443 | 1 003 |
| Services contractuels | 21 038 | 14 512 |
| Location et entretien des locaux et équipements | 1 847 | 3 004 |
| Matériels et fournitures | 2 297 | 2 896 |
| Amortissement et dépréciation | 9 693 | 16 598 |
| Frais d'expédition et de télécommunications et services | 1 505 | 1 599 |
| Autres charges | 2 937 | 8 306 |
| Charges en nature | 798 | 820 |
| Charges financières | –561 | 15 069 |
|  |  |  |
| Total des charges | **190 413** | **217 632** |
| Excédent/déficit de l'exercice | –14 858 | –47 259 |

# III – État des variations de l'actif net pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| (en milliers CHF) | 31.12.2020 | Excédent/ déficit 2021 | Autres ajustements | 31.12.2021 |
| **Passage aux normes IPSAS** | **–125 100** | **–** | **–** | **–125 100** |
| **Fonds de réserve** | **25 802** | **44** | **1 662** | **27 508** |
| **Autres réserves effectuées** | **61 225** | **1 648** | **–1 321** | **61 553** |
| Économies réalisées au cours des années précédentes | 5 023 | 3 622 | –1 273 | 7 372 |
| Fonds d'investissement | 14 817 | 982 | – | 15 799 |
| Fonds pour le nouveau bâtiment | –9 090 | –5 188 | – | –14 278 |
| Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | 18 188 | 2 227 | – | 20 415 |
| Fonds pour le registre des risques | 3 430 | – |  | 3 430 |
| Fonds de bien-être du personnel | 348 | – | – | 348 |
| Fonds du centenaire | 212 | – | – | 212 |
| Fonds des compléments de la Caisse d'assurance | 6 174 | 11 | – | 6 185 |
| Fonds d'intervention de la Caisse d'assurance | 277 | –2 | – | 276 |
| Fonds ASHI | 13 000 | – | – | 13 000 |
| Fonds de l'assurance maladie | 1 754 | – | –186 | 1 567 |
| Réserves extrabudgétaires affectées | 8 008 | – | 95 | 8 103 |
| Conversion de change | –916 | –4 | 44 | –876 |
| **Fonds relatif aux activités extrabudgétaires** | **10 383** | **–1 989** | **411** | **8 805** |
| Télécom | 6 616 | –2 003 | –39 | 4 573 |
| Autres | 3 767 | 14 | 450 | 4 231 |
| **Pertes actuarielles de l'ASHI** | **–263 101** | **–** | **100 966** | **–162 135** |
| **Déficit cumulé IPSAS (statistique)** | **–209 780** | **–14 561** | **–** | **–224 341** |
| **Total de l'actif net** | **–500 570** | **–14 858** | **101 717** | **–413 711** |

# IV – État des flux de trésorerie pour l'exercice clos le 31 décembre 2021

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers CHF) | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Excédent (déficit) de l'exercice | –14 858 | –47 259 |
| Mouvements non monétaires |  |  |
| Amortissements | 9 693 | 16 598 |
| Provision ASHI | 17 265 | 22 789 |
| Provisions pour rapatriement (LT) | 1 017 | –518 |
| Provisions pour avantages du personnel (CT) | 424 | –124 |
| Provisions pour congé accumulé (LT) | 220 | 2 571 |
| Autres provisions | 407 | 763 |
| Provisions pour créances douteuses | –1 492 | 348 |
| Dépréciations des stocks | –129 | –67 |
| Pertes/gains sur cours non réalisés | –2 533 | 12 399 |
| Intérêts reçus | –241 | –400 |
| Excédent (déficit) retraité des mouvements non monétaires | **9 774** | **7 099** |
| (Augmentation) diminution des stocks | 121 | 147 |
| (Augmentation) diminution des créances à court terme | 11 359 | –3 348 |
| (Augmentation) diminution des autres créances à court terme | 2 321 | –19 928 |
| Augmentation (diminution) des fournisseurs | 781 | –2 493 |
| Augmentation (diminution) des produits différés | –150 | –3 076 |
| Augmentation (diminution) des autres dettes | –149 | –19 592 |
| Utilisation de provisions pour les avantages du personnel (CT) | –10 | –44 |
| Utilisation de provisions pour le rapatriement (LT) | –404 | –265 |
| Utilisation de provisions pour les congés accumulés (LT) | –536 | –597 |
| Augmentation (diminution) − Autres provisions | –141 | –386 |
| Augmentation (diminution) des fonds de tiers | 7 237 | 4 458 |
| Variation des fonds propres | 751 | –15 877 |
| Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles | **–21 180** | **–21 146** |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement |  |  |
| (Augmentation)/diminution des placements | 483 | –62 188 |
| Intérêts reçus sur placement à court terme | 241 | 400 |
| (Acquisition)/Vente d'immobilisations corporelles | 2 213 | –798 |
| (Acquisition)/Vente d'immobilisations incorporelles | –460 | –722 |
| (Acquisition)/Vente de biens en construction | –4 289 | –4 252 |
| Flux de trésorerie nets provenant des activités d'investissement | **–6 238** | **–67 560** |
| Flux de trésorerie des activités de financement |  |  |
| (Augmentation) diminution des investissements financés par le prêt de la FIPOI | 6 272 | 2 161 |
| Flux de trésorerie provenant des activités de financement | **6 272** | **2 161** |
| Augmentation/(diminution) nette de trésorerie et équivalents de trésorerie | **–30 987** | **–79 446** |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à l'ouverture de l'exercice | **99 406** | 178 852 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie à la clôture de l'exercice | **130 392** | **99 406** |

# V – État de la comparaison des montants budgétés et des montants effectifs pour l'exercice 2021

**(en milliers CHF)**

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Produits | Montants budgétés | | | | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 |
| **Contributions mises en recouvrement** | **125 552** |  |  | **125 552** | **125 611** | **59** |
| **Recouvrement des coûts** | **37 875** |  |  | **37 875** | **31 696** | **–6 179** |
| **Intérêts** | **300** |  |  | **300** | **166** | **–134** |
| **Autres produits** | **100** |  |  | **100** | **–2 704** | **–2 804** |
| **Activités reportées** |  | –1 640 |  | **–1 640** | **–1 640** |  |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** |  | 59 |  | **59** | **59** | **–** |
| Économies découlant de la mise en œuvre du budget | **708** |  |  | **708** | **–** | **–708** |
| Total des produits | **164 535** | **–1 582** |  | **162 954** | **153 187** | **–9 766** |
| Charges | Montants budgétés | | | | Montants effectifs sur une base comparable | Différence entre budget final et montants effectifs |
| Budget  initial | Activités reportées | Transferts budgétaires | Budget final |
| 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 | 31.12.2021 |
| *Secrétariat général* | *91 924* |  |  | *91 924* | *82 390* | *9 534* |
| *Secteur des radiocommunications* | *29 696* |  |  | *29 696* | *27 479* | *2 217* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *13 354* |  |  | *13 354* | *12 447* | *907* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *29 561* | *59* |  | *29 620* | *27 206* | *2 414* |
| *Activités reportées*  Prélèvement sur le Fonds de réserve |  | *–1 640* |  | *–1 640*  – |  | – |
| Total des charges | **164 535** | **–1 582** | **–** | **162 954** | **149 521** | **13 433** |
| **Résultats** |  |  |  |  | **3 666** |  |
| *ASHI* |  |  |  |  | *–17 265* |  |
| *Capitalisation des immobilisations* |  |  |  |  | *1 772* |  |
| *Comptabilisation des stocks* |  |  |  |  | *–168* |  |
| *Amortissements* |  |  |  |  | *–9 555* |  |
| *Gains et pertes de change* |  |  |  |  | *3 720* |  |
| *Remboursement du prêt de la FIPOI non considéré comme charges* |  |  |  |  | *1 391* |  |
| *Modifications et utilisation de la Provision pour créances douteuses* |  |  |  |  | *539* |  |
| *Ventes d'actifs* |  |  |  |  | *14* |  |
| *Autres charges* |  |  |  |  |  |  |
| Total des différences IPSAS |  |  |  |  | **–19 552** |  |
| *Excédent/déficit Fonds 1000* |  |  |  |  | *3 666* |  |
| *Augmentation des réserves du fonds d'investissement* |  |  |  |  | *982* |  |
| *Différences de périmètres* |  |  |  |  | *47* |  |
| Excédent/Déficit tel que montré dans l'état de la performance financière |  |  |  |  | **–14 858** |  |

Pour plus d'informations, voir la Note 26.

# Notes relatives aux états financiers

# Note 1 Objectifs de l'Union

L'Union internationale des télécommunications (UIT) est l'institution spécialisée des [Nations Unies](http://www.unsystem.org/fr/content/bienvenue) pour les technologies de l'information et de la communication (TIC). Pôle de convergence mondial où se retrouvent pouvoirs publics et secteur privé, l'UIT aide le monde à communiquer, et ce dans trois Secteurs fondamentaux: les [radiocommunications](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=information&link=rhome&lang=fr), la [normalisation](https://www.itu.int/fr/ITU-T/Pages/default.aspx) et le [développement](http://www.itu.int/net/ITU-D/index-fr.aspx). L'UIT reconnaît pleinement à chaque État le droit souverain de réglementer ses télécommunications.

L'UIT, qui est aussi l'organisatrice des manifestations [ITU TELECOM](http://www.itu.int/ITUTELECOM/index-fr.html), a été responsable au premier chef de l'organisation du [Sommet mondial sur la société de l'information](https://www.itu.int/fr/about/Pages/default.aspx).

L'UIT a son siège à Place des Nations, 1211 Genève 20, Suisse, et compte 193 [États Membres](https://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel8?lang=?lang=fr) et plus de 1 200 [Membres de Secteur](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=S), [Associés](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=A) et [établissements universitaires associés à ses travaux](http://www.itu.int/online/mm/scripts/gensel11?lang=fr&_memb=U). L'UIT a quatre bureaux régionaux, huit bureaux de zone, un bureau de liaison auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York et une unité de coordination au siège pour l'Europe.

L'objet de l'Union est le suivant:

– Maintenir et étendre la coopération internationale entre tous ses États Membres pour l'amélioration et l'emploi rationnel des télécommunications de toutes sortes.

– Favoriser le développement de moyens techniques et leur exploitation la plus efficace, en vue d'augmenter le rendement des services de télécommunication, d'accroître leur utilité et de généraliser le plus possible leur utilisation par le public.

– S'efforcer d'étendre les avantages des nouvelles technologies de télécommunication à tous les habitants de la planète.

– Promouvoir l'utilisation des services de télécommunication en vue de faciliter les relations pacifiques.

– Harmoniser les efforts des États Membres et favoriser une coopération et un partenariat fructueux et constructifs entre les États Membres et les Membres des Secteurs à ces fins.

– Promouvoir au niveau international, l'adoption d'une approche plus générale des questions de télécommunication, en raison de la mondialisation de l'économie et de la société de l'information, en collaborant avec d'autres organisations intergouvernementales régionales et internationales ainsi qu'avec les organisations non gouvernementales qui s'occupent de télécommunications.

À cet effet et plus particulièrement, l'Union:

– effectue l'attribution des bandes de fréquences du spectre radioélectrique, l'allotissement des fréquences radioélectriques et l'enregistrement des assignations de fréquence et, pour les services spatiaux, de toute position orbitale associée sur l'orbite des satellites géostationnaires ou de toute caractéristique associée de satellites sur d'autres orbites afin d'éviter les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays;

– coordonne les efforts en vue d'éliminer les brouillages préjudiciables entre les stations de radiocommunication des différents pays et d'améliorer l'utilisation du spectre des fréquences radioélectriques pour les services de radiocommunication ainsi que de l'orbite des satellites géostationnaires et d'autres orbites;

– facilite la normalisation mondiale des télécommunications, avec une qualité de service satisfaisante;

– encourage la coopération et la solidarité internationales en vue d'assurer l'assistance technique aux pays en développement ainsi que la création, le développement et le perfectionnement des installations et des réseaux de télécommunication dans les pays en développement par tous les moyens à sa disposition, y compris sa participation aux programmes appropriés des Nations Unies et l'utilisation de ses propres ressources, selon les besoins;

– coordonne les efforts en vue d'harmoniser le développement des moyens de télécommunication, notamment ceux faisant appel aux techniques spatiales, de manière à utiliser au mieux les possibilités qu'ils offrent;

– favorise la collaboration entre les États Membres et les Membres des Secteurs en vue d'établir des tarifs à des niveaux aussi bas que possible, compatibles avec un service de bonne qualité et une gestion financière des télécommunications saine et indépendante;

– encourage l'adoption de mesures permettant d'assurer la sécurité de la vie humaine par la coopération des services de télécommunication;

– procède à des études, arrête des réglementations, adopte des résolutions, formule des recommandations et des vœux, recueille et publie des informations concernant les télécommunications;

– s'emploie, avec les organismes de financement et de développement internationaux, à promouvoir l'établissement de lignes de crédit préférentielles et favorables destinées au développement de projets sociaux visant, entre autres, à étendre les services de télécommunication aux zones les plus isolées dans les pays;

– encourage la participation des entités concernées aux activités de l'Union et la coopération avec les organisations régionales ou autres en vue de répondre à l'objet de l'Union.

La Conférence de plénipotentiaires est l'organe suprême de l'UIT. Convoquée tous les quatre ans, la Conférence:

• détermine les principes généraux de l'Union;

• adopte un plan stratégique et un plan financier pour une période de quatre ans;

• élit les membres de l'équipe de direction de l'organisation, les Membres du [Conseil](http://www.itu.int/council/index-en.html) et les Membres du [Comité du [Règlement](http://www.itu.int/ITU-R/index.asp?category=conferences&link=rrb&lang=en) des radiocommunications](https://www.itu.int/fr/ITU-R/conferences/RRB/Pages/default.aspx).

La Conférence de plénipotentiaires est un événement important, à l'occasion duquel les États Membres de l'UIT décident du rôle futur de l'organisation et déterminent par là même sa capacité à influencer et à orienter l'évolution des technologies de l'information et de la communication (TIC) dans le monde.

Les Membres des Secteurs, les organisations régionales de télécommunication et les organisations intergouvernementales, ainsi que l'organisation des Nations Unies et ses institutions spécialisées participent également à la Conférence en qualité d'observateurs.

# Note 2 Principaux principes comptables

Monnaies étrangères

Le franc suisse (CHF) est la monnaie fonctionnelle de l'UIT et celle utilisée dans la présentation des États financiers.

Les opérations en monnaies autres que le franc suisse sont converties en cette monnaie au taux de change opérationnel des Nations Unies (United Nations Operational Rates of Exchange, UNORE) pratiqué à la date de la transaction. Les avoirs et engagements monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en franc suisse au taux de change UNORE en vigueur à la date de clôture de l'exercice. Les pertes et les gains de change, réalisés ou non, résultant du règlement de ces opérations et de la conversion à la date de clôture des avoirs et engagements libellés en devises sont comptabilisés dans l'état de la performance financière. L'UIT applique les taux de change UNORE communiqués par l'ONU, à savoir:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| CHF pour | Décembre 2021 | Décembre 2020 |
| 1 Dollar EU | 0,92500 | 0,90600 |
| 1 Euro | 1,04167 | 1,08244 |
| 1 BBD (Barbade) | 0,46250 | 0,45300 |
| 1 BRL (Brésil) | 0,16471 | 0,16963 |
| 1 CLP (Chili) | 0,00111 | 0,00118 |
| 1 ETB (Éthiopie) | 0,01948 | 0,02389 |
| 1 HNL (Honduras) | 0,03843 | 0,03759 |
| 1 IDR (Indonésie) | 0,00006 | 0,00006 |
| 1 EGP (Égypte) | 0,05903 | 0,05806 |
| 1 RUB (Russie) | 0,01244 | 0,01192 |
| 1 XOF (Sénégal) | 0,00159 | 0,00165 |
| 1 XAF (Cameroun) | 0,00159 | 0,00165 |
| 1 THB (Thaïlande) | 0,02744 | 0,02990 |

Instruments financiers

Les instruments financiers de l'UIT se composent des caisses et des dépôts à court terme, des placements, des créances issues d'opérations avec contrepartie directe, des créances sans contrepartie directe, des comptes fournisseurs, des découverts bancaires, des prêts et des emprunts.

Trésorerie et équivalents de trésorerie

La trésorerie et équivalents de trésorerie comprennent les fonds en caisse, les comptes postaux, les avoirs en banques et les comptes de dépôts auprès de la Confédération suisse – Département fédéral des finances.

Placements

Les placements à terme d'une durée de trois à neuf mois, très liquides qui sont convertibles en un montant connu de trésorerie et qui sont soumis à un risque négligeable de changement de valeur sont désignés comme actifs financiers à la juste valeur par le biais d'un excédent/déficit lors de la comptabilisation initiale. Le produit des placements est comptabilisé trimestriellement sur la base du rendement effectif.

Les placements sont comptabilisés initialement lorsque l'UIT devient partie aux dispositions contractuelles de l'instrument. Tous les achats et toutes les ventes de placements sont comptabilisés sur la base de leur date de transaction. Les placements sont comptabilisés initialement à leur juste valeur en tenant compte des éventuels coûts de transaction qui leur sont directement imputables.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque l'UIT a transféré ses droits de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers et les risques y relatifs.

Les placements sont présentés au bilan en actifs et passifs courants ou non-courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels de l'UIT de recevoir les flux de trésorerie des actifs financiers ont expirés ou ont été transférés et lorsque tous les risques et les avantages liés au droit de propriété ont été transférés.

Autres dettes financières et emprunt auprès de la FIPOI

Les autres dettes financières comprennent les emprunts, les autres financements, les découverts bancaires, les fournisseurs et créanciers d'exploitation. Elles sont présentées au bilan en passifs courants ou non courants selon que leur échéance est inférieure ou supérieure à un an.

Les passifs financiers portant intérêt sont évalués ultérieurement au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, à l'exception des passifs pour lesquels la comptabilisation des intérêts serait négligeable.

L'UIT a emprunté des capitaux auprès de la Fondation des Immeubles pour les Organisations Internationales (FIPOI) lors de la construction et de la rénovation des bâtiments sis à Genève. Ces emprunts étaient originellement soumis à un intérêt. Toutefois, le Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) a supprimé le prélèvement des intérêts à partir de 1996. Ainsi, l'UIT a uniquement l'obligation de rembourser le montant principal.

Le prêt est évalué à son coût amorti selon un taux d'intérêt à long terme de 3,25% qui correspond aux intérêts liés aux prêts accordés par la FIPOI mais non versés. La différence entre la valeur nominale et le coût amorti représente une contribution en nature qui s'élevait au 31 décembre 2021 à un montant global de 12,4 millions CHF. L'UIT a choisi de ne pas présenter ce montant dans la catégorie "emprunts et dettes financières" dans l'état de la situation financière. Par contre, l'UIT montre dans l'état de la performance financière, des charges et des produits en tant que contribution en nature correspondant à la diminution de l'escompte entre le 1er janvier et le 31 décembre de l'année écoulée.

Créances et prêts

Les créances et prêts de l'UIT sont des actifs financiers non dérivés avec des échéances fixes ou déterminables qui ne sont pas cotés sur un marché actif. Ils prennent naissance lorsque l'UIT est engagée contractuellement avec un tiers et jusqu'à ce que les transferts de trésorerie liés à ces actifs financiers aient été exécutés et que les risques et avantages liés à ces actifs aient également été transférés à l'UIT. Ces actifs sont inclus dans les actifs courants, hormis ceux dont l'échéance est supérieure à douze mois après la date de clôture. Ces derniers sont classés dans les actifs non courants.

Les créances sont classées en deux catégories distinctes: les créances issues d'opérations avec contrepartie directe, telles les créances issues de la vente de publications, et les créances sans contrepartie directe, notamment celles liées aux contributions versées à l'UIT. Les contributions mises en recouvrement sont intégrées dans le plan financier lorsque le niveau des contributions des États Membres a été fixé lors de la Conférence de plénipotentiaires pour une période de quatre ans. Ces contributions sont reconnues sur une base annuelle.

Les contributions volontaires sont initialement reconnues lorsqu'il existe un accord signé entre l'UIT et le donateur.

Les créances et les prêts sont reconnus à leur juste valeur lors de leur comptabilisation initiale. La juste valeur est adaptée lors de la revue des créances douteuses au moment de la clôture annuelle des comptes.

Évaluation de la provision pour dépréciation des créances

L'évaluation du besoin de constituer ou de corriger une provision pour dépréciation d'actifs est réalisée selon la nature de la créance, sur la base des catégories de créances suivantes:

1 – États Membres

Conformément à l'article 28 paragraphe 169 de la Constitution, un État Membre en retard dans ses paiements à l'Union perd son droit de vote défini aux numéros 27 et 28 de la Constitution tant que le montant de ses arriérés est égal ou supérieur au montant des contributions dues pour les deux années précédentes.

Sur la base de ce paragraphe, une provision pour les États Membres ayant des arriérés de plus de deux ans est constituée. L'évaluation et le suivi se font sur la base de la notification financière. Cette notification est produite tous les trimestres. Le calcul de la provision se fait sur la base de la notification du dernier trimestre de l'année. Celle-ci est produite en début de l'année suivante.

Le montant de la provision est égal à 100% de la créance impayée depuis plus de deux ans augmentée des intérêts moratoires imputés depuis le début du retard de paiement.

2 – Membres de Secteur, Associés et établissements universitaires

S'agissant des Membres de Secteur et des Associés, la Résolution 152 (Rév. Busan, 2014) de la Conférence de plénipotentiaires prévoit, dans le point 6 du *décide*, que, en cas de retard de paiement, la participation aux travaux de l'UIT, sera suspendue six mois (180 jours) après l'expiration de l'échéance fixée pour le paiement de la contribution annuelle, et en cas d'absence d'un plan d'amortissement négocié et convenu, l'exclusion d'un Membre de Secteur ou d'un Associé pour défaut de paiement interviendra trois mois (90 jours) après la date de réception de la notification de sa suspension.

Toutes les créances impayées y compris les intérêts moratoires de plus de deux ans sont provisionnées à 100%.

3 – Produits provenant du traitement des fiches de notification de réseaux à satellite (SNF)

L'Union constitue une provision pour les factures SNF, intérêts moratoires de 6% à partir de la date d'échéance en cas de retard de paiement. Les factures ayant une date d'échéance de six mois, une provision de 100% sera constituée au 31 décembre de l'année qui suit leur émission.

4 – Publications

Les publications sont en majorité payées d'avance, sauf lorsque le client est l'administration d'un État Membre. La constitution de cette provision est identique au principe appliqué aux contributions des États Membres et Membres de Secteur.

5 – Autres débiteurs (par exemple, contributions volontaires)

Le montant de la provision est égal à 100% des créances impayées au 31 décembre de l'année qui suit l'émission des factures.

6 – ITU TELECOM

Les créances pour les évènements ITU TELECOM sont provisionnées à 100% au moment du bouclement des comptes des expositions, lorsqu'il existe une incertitude quant au paiement.

Utilisation et dissolution d'une provision pour dépréciation d'actifs

Lorsque l'irrécouvrabilité d'une créance est constatée (par exemple acte de défaut de bien ou abandon de créance approuvé par le Conseil), la dette est passée par pertes et profits. La provision correspondante est alors utilisée pour équilibrer le solde des comptes. Si le montant de la dépréciation diminue au cours d'un exercice ultérieur, et si cette diminution peut être objectivement liée à un évènement survenant après la comptabilisation de la dépréciation (par exemple, la signature d'un plan d'amortissement de la dette), la perte de valeur comptabilisée est reprise, tout ou en partie, par une dissolution de provision.

Dans le cas des États Membres et des Membres de Secteur, la provision est diminuée des versements annuels effectués dans le cadre d'un plan d'amortissement de la dette, après paiement de chaque annuité. Les intérêts moratoires sont extournés après remboursement du capital de la dette, sous réserve de l'approbation du Conseil. Ce montant inclus les créances liées aux publications.

Si au cours d'un exercice ultérieur de nouvelles créances remplissent les critères de dépréciation retenus dans le paragraphe ci-dessus, une constitution de provision doit être comptabilisée au 31 décembre de l'année.

Stocks

Les stocks se composent des publications et souvenirs marqués du logo de l'UIT, des magasins de consommables, des matières premières pour la maintenance et des réserves de pièces détachées non affectées à la maintenance d'actifs particuliers.

Pour les biens consommables, la valeur des stocks est calculée en utilisant la méthode du coût moyen pondéré. La même méthode est utilisée pour tous les stocks présentant une nature et un usage similaire dans l'organisation.

Les publications sont valorisées selon un coût standard basé sur un barème mis à jour annuellement. Le coût standard ne comprend pas les coûts directs de personnel, toutefois, le coût du papier est augmenté de 253%, qui représentent les coûts directs liés à la reprographie. La valeur nette réalisable représente le prix de vente estimatif diminué des coûts estimés d'achèvement, de commercialisation, de vente et de distribution des publications.

Lorsque les stocks de publications sont distribués à un coût nul ou symbolique, ceux-ci sont évalués à la valeur que l'Organisation devrait payer pour acquérir les avantages économiques ou le potentiel de service pour réaliser les objectifs de l'Organisation. Si les avantages économiques ou le potentiel de service ne peuvent être acquis sur le marché, les stocks sont évalués à la valeur de remplacement.

Un inventaire physique annuel de tous les stocks est réalisé. À chaque date de clôture, s'il existe un quelconque indice montrant que les stocks ont pu perdre de leur valeur, ceux-ci sont dépréciés. L'évaluation des publications se fait en deux temps: tout d'abord sur la base de dommages identifiés lors de l'inventaire physique annuel et ensuite selon l'obsolescence des publications. L'organisation détermine également si une perte de valeur comptabilisée précédemment a diminué ou s'est éteinte. S'il existe un tel indice, la valeur nette de réalisation ou le coût de remplacement des stocks sont estimés et mises à jour.

Les publications et articles qui ne seront plus proposés à la vente ou destinés à la distribution gratuite verront leur valeur nette comptable réduite à zéro.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles détenues par l'UIT sont évaluées à leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeurs. Les bâtiments ont été comptabilisés dans l'état de la situation financière d'ouverture IPSAS au 1er janvier 2010 à leur valeur intrinsèque sur la base de l'étude menée par un cabinet externe. La valeur des bâtiments a été comptabilisée selon l'approche par composantes. Les terrains ne sont pas pris en compte dans le calcul de la valeur intrinsèque des bâtiments. Le droit de superficie concernant les terrains mis à disposition par l'État de Genève est sans charge pour l'Union.

Les donations en nature sont valorisées à la juste valeur estimée à la date de réception des biens mobiliers. La reconnaissance des revenus liés à des donations en espèces destinées à la création ou à l'achat d'une immobilisation spécifique est étalée sur une durée égale à la dépréciation de l'immobilisation concernée à partir de la date de mise en service.

Les biens d'une valeur égale ou supérieure à 5 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception du bien et amortis linéairement par la suite.

Les biens d'un coût inférieur à 5 000 CHF (biens de faible valeur) sont capitalisés lors du mois de leur acquisition et entièrement comptabilisés en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les immobilisations corporelles acquises dans le cadre des projets menés par les activités extrabudgétaires (notamment les Projets du Programme des Nations Unies pour le développement, les projets d'exécution nationales et les contributions volontaires) sont entièrement comptabilisées en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les coûts ultérieurs liés aux immobilisations sont capitalisés et amortis lorsqu'ils entraînent une augmentation du potentiel de service lié à l'utilisation de l'immobilisation et ne concernent pas des coûts de maintenance ou de réparation de l'immobilisation concernée. Ces derniers sont comptabilisés dans l'état de la performance financière.

Lorsqu'une immobilisation se compose de plusieurs éléments significatifs ayant des durées d'utilité différentes, chaque élément est comptabilisé séparément. Les amortissements sont effectués de manière linéaire selon la durée d'utilité estimée de chaque objet, compte tenu d'une durée résiduelle finale, s'il y a lieu. Les valeurs résiduelles, durées d'utilité et modes d'amortissement des actifs sont revus, et modifiés si nécessaire, à chaque clôture annuelle.

Au 1er janvier 2020, la nouvelle durée d'utilité a été appliquée pour les actifs liés aux bâtiments, conformément aux pratiques de l'ONU, afin de donner suite à la recommandation 02/2015 du Vérificateur extérieur des comptes.

Le tableau ci-dessous illustre la durée d'utilité effective des actifs pour l'exercice 2020, avant et après ajustement.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Catégories et sous-catégories d'actifs | Ancienne durée d'utilité estimée (en années) Au 31 décembre 2019 | Nouvelle durée d'utilité estimée (en années) Au 1er janvier 2020 |
| Bâtiments |  |  |
| Structure | 100 | 60 |
| Enveloppe (toiture plate, isolation, étanchéité...) | 60 | 40 |
| Enveloppe (façades métalliques, vitrages aluminium...) | 50 | 40 |
| Aménagements intérieurs (faux-planchers, partitions...) | 50 | 25 |
| Aménagements intérieurs (revêtements sols, murs et plafonds...) | 40 | 25 |
| Équipements spéciaux | 40 | 25 |
| Installations techniques (électricité) | 50 | 50 |
| Installations techniques (sanitaires) | 40 | 40 |
| Installations techniques (chauffage, ventilation) | 30 | 30 |
| Éléments transports | 40 | 40 |
| Autres actifs liés aux bâtiments |  | 10 |
|  |  |  |
| Machineries et équipements | 5 | 5 |
| Mobilier & agencement | 5 | 5 |
| Véhicules | 5 | 5 |
| Matériel informatique | 3 | 3 |
|  |  |  |
| Licences et progiciels | 3 | 3 |

L'UIT examine à chaque date de clôture annuelle s'il existe un indice révélant qu'un actif a pu perdre de sa valeur. Si un tel indice existe, la valeur recouvrable de l'actif est estimée et une perte de valeur est inscrite dans l'état de la performance financière lorsque la valeur comptable est supérieure à la valeur recouvrable.

La valeur recouvrable est la valeur la plus élevée entre la juste valeur nette des coûts de sortie et la valeur d'utilité. La valeur recouvrable d'un actif est calculée de manière individuelle. La valeur d'utilité des actifs immobilisés utilisés à des fins non commerciales correspond à la valeur actualisée du potentiel de service attendu de leur utilisation.

Une perte de valeur comptabilisée au cours d'exercices antérieurs est reprise lorsqu'il y a un changement dans les estimations de la valeur recouvrable depuis la dernière estimation. La valeur nette comptable de l'actif est augmentée, mais ne doit pas excéder la valeur nette comptable qui aurait été celle de l'actif si aucune perte de valeur n'avait été reconnue en premier lieu. La reprise est inscrite au compte de résultat.

Immobilisations acquises en contrats de location

Dans le cadre de ses activités, l'UIT peut utiliser des actifs mis à sa disposition en vertu de contrats de location. Ces contrats de location ont fait l'objet d'une analyse au regard des situations décrites et indicateurs fournis par la norme IPSAS 13 afin de déterminer s'il s'agit de contrats de location simple ou de contrats de location-financement. Au 31 décembre 2021, les contrats de location passés par l'UIT correspondent à la définition de contrats de location simple et sont comptabilisés comme tels. Les paiements effectués au titre de ces contrats sont comptabilisés en charges dans l'état de la performance financière sur une base linéaire jusqu'à l'échéance du contrat.

Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles, les licences informatiques et les logiciels d'une valeur supérieure à 50 000 CHF sont comptabilisés sur la base de leur coût historique déduction faite du cumul des amortissements et des pertes de valeur éventuelles, à l'exception du bilan d'ouverture où la valeur nette a été reprise. Les licences, progiciels, patentes, et droits sont amortis linéairement sur une durée de trois ans.

Tous les coûts égaux ou inférieurs à 50 000 CHF sont capitalisés au moment de la réception des biens et comptabilisés entièrement en tant que dépenses dans l'état de la performance financière à la clôture mensuelle suivant l'acquisition.

Les licences, progiciels, brevets développés en interne sont capitalisés si l'UIT peut espérer bénéficier des avantages économiques ou des possibilités de service qui leur sont associés. Les coûts de développement directement liés à la conception et à l'essai de produits logiciels reconnaissables et uniques gérés par l'UIT sont comptabilisés comme des immobilisations incorporelles lorsque les critères ci-après sont satisfaits à la date de clôture:

– Il est techniquement possible d'achever le développement du produit logiciel qui pourra ainsi être utilisé.

– La direction a l'intention d'achever le développement du produit logiciel et de l'utiliser ou de le mettre en vente.

– Il est possible d'utiliser ou de vendre le produit logiciel.

– Il est possible de prouver que le produit logiciel générera vraisemblablement des bénéfices économiques dans l'avenir.

– Des ressources appropriées sur les plans technique, financier ou autre sont disponibles pour achever le développement du produit logiciel et l'utiliser ou le vendre; les charges liées au développement du produit logiciel peuvent être évaluées de façon fiable.

Les coûts directement liés au produit logiciel, qui sont capitalisés en tant qu'élément de ce produit, comprennent les dépenses de personnel liées au développement du logiciel et une part appropriée des charges indirectes correspondantes.

D'autres dépenses liées au développement, qui ne satisfont pas à ces critères, sont comptabilisées comme des charges lorsqu'elles sont engagées. Les coûts de développement qui ont été comptabilisés au préalable comme des charges ne sont pas comptabilisés dans l'actif de l'exercice suivant.

Les coûts de développement de logiciels informatiques comptabilisés comme des actifs sont amortis pendant leur durée de vie utile estimée (trois ans maximum).

Les coûts associés à l'entretien des progiciels informatiques sont comptabilisés comme des charges lorsqu'ils sont engagés.

Provisions

Les provisions comprennent les engagements dont l'issue, l'échéance ou le montant à payer est incertain. Elles sont comptabilisées lorsque l'UIT a une obligation juridique ou implicite résultant d'un événement passé, lorsqu'il est probable qu'une sortie de ressources sera nécessaire pour éteindre l'obligation et lorsque le montant de l'obligation peut être estimé de manière fiable.

Lorsqu'une sortie de ressources n'est pas probable ou ne peut pas être estimée de manière fiable, l'obligation n'est pas portée au bilan mais est présentée dans les Notes.

Actifs et passifs éventuels

Les actifs et passifs éventuels sont des droits et des engagements possibles qui résultent d'évènements passés et dont l'existence sera confirmée uniquement par la survenance ou la non‑occurrence d'un ou de plusieurs événements futurs incertains sur lesquels l'UIT n'exerce pas un contrôle total. Ces éléments sont présentés dans les Notes.

Prestations dues aux employés

Les prestations suivantes qui sont dues aux employés sont comptabilisées:

– Les prestations à court terme qui doivent être réglées dans les douze mois suivant la clôture de l'exercice pendant lequel les employés ont assuré les services correspondants.

– Les prestations à long terme dues au report possible d'avantages acquis pendant l'exercice ou les exercices précédents.

– Les prestations à long terme dues après la cessation de service.

Les prestations à long terme comprennent:

– Les engagements liés à la possibilité d'accumuler des congés non pris et qui sont pris en compte pour définir la date de départ en retraite.

– Les engagements liés aux obligations de rapatriement.

– Les engagements liés au plan de pension de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

– Les engagements concernant l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) tels que définis par le programme ASHI des Nations Unies.

– Les engagements pour l'ancien plan de pension afin de définir les engagements de l'UIT à la date de clôture de l'exercice.

Ces deux dernières prestations répondent à la définition de régimes à prestations définies et, comme c'est le cas également pour les obligations de rapatriement, font l'objet d'études actuarielles.

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

Le plan expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant au régime. L'UIT et la CCPPNU, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'institution dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'institution assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'institution au plan pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

Depuis le 1er janvier 2020, l'UIT a intégré l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS), qui regroupe plusieurs organisations et institutions spécialisées des Nations Unies basées à Genève et comprend le personnel de l'Office des Nations Unies, du HCR et de l'OMM. Les engagements concernant l'ASHI font l'objet d'une étude actuarielle selon la norme IPSAS 39 afin de définir et de comptabiliser le montant des engagements futurs de l'UIT relatif à ces prestations. Une évaluation actuarielle indépendante a été commandée par l'UIT afin d'évaluer les engagements au titre de l'ASHI fin décembre. La comptabilisation des gains et pertes actuarielles de ce plan suit la méthode AERE "Autres éléments du résultat étendu" qui prescrit une comptabilisation des gains et pertes actuarielles de l'exercice à l'actif net dans l'état de la situation financière.

Les hypothèses concernant l'UIT sont décrites dans les Notes relatives aux avantages du personnel.

Comptabilisation des fonds

*Fonds de tiers affectés*

Il s'agit de financements provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets en faveur des pays en développement ou menés dans ces pays. Ces contributions sont assorties de conditions contractuelles. Ces financements ne sont comptabilisés en tant que revenus que lorsque les donateurs se sont engagés par écrit et au fur et à mesure des dépenses encourues. Les projets financés ne débutent que lorsque les fonds ont été versés à l'UIT. À la clôture de l'exercice budgétaire, le solde non utilisé de ces financements est comptabilisé dans la balance des fonds affectés dans l'état de la situation financière. Dans certains cas particuliers, les fonds sont versés à l'UIT en remboursement des dépenses déjà engagées.

Ces fonds de tiers affectés se répartissent de la manière suivante:

– **Programme des Nations Unies pour le développement**

L'UIT a passé un Accord avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), et peut être exécuteur exclusif ou coexécuteur avec le PNUD de divers projets. Pour les projets exécutés, soit partiellement, soit en totalité par l'UIT, le PNUD fournit à l'UIT une allocation budgétaire. De manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT; et les projets exécutés par les gouvernements.

À la fin de chaque année sur la base du "Project Delivery Report" (PDR), le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues, fixées par cette allocation. Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

– **Fonds d'affectation spéciale**

Les fonds d'affectation spéciale (FAS) servent à exécuter des projets qui sont financés par des contributions réservées, par le Fonds pour le développement des TIC (FDTIC) ou par les gouvernements. Dans tous les cas, les fonds doivent être crédités aux projets avant que les dépenses ne soient engagées. Les fonds d'affection spéciale sont constitués de contributions volontaires dont l'utilisation est spécifique et restreinte. Ces contributions engendrent des dépenses d'appui pendant l'exécution et la mise en œuvre des projets.

– **Contributions volontaires**

Les contributions volontaires proviennent de donateurs et viennent compléter le financement des activités spécifiques inscrites au budget ordinaire, telles que les séminaires, les groupes de travail, les commissions d'études, les formations et les bourses. Elles peuvent servir à financer des activités à long terme et n'engendrent pas de dépenses d'appui.

L'Union tient une comptabilité des contributions volontaires dans la devise dans laquelle celles-ci sont versées, et gère les projets fondés sur le budget alloué dans cette même devise, sauf indication contraire.

**Fonds de tiers en cours d'affectation**

Il s'agit de fonds reçus de tiers dont l'affectation n'a pas encore été finalisée et qui ne peuvent en conséquence pas encore être dépensés.

Fonds de réserve

Conformément au numéro 485 de la Convention et à l'Article 27 du Règlement financier, le Fonds de réserve est alimenté principalement par des crédits budgétaires inutilisés. Son évolution est décrite en détail dans l'état de variation de l'actif net de l'Union. Le Fonds de réserve est constitué des éléments suivants:

a) Le solde net positif/négatif de la mise en œuvre du budget ordinaire de chaque exercice.

b) Les transferts provenant d'autres fonds et/ou réserves, sur décision du Conseil.

c) Les autres augmentations du Fonds de réserve prescrites par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Le Fonds de réserve inclut également les fonds provenant des activités pour lesquelles l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts conformément à la Résolution 1113 du Conseil (Document C97/133). À ce jour, les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe de recouvrement des coûts sont les suivants:

– L'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN).

– Le mémorandum d'accord sur les systèmes mobiles mondiaux de communications personnelles par satellite (GMPCS-MoU).

– Le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite.

– L'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et des numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

– ITU TELECOM.

– La vente des publications.

– Les recettes au titre de l'appui aux projets.

Nonobstant la disposition 4b) de l'Article 13 du Règlement financier de l'UIT, compte tenu de la nécessité de maintenir le Fonds de réserve à un niveau minimal fixé par la Conférence de plénipotentiaires, le Conseil, par décision spéciale, peut effectuer des prélèvements sur le Fonds de réserve, afin, notamment, de procéder aux opérations suivantes:

a) réduire le montant de l'unité contributive;

b) équilibrer le Budget de l'Union;

c) effectuer des transferts sur d'autres fonds et/ou réserves; ou

d) débiter du Fonds de réserve tout montant prescrit par les normes comptables communes aux organisations du système des Nations Unies.

Autres fonds

Les autres fonds incluent la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT, la Caisse des pensions et le Fonds ASHI.

La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT recouvre deux fonds:

– Le Fonds de pensions.

– Le Fonds d'intervention.

Ces fonds servent à assurer le paiement des pensions des membres du personnel qui étaient en service avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. En 2021, le Fonds de réserve et des compléments a assuré le paiement de 15 pensions de retraite et de 16 pensions de réversion. Le Fonds d'intervention a servi à aider les fonctionnaires pensionnés ou en service qui se trouvent en difficulté financière. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les bénéficiaires de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires, le personnel de l'UIT est affilié, à compter du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

Depuis 2013, les autres fonds incluent également un fonds destiné au financement à long terme des engagements non financés au titre de l'assurance maladie après la cessation d'activité (ASHI), ainsi qu'une nouvelle caisse d'assurance maladie, laquelle sert de fonds de garantie pour le nouveau régime d'assurance maladie de l'UIT depuis 2014.

Fonds pour le nouveau bâtiment

Par sa [Décision 588](https://www.itu.int/md/S16-CL-C-0124/en), le Conseil, à sa session de 2016, a décidé de remplacer le bâtiment Varembé par une nouvelle construction (ci-après dénommée "nouveau bâtiment") incluant aussi les bureaux et les installations de la Tour, en complément du bâtiment Montbrillant, qui sera conservé et réaménagé.

Un prêt sans intérêt à hauteur de 150 millions CHF a été accordé par la Confédération suisse pour financer ce projet. À sa session additionnelle de 2019, le Conseil a adopté la Décision 619, par laquelle il a fixé le budget pour le nouveau bâtiment à 170 139 000 CHF (150 000 000 CHF provenant du prêt consenti par le pays hôte et 20,14 millions CHF des parrainages, des dons et des économies provenant de l'excédent enregistré en 2018). À la Consultation virtuelle des Conseillers (VCC) de 2021, le point 4 du *décide* de la Décision 619 du Conseil a été révisé, afin de rendre possibles les futurs parrainages ou dons selon des conditions prédéfinies.

Depuis lors, l'UIT a signé des accords de parrainage supplémentaires et le coût total du projet s'élève à 172 640 000 CHF.

En outre, il existe un fonds de réserve de 12,6 millions CHF à utiliser, au besoin, pour couvrir les coûts supplémentaires non prévus. Le Fonds pour le registre des risques a été créé à cet effet. Au 31 décembre 2021, le Fonds pour le registre des risques se chiffrait à 3,43 millions CHF.

Le Secrétaire général a adressé une demande à la Suisse pour la première tranche du prêt concernant la première phase du projet, qui couvre le concours d'architecture, les études architecturales et les dépenses connexes pour la période allant jusqu'au 30 juin 2021. Le prêt demandé s'élève à 12 millions CHF, et le premier remboursement annuel ne sera effectué qu'après réception du bâtiment (au plus tôt en 2026). Le prêt a été octroyé par le Parlement suisse en décembre 2016 et l'UIT a signé un contrat avec la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI) pour la gestion du prêt. Les fonds ont été débloqués au début de l'année 2017.

La seconde tranche du prêt, d'un montant de 138 millions CHF, a été validée au début de 2021. En 2021, un montant de 4,9 millions CHF avait déjà été demandé au titre de cette seconde tranche du prêt.

Afin d'assurer le suivi de la mise en œuvre de ce projet et des politiques comptables, deux fonds ont été créés en vue d'identifier les sources de financement de ce projet de nouveau bâtiment. Ces fonds sont décrits au titre de la présentation de l'information sectorielle, ainsi que dans l'Annexe B2.

Fonds destinés aux activités extrabudgétaires

– **Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication**

Conformément à la mission de l'UIT, qui est d'encourager l'expansion des services modernes de communication dans le monde, le Conseil attribue une part des excédents de recettes produits par les manifestations ITU TELECOM au Fonds pour le développement des technologies de l'information et de la communication (FDTIC) et utilisée pour financer divers projets nationaux et régionaux de développement. Dans le cadre d'un financement de projet à travers le FDTIC, seules les charges sont comptabilisées dans le compte de résultat. À la clôture de chaque exercice budgétaire, les fonds propres affectés qui figurent au bilan sont diminués du montant total des charges encourues au cours de ce même exercice. Ce même principe s'applique pour les projets financés par le plan d'action de développement. En effet, les fonds disponibles pour ces programmes ont déjà été comptabilisés comme des produits lors des exercices budgétaires précédents.

Le FDTIC enregistre également des contributions versées par des Membres ou des tiers pour financer divers projets de développement des TIC.

– **Fonds de roulement des expositions ITU TELECOM**

Les manifestations ITU Telecom constituent une tribune mondiale dans le cadre de laquelle les gouvernements, les grandes sociétés et les petites et moyennes entreprises (PME) s'emploient à accélérer l'innovation dans le secteur des TIC au service du développement socio-économique. Elles comprennent une exposition dans le cadre de laquelle sont présentés des services, des applications et des solutions novateurs ainsi que les possibilités d'investissement et de partenariat dans le monde entier; un sommet des hautes personnalités et un Forum de premier plan qui sont le cadre de débats au plus haut niveau sur des questions d'actualité ayant des incidences pour le secteur des TIC et permettent d'étudier en détail les évolutions en ce qui concerne les questions technologiques, politiques et réglementaires, ainsi que les modèles stratégiques et économiques dans l'économie numérique. Les manifestations ITU Telecom rassemblent également des participants de tout premier plan, notamment des chefs d'État, des ministres, des régulateurs, des cadres dirigeants et d'autres personnalités influentes.

Après la clôture des comptes de chaque manifestation ITU Telecom, l'excédent de recettes ou l'excédent de dépenses est transféré au Fonds de roulement des expositions dont le solde est inscrit dans les états financiers de l'Union. Sous réserve de l'approbation du Conseil, les fonds peuvent être transférés du Fonds de roulement des expositions au Fonds pour le développement des TIC.

– **Réserves destinées aux projets extrabudgétaires**

L'Union a constitué un compte de réserve qui est alimenté par les reliquats de projets clôturés. Cette réserve servira à financer de nouveaux projets ou de nouvelles initiatives régionales mais également à combler certains projets déficitaires.

Comptabilisation des produits

Les états financiers sont établis sur la base d'une comptabilité d'exercice, les produits étant comptabilisés: au début de chaque exercice pour les contributions des Membres (budget ordinaire); ou lorsque les contributions sont confirmées (contributions volontaires) par écrit.

Les produits comprennent les contributions mises en recouvrement, les contributions volontaires et les autres produits tirés du recouvrement.

Contributions mises en recouvrement: Il s'agit principalement des contributions provenant des États Membres, des Membres de Secteur ainsi que des Associés. La Conférence de plénipotentiaires fixe la limite supérieure de l'unité contributive qui servira de base dans le calcul des revenus de l'Union pour les budgets biennaux des quatre années à venir. Les États Membres et les Membres de Secteur choisissent librement la classe de contribution selon laquelle ils entendent participer aux dépenses de l'Union conformément aux dispositions pertinentes de la Constitution de l'UIT et s'acquittent, au titre de l'année de leur adhésion ou admission, une contribution calculée, pour les Membres, à partir du premier jour du mois de l'adhésion ou de l'admission. Ces revenus servent à mettre en application les activités de l'Union définies par cette même Conférence de plénipotentiaires.

Les autres produits tirés du recouvrement comprennent les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts, à savoir:

– l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN);

– le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS‑MoU);

– le traitement des fiches de notification des réseaux à satellite;

– la vente des publications;

– les recettes au titre de l'appui aux projets.

L'UIT perçoit par avance des contributions pour fournir des prestations pour l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN) et l'enregistrement des numéros de kiosque internationaux universels (UIPRN) et numéros internationaux universels à coût partagé (UISCN).

Les demandeurs de ces prestations doivent déposer par avance sur les livres de l'Union un montant de 300 CHF par numéro. Les entités qui ne sont pas Membres du Secteur de l'UIT-T ou de l'UIT-R sont redevables d'un droit de gestion annuel de 100 CHF par numéro, à verser sur les livres de l'Union. Au fur et à mesure de l'utilisation de ces numéros, l'UIT facture ses prestations. C'est lors de l'utilisation de ces numéros que l'Union reconnait un produit dans ses livres. Les factures ainsi établies sont régularisées à travers le compte de dépôts de ces clients. Une facture relative au droit de gestion applicable à tous les membres actifs est publiée et envoyée à toutes les entités qui ne sont pas Membres de l'UIT-T ou de l'UIT-R.

Les contributions volontaires sont comptabilisées lorsqu'il existe un accord signé par les donateurs. Les contributions mises en recouvrement concernant des exercices futurs sont comptabilisées dans les produits différés. Le solde des contributions volontaires non utilisées à la date de clôture est comptabilisé dans les fonds de tiers. Les autres revenus rattachés à des exercices futurs sont comptabilisés dans les produits différés.

Les revenus des ventes de publications sont comptabilisés au moment de leur expédition et ceux des ventes de services d'accès aux statistiques de l'UIT et aux données sur support électronique, sont comptabilisés au moment où ces données deviennent accessibles.

Présentation de l'information sectorielle

L'information sectorielle est basée sur les principales activités et sources de financement de l'UIT et est reportée d'une manière cohérente avec la structure de l'information financière fournie au Chef du Département de la gestion des ressources financières. Ces secteurs sont conformes au programme de travail de l'UIT pour les années 2020-2021:

– Secrétariat général.

– Secteur des radiocommunications (UIT-R): gestion des ressources internationales que constituent le spectre des fréquences radioélectriques et les orbites de satellites.

– Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T): adaptation de méthodes de travail harmonisées et mise en place de modalités de collaboration souples pour répondre aux besoins de marchés.

– Secteur du développement des télécommunications (UIT-D): donner, à des conditions abordables, un accès équitable et durable aux technologies de l'information et de la communication.

– Fonds pour le nouveau bâtiment: correspond au projet de construction des nouveaux locaux du siège.

– Ancienne Caisse des pensions: regroupe le Fonds de pensions et le Fonds d'intervention.

– Les projets: il s'agit des fonds PNUD, FAS, FDTIC et contributions volontaires.

– ITU TELECOM.

En raison de la nature des activités de l'UIT, ses immobilisations corporelles et incorporelles sont utilisées conjointement par l'ensemble des Secteurs et ne sont pas gérées par les différents Secteurs. En effet, les actifs et passifs de l'Union autres que ceux représentant l'actif net sont la propriété ou relèvent de la responsabilité de l'organisation dans son ensemble et ne représentent pas des actifs et passifs relatifs à des segments. Les fonds extrabudgétaires ne possèdent pas d'immobilisations. Les actifs et les passifs représentent de nombreuses activités qui sont communes aux segments de l'Union. L'affectation des actifs et passif aux différents Secteurs ne pourrait être qu'arbitraire et sans cohérence. Ce qui serait contraire aux principes d'IPSAS 18. C'est pourquoi les passifs et actifs individuels ne seront pas détaillés au niveau des segments.

Comparaison budgétaire

Le budget de l'Union pour la période 2020-2021 est fondé sur la Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018), "Recettes et dépenses de l'Union pour la période 2020-2023", et sur le Plan stratégique de l'Union pour la période 2020-2023 figurant dans la Résolution 71 (Rév. Dubaï, 2018) de la Conférence de plénipotentiaires.

En outre, le budget du programme est coordonné avec les plans opérationnels des Secteurs et du Secrétariat général.

En vertu de la norme IPSAS 24, une comparaison des montants budgétés avec les montants réels doit être intégrée dans les États financiers annuels. Le projet de budget de l'Union pour 2020-2021 se compose de deux budgets annuels. Une estimation du budget a été faite pour chacun des exercices.

Le budget définitif pour l'exercice 2021 a été approuvé par le Conseil à sa session de 2019 par l'adoption de la Résolution 1396. L'État V contient une comparaison du budget final et des montants effectifs. Le budget et les États financiers n'étant pas préparés sur la même base, l'État V contient un rapprochement des montants figurant dans le budget et des montants figurant dans l'État II (État de la performance financière). La différence de périmètre représente l'intégration dans les États financiers de l'Union des fonds extrabudgétaires.

# Note 3 Gestion de l'actif net

L'actif net de l'Union se compose des fonds propres affectés à l'organisation ou réservés à des projets ainsi que des fonds propres non affectés réservés à des projets.

Au 31 décembre 2021, l'avoir du Fonds de réserve s'élevait à 27,5 millions CHF. L'avoir du Fonds de réserve représente 16,88% du budget 2021, pourcentage très largement supérieur au seuil de 6% fixé par la Conférence de plénipotentiaires dans sa Décision 5 (Rév. Dubaï, 2018).

# Note 4 Gestion des risques financiers

Dans le cadre de ses activités, l'UIT est exposée à un certain nombre de risques financiers, à savoir le risque de crédit, le risque de marché (risque de change), le risque de taux d'intérêt et le risque de liquidité. Cette Note présente des informations concernant l'exposition de l'UIT à chacun des risques précédents, et expose les principes adoptés par l'UIT pour gérer les risques financiers et maintenir son capital. La gestion des risques financiers est organisée centralement sous la responsabilité du Secrétaire général.

Juste valeur

Ci-dessous figure une comparaison par catégorie de la valeur comptable et de la juste valeur des instruments financiers de l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Actifs financiers | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 130 392 | 99 406 | 130 392 | 99 406 |
| Instruments financiers à la juste valeur par résultat | 95 033 | 95 516 | 95 033 | 95 516 |
| Créances résultant d'opérations avec contrepartie directe ‒ courant | 10 989 | 8 481 | 10 989 | 8 481 |
| Créances résultant d'opérations sans contrepartie directe – courant | 76 931 | 89 306 | 76 931 | 89 306 |

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | Valeur comptable | | Juste valeur | |
| Passifs financiers | 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| Emprunts | 47 110 | 47 110 | 47 110 | 47 110 |
| Dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe | 1 396 | 2 768 | 1 396 | 2 768 |

La juste valeur des actifs et des passifs financiers correspond à la valeur à laquelle ces instruments pourraient s'échanger dans le cadre d'une transaction courante entre des parties consentantes, autre qu'une vente forcée ou une liquidation.

Les méthodes et hypothèses suivantes ont été utilisées pour évaluer la juste valeur:

– La trésorerie et les équivalents de trésorerie, les dépôts à court terme, les créances provenant d'opérations avec contrepartie directe, les autres créances, les dettes provenant d'opérations avec contrepartie directe et les autres dettes, sont approximativement équivalents à leur valeur comptable, essentiellement en raison de leur échéance à court terme.

– Les créances à court terme et à long terme sont évaluées comme indiqué dans la Note 2.

– Les emprunts sont évalués comme indiqué dans la Note 2.

Hiérarchie de juste valeur

L'UIT utilise la hiérarchie suivante pour déterminer et faire connaître la juste valeur des instruments financiers à l'aide de techniques d'évaluation.

Niveau 1: Prix cotés sur les marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques.

Niveau 2: Données d'entrée autres que les prix cotés inclus dans les données d'entrée de niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif, soit directement, soit indirectement.

Niveau 3: Techniques qui utilisent des données d'entrées ayant une incidence importante sur la juste valeur comptabilisée, mais qui ne sont pas fondées sur des données de marché observables.

Au 31 décembre 2021, tous les placements sont des dépôts bancaires ou des investissements bancaires à court terme, et sont comptabilisés à leur juste valeur dans l'état de la situation financière.

a) Risque de crédit

Le risque de crédit est le risque de perte financière encouru par l'UIT dans le cas où des clients ou des contreparties à des instruments financiers ne remplissent pas leurs obligations contractuelles. Ce risque provient principalement des investissements, des créances, et de la trésorerie et des équivalents de trésorerie. La valeur comptable des actifs financiers représente l'exposition maximale au risque de crédit. Au 31 décembre, la situation en ce qui concerne l'exposition maximale au risque de crédit était la suivante:

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Investissements | 95 033 | 95 516 |
| Créances | 95 038 | 107 226 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 130 392 | 99 406 |
| Exposition maximale au risque de crédit | 320 463 | 302 148 |

b) Qualité de crédit

La qualité de crédit est l'évaluation du risque de défaut de paiement afférent aux contreparties auxquelles l'UIT accorde des crédits, ainsi qu'aux parties avec lesquelles elle investit.

Des mesures, telles que l'envoi trimestriel d'un relevé de compte et la suspension de la participation aux travaux de l'UIT, ont été instaurées pour s'assurer que les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés règlent leurs arriérés. En outre, la possibilité de perdre le droit de vote a été instaurée pour inciter les États Membres à régler leurs arriérés dans les délais.

L'UIT diminue les risques de crédit sur la trésorerie et les équivalents de trésorerie et les placements en les répartissant entre plusieurs institutions bancaires ayant une cote de solvabilité élevée. En vertu de l'Article 16 du Règlement financier et des règles financières, le Secrétaire général choisit les banques ou autres institutions dans lesquelles sont déposés les fonds de l'Union. À cet égard, le Secrétaire général veille à ce que les fonds soient investis avant tout de façon à minimiser le risque sur les fonds principaux, tout en faisant en sorte que l'Union dispose des liquidités nécessaires pour faire face à ses besoins de trésorerie. L'UIT ne dépose pas de fonds dans des banques dont la cote de solvabilité est inférieure à A3.

Ces critères mis à part, les investissements sont choisis sur la base des rendements raisonnablement les plus élevés et dans le respect des principes des Nations Unies.

Le Secrétaire général désigne les banques dans lesquelles les fonds de l'Union doivent être déposés, ouvre tous les comptes en banque nécessaires aux activités de l'Union et désigne les fonctionnaires autorisés à signer tous ordres relatifs auxdits comptes. Il autorise également toutes les fermetures de comptes en banque.

c) Risque de taux d'intérêt

L'UIT est exposée aux risques de taux d'intérêt du fait de ses placements à court terme. En 2015, à la suite de l'introduction par les institutions financières de taux d'intérêt négatifs pour les fonds en caisse, l'UIT a revu sa politique pour éviter d'affecter sa trésorerie et les équivalents de trésorerie. Tous les comptes bancaires en CHF de l'UIT, ainsi que ses comptes en EUR, font désormais l'objet d'intérêts négatifs.

Afin de compenser ces taux d'intérêts négatifs, il a été décidé de convertir les liquidités improductives en USD et de les placer en dépôts à court terme sur les marchés financiers, ce qui a produit des intérêts positifs. Afin d'éviter toute exposition aux risques de change, seuls les excédents de trésorerie ont été investis.

Toutefois, en 2021, en raison des taux d'intérêt très bas du dollar EU, et malgré un suivi rigoureux des liquidités, l'UIT n'a pas été en mesure de compenser les intérêts négatifs. En 2021, les intérêts négatifs imputés à l'UIT se sont élevés à 388 000 CHF et les intérêts produits se sont chiffrés à 241 000 CHF seulement.

d) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que l'UIT ne soit pas en mesure de remplir ses engagements lorsqu'ils arrivent à échéance. L'approche adoptée par l'UIT pour gérer le risque de liquidité consiste à faire en sorte de disposer de liquidités suffisantes pour remplir ses engagements à leur échéance. Pour veiller à disposer de liquidités suffisantes pour faire face aux charges opérationnelles prévues, l'UIT utilise des prévisions de flux de trésorerie.

Le risque de liquidité peut être considéré comme négligeable, étant donné qu'en vertu de l'Article 17 du Règlement financier, le Gouvernement de la Confédération suisse met, selon des conditions à fixer, des avances de fonds à la disposition de l'Union, afin de lui permettre de répondre à ses besoins temporaires de trésorerie.

Le principal objectif de la gestion du capital de l'UIT est de faire en sorte que les liquidités disponibles soient suffisantes pour répondre aux besoins de financement de l'organisation, y compris les dépenses d'investissement, afin de garantir la solidité financière de l'Union.

e) Risque de change

L'UIT perçoit les contributions des États Membres et les contributions au titre du budget ordinaire en CHF, et les contributions extrabudgétaires dans des devises autres que le CHF. L'UIT n'a pas recours à des contrats de change à terme, des opérations à terme, des swaps ou des options de change pour couvrir les gains ou pertes de change réalisés ou non réalisés. Lorsque cela est possible, l'UIT pratique la couverture naturelle, en allouant directement les devises nécessaires sur les comptes bancaires appropriés.

Il y a lieu de noter que le nouveau régime d'assurance maladie est géré en francs suisses, ce qui réduit considérablement l'exposition aux variations des taux de change. L'Union est toujours exposée à des gains ou à des pertes de change résultant du versement des cotisations en dollars EU à la CCPPNU. Toutefois, étant donné que les cotisations des fonctionnaires de la catégorie professionnelle sont libellées en dollars EU alors que celles des fonctionnaires de la catégorie des services généraux sont libellées en francs suisses, et que le nombre de fonctionnaires dans ces deux catégories est équitablement réparti, les fluctuations du taux de change ont tendance à s'équilibrer.

Les contributions extrabudgétaires sont gérées dans la devise de la contribution et converties en CHF à des fins de présentation.

Le 1er janvier 2020, l'UIT a intégré l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS). Bien que les cotisations mensuelles soient versées en francs suisses, ce qui protège l'UIT contre les risques de change, l'Union doit contribuer au fonds de garantie, ainsi qu'aux coûts administratifs (voir la Note 17). Cette participation, répartie en un premier versement 2020 et 13 versements jusqu'en 2032, ainsi que les coûts administratifs sont définis par contrat en dollars EU et, par conséquent, l'Union est exposée à des gains ou à des pertes de change liés au versement annuel en dollars EU. Il est à noter que certaines contributions des membres de l'Union sont reçues en dollars EU, ce qui permet d'atténuer le risque de change, en particulier pour les charges en dollars EU.

f) Risque de marché

Le risque de marché est le risque afférent aux variations des prix de marché, notamment en ce qui concerne les taux de change et les taux d'intérêt, variations qui peuvent avoir des répercussions sur les recettes de l'UIT ou sur la valeur de ses instruments financiers. La gestion du risque de marché a pour objet de gérer l'exposition au risque de marché et de la maintenir dans des limites acceptables, tout en optimisant la rentabilité du risque.

La structure des échéances des instruments financiers au 31 décembre 2021 est la suivante:

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | Taux d'intérêt moyen pondéré | 1 année ou moins | < 10 ans | > 10 ans | Total |
| Actifs financiers |  |  |  |  |  |
| Placements |  | 95 033 | 0 | 0 | 95 033 |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie |  | 130 392 | 0 | 0 | 130 392 |
| **Total des actifs financiers** |  | 225 425 | 0 | 0 | 225 425 |
| **Passifs financiers** |  |  |  |  |  |
| Emprunts | 0% | 1 391 | 31 735 | 20 256 | 53 382 |
| **Total des passifs financiers** |  | 1 391 | 31 735 | 20 256 | 53 382 |

# Note 5 Jugement et estimations comptables

La préparation des États financiers selon les normes IPSAS implique le recours à des estimations et/ou à des hypothèses ayant une influence, d'une part, sur les montants des actifs et des passifs présentés, sur la présentation des actifs et engagements conditionnels à la date du bilan et, d'autre part, sur le montant des produits et des charges de la période comptable. Bien que les estimations soient fondées sur l'expérience passée ainsi que sur divers autres facteurs jugés raisonnables au regard des circonstances, les résultats effectivement obtenus peuvent différer de ceux prévus lorsque ces estimations ont été établies.

Les domaines impliquant un haut degré de jugement et de complexité ou ceux dont les hypothèses et estimations ont un impact significatif sur l'établissement des États financiers sont:

• Les avantages postérieurs à l'emploi, notamment concernant le plan ASHI.

• Les durées d'utilité des immobilisations et leur perte éventuelle de valeur.

• Les provisions sur les créances.

• Les probabilités de vente des publications en stock.

• Les produits différés des fiches de notifications des réseaux à satellite.

# Note 6 Trésorerie et équivalents de trésorerie

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
|  |  |  |
| Caisses en CHF | 18 | 16 |
| Caisses en devises étrangères | 93 | 85 |
| Comptes postaux en CHF | 856 | 842 |
| Comptes courants bancaires en CHF | 48 966 | 32 760 |
| Comptes courants bancaires en devises | 17 705 | 9 731 |
| Comptes à vue en CHF | 62 755 | 55 972 |
|  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 130 392 | 99 406 |

Les liquidités sont déposées sur des comptes bancaires et postaux rémunérés aux taux du marché. La juste valeur de ces dépôts est équivalente à leur valeur comptable.

Au 31 décembre 2021, l'UIT ne disposait pas de ligne de crédit. Les liquidités disponibles sont soumises aux restrictions suivantes:

– comptes à vue en faveur des pensionnés des fonds de l'UIT qui fonctionnent en caisses fermées depuis l'affiliation à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU) et à la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel (CAPS). Compte tenu de l'application de taux d'intérêts négatifs sur les marchés financiers, ces montants ne peuvent être investis dans des dépôts à court terme.

# Note 7 Placements

Les placements à terme sont rémunérés aux taux du marché et rangés dans la catégorie des instruments financiers à la juste valeur par résultat. La juste valeur des dépôts en espèces est équivalente à leur valeur comptable.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Placements à terme | 95 033 | 95 516 |
| **Placements** | **95 033** | **95 516** |

Le détail des placements à terme par échéance (échéance restante), ainsi que par devise, est donné ci-après:

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers selon la devise | 31.12.2021 | | | 31.12.2020 | | |
|  | CHF | USD | EUR | CHF | USD | EUR |
| Échéance |  |  |  |  |  |  |
| 0-3 mois | 9 999 | 68 561 | – | 10 000 | 28 614 | – |
| 4-6 mois |  | 23 000 |  |  | 65 400 |  |
| 7-9 mois |  |  |  |  |  |  |
| au-delà de 9 mois |  |  |  |  |  |  |
| Placements | 9 999 | 91 561 | – | 10 000 | 94 014 | – |

Il a été possible d'effectuer un dépôt en francs suisses auprès de la Banque nationale suisse, qui accorde aux organisations internationales une exonération d'intérêts négatifs sur un montant minimum de 10 millions CHF.

# Note 8 Créances

Les créances représentent les produits non encore encaissés que les États Membres, les Membres des Secteurs et les Associés se sont engagés à verser à l'UIT au titre des contributions annuelles, de l'acquisition de publications et des notifications de réseaux à satellite ou de factures diverses. Les sommes dues sur les contributions portent intérêt à partir du début du quatrième mois de chaque année financière de l'UIT. Cet intérêt est fixé au taux de 3% par an pendant les trois mois qui suivent et au taux de 6% par an à partir du début du septième mois.

Les créances non courantes sans contrepartie directe représentent des créances liées aux plans d'amortissement de la dette de certains membres qui se sont engagés à rembourser cette dette dans le cadre d'un accord couvrant plusieurs exercices.

Les autres créances représentent les produits non encaissés pour les services liés à ITU TELECOM et les contributions volontaires.

Il convient de souligner que depuis la mise en place des normes IPSAS, une provision de 100% a été comptabilisée pour l'ensemble des arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés.

Après le paiement de créances pour un montant de 2,7 millions CHF pour lesquelles une provision avait été constituée ces dernières années, la provision pour créances douteuses a été réduite en conséquence. En fin d'exercice, un ajustement a été comptabilisé, d'un montant de 2,3 millions CHF pour le budget ordinaire.

Les principaux indicateurs démontrent que la situation financière immédiate de l'Union est saine, malgré un niveau de créances à recouvrer pour des retards de paiement de 12 mois ou plus (arriérés, comptes spéciaux d'arriérés et comptes spéciaux d'arriérés supprimés) s'élevant à 39,99 millions CHF au 31 décembre 2021 (contre 40,578 millions CHF au 31 décembre 2020).

Sous l'effet direct de la pandémie, il n'y a aucune incidence concrète supplémentaire sur la provision pour les créances liées aux contributions mises en recouvrement. Les États Membres se sont montrés proactifs en s'acquittant de leurs contributions en retard et le taux de recouvrement des contributions pour 2021 s'est établi à 95%, ce qui est conforme aux années précédentes.

La situation des arriérés dans le budget ordinaire de l'Union au 31 décembre 2021 est donnée dans l'Annexe C du présent document.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Créances courantes avec contrepartie | 12 212 | 9 571 |
| Provision pour pertes sur créances courantes avec contrepartie | –1 223 | –1 090 |
| Créances courantes avec contrepartie – valeur nette | 10 989 | 8 481 |
| Créances courantes sans contrepartie | 111 534 | 125 022 |
| Provision pour pertes sur créances courantes sans contrepartie | –34 931 | –35 716 |
| Créances courantes sans contrepartie – valeur nette | 76'931 | 89 306 |
| Créances non courantes avec contrepartie | – | – |
| Provision pour pertes sur créances non courantes avec contrepartie | – | – |
| Créances non courantes avec contrepartie – valeur nette | **–** | **–** |
| Créances non courantes sans contrepartie | 5 967 | 6 479 |
| Provision pour pertes sur créances non courantes sans contrepartie | –5 967 | –6 479 |
| Créances non courantes sans contrepartie – valeur nette | **–** | **–** |

# Note 9 Stocks

Les publications incluent les publications destinées à la vente et les publications diffusées gratuitement. Les fournitures comprennent le papier destiné à l'impression des publications et des documents de l'UIT, l'économat ainsi que divers consommables.

Dans le souci d'assurer la sécurité du personnel, l'accès physique aux locaux de l'UIT pour la réalisation d'un inventaire physique et d'une vérification des biens a été limité. D'autres méthodes de vérification ont été appliquées, et les restrictions n'ont eu aucune incidence sur les chiffres présentés dans les états financiers.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Publications – valeur brute | 219 | 345 |
| Dépréciation | –78 | –217 |
| **Publications – valeur nette** | 141 | 127 |
| Souvenirs – valeur brute | 71 | 76 |
| Dépréciation | –49 | –38 |
| **Souvenirs – valeur nette** | 22 | 38 |
| Fournitures – valeur brute | 304 | 293 |
| Dépréciation | 0 | 0 |
| **Fournitures – valeur nette** | 304 | 293 |
| Stocks – valeur nette | **467** | **459** |

# Note 10 Autres créances

| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| --- | --- | --- |
| Avances au personnel | 1 805 | 1 804 |
| Compte courant PNUD | 603 | 466 |
| Yougoslavie | 1 189 | 1 189 |
| Provision sur créance Yougoslavie | –1 189 | –1 189 |
| Retenue à la source | 2 099 | 2 201 |
| Pensions | 168 | 174 |
| Intérêts courus | 75 | 1 688 |
| Actifs transitoires | 2 369 | 3 105 |
| Autres créances | 7 118 | 9 439 |

Le compte Avances au personnel comprenait principalement le versement de 98% des frais d'étude des enfants de fonctionnaires.

Les impôts à la source comprennent les impôts anticipés remboursables par l'Administration fédérale des contributions de la Confédération suisse ainsi que les impôts sur revenus à récupérer auprès du gouvernement des États-Unis d'Amérique. Le solde à récupérer auprès de cette administration atteint 1,93 million CHF à la fin de l'exercice 2021.

La dette de l'ex-République fédérale de Yougoslavie a été provisionnée à 100%. Les montants dus n'ont pas été régularisés à ce jour. L'Union est en attente d'une décision de l'Assemblée Générale des Nations Unies concernant le traitement de cette dette.

Les actifs transitoires représentaient principalement les charges payées à l'avance concernant le budget 2021.

# Note 11 Immobilisations corporelles

Les bâtiments de l'UIT se composent:

– de la Tour, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Varembé, rue de Varembé à Genève;

– de l'Extension C et de la Cafétéria, rue de Varembé à Genève;

– du Bâtiment Montbrillant, rue de Varembé à Genève.

La valeur de ces bâtiments a fait l'objet d'une estimation indépendante, réalisée par un cabinet externe dans le cadre de la préparation des premiers états financiers établis selon les normes IPSAS, en 2010. Elle correspond à la valeur estimée des bâtiments au moment de leur achèvement à laquelle s'ajoute la valeur estimée des travaux de rénovation et de réfection effectués depuis que les bâtiments sont occupés, déduction faite du montant cumulé des amortissements.

Les variations de la valeur nette comptable des immobilisations corporelles, y compris les actifs de faible valeur, durant l'exercice 2021 sont expliquées ci-dessous.

Au 31 décembre 2021, aucune immobilisation corporelle n'a été donnée en garantie de dette.

Au 1er janvier 2020, un amortissement accéléré a été appliqué au bâtiment Varembé, avec une durée d'utilité restante de trois ans. À la fin de 2022, la valeur comptable nette du bâtiment Varembé sera égale à zéro. La démolition du bâtiment Varembé est prévue en 2023.

Il convient de noter que, petit à petit, de plus en plus d'équipements sont de type mobile et qu'il est fréquent que les fonctionnaires travaillent à distance. Le suivi de ces équipements nécessite des ressources humaines et du temps et n'a donc pas pu être effectué dans le délai imparti.

| Catégories d'actifs | Bâtiments | Mach. & équip. | Mobilier & agenc. | Matériel inform. | Véhicules | Actifs de faible valeur | Total |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Coût au 1er janvier** | **125 070** | **2 121** | **1 506** | **9 354** | **296** | **16 154** | **154 500** |
| Adjonctions | 49 | 34 | – | 910 | – | **818** | **1 812** |
| Dons | – | – | – | – | – | – | – |
| Cessions | – | –43 | –112 | –1461 | – | –929 | –2 545 |
| Pertes de valeur | – | – | – | – | – | – | – |
| Reclassements et corrections | 1 219 | – | – | – | – | – | 1 219 |
| Réévaluations | – | – | – | – | – | – | – |
| **Coût au 31 décembre** | **126 339** | **2 113** | **1 394** | **8 802** | **296** | **16 043** | **154 987** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **48 084** | **1 989** | **1 449** | **8 582** | **203** | **16 154** | **76 461** |
| Imputés au cours de l'année | 8 028 | 43 | 25 | 453 | 33 | **818** | **9 401** |
| Cessions | – | –43 | –112 | –1 461 | – | –929 | **–2 545** |
| Pertes de valeur | – | – | – | – | – | – | **–** |
| Reclassements et corrections | – | – | – | – | – | – | **–** |
| Réévaluations | – | – | – | – | – | – | **–** |
| **Amortissement au 31 décembre** | **56 112** | **1 989** | **1 361** | **7 573** | **236** | **16 043** | **83 316** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **76 985** | **132** | **58** | **772** | **93** | **–** | **78 040** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **70 226** | **123** | **32** | **1 229** | **59** | **–** | **71 671** |

# 

# Note 12 Immobilisations incorporelles

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Catégorie d'actifs | Développements internes | Logiciels | Logiciels – Actif de faible valeur | Total |
|  | **2021** | **2021** | **2021** | **2021** |
| **Coût au 1er janvier** | **3 211** | **7 025** | **859** | **11 095** |
| Adjonctions | 77 | 384 | 291 | 752 |
| Dons | – | – | – | – |
| Cessions | – | –592 | –417 | –1 009 |
| Pertes de valeur | – | – | – | – |
| Reclassements et corrections | – | – | – | – |
| **Coût au 31 décembre** | **3 288** | **6 817** | **734** | **10 839** |
| **Amortissement au 1er janvier** | **2 590** | **6 203** | **859** | **9 653** |
| Imputés au cours de l'année | 473 | 522 | 291 | 1 287 |
| Cessions | – | –476 | –417 | –893 |
| Pertes de valeur | – | – | – | – |
| **Amortissement au 31 décembre** | **3 063** | **6 249** | **734** | **10 046** |
| **Valeur comptable nette au 1er janvier** | **621** | **821** | **–** | **1 443** |
| **Valeur comptable nette au 31 décembre** | **224** | **568** | **–** | **792** |

Conformément à la norme IPSAS 31, des développements internes liés à l'amélioration des services offerts aux membres, tout particulièrement en ce qui concerne la consultation, la gestion et l'archivage de la documentation de l'Union, ont été capitalisés. Les logiciels capitalisés sont les logiciels et les mises à jour standards utilisés dans le cadre des activités opérationnelles de l'Union.

# Note 13 Biens en construction

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Catégories d'actifs | Nouveau bâtiment | Autres biens en construction | Total |
| Coût au 1er janvier | 8 176 | 1 267 | 9 443 |
| Adjonctions | 5 186 | 323 | 5 508 |
| Dons |  |  | – |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  | –1 219 | –1 219 |
| Réévaluations |  |  |  |
| Coût au 31 décembre | 13 362 | 370 | 13 732 |
| Amortissement au 1er janvier |  | – | – |
| Imputés au cours de l'année |  |  | – |
| Cessions |  |  | – |
| Pertes de valeur |  |  | – |
| Reclassements et corrections |  |  | – |
| Réévaluations |  |  | – |
| Amortissement au 31 décembre | **–** | **–** | – |
| Valeur comptable nette au 1er janvier | 8 176 | 1 267 | 9 443 |
| Valeur comptable nette au 31 décembre | 13 362 | 370 | 13 732 |

Il a été décidé de publier séparément les biens en construction en prévision du projet concernant le nouveau bâtiment, de façon à permettre le suivi transparent du projet pendant la phase de construction.

# Note 14 Fournisseurs et autres créanciers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Fournisseurs | 1 396 | 2 768 |
| Dépôts reçus | 2 497 | 2 745 |
| Acomptes reçus | 2 903 | 502 |
| Fournisseurs et autres créanciers | 6 796 | 6 015 |

Le montant des fournisseurs porte essentiellement sur les factures non payées, sur les décomptes du personnel ainsi que sur les factures IOV en attente de régularisation avec le PNUD.

Des dépôts ont été reçus pour le traitement des fiches de notification de réseaux à satellite ainsi que pour de futurs achats ou factures relatives à des publications. Ces montants seront remboursés aux bénéficiaires ou utilisés pour le paiement des futures factures relatives à des fiches de notification de réseaux à satellite et à des publications.

Les acomptes correspondent aux avances que les pays hôtes ont versées à l'Union pour l'organisation de manifestations telles que les conférences mondiales. Après la clôture des comptes de la manifestation, le solde est remboursé aux pays hôtes conformément aux accords signés.

# Note 15 Produits différés

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers de CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Contributions – États Membres | 109 293 | 109 293 |
| Contributions – Membres de Secteur | 13 931 | 13 829 |
| Contributions – Associés | 2 161 | 2 184 |
| Contributions – Établissements universitaires | 406 | 399 |
| Autres produits différés | – | 6 404 |
| Contributions extrabudgétaires | 5 703 | 458 |
| Produits différés | 132 416 | 132 566 |

En 2021, les produits différés pour les contributions représentaient les produits associés aux contributions pour l'année 2022. Les autres produits différés comprennent les fiches de notification de réseaux à satellite concernant des demandes établies à la fin de 2021, pour publication en 2022, ainsi que les accords de parrainage pour le nouveau bâtiment pour lesquels la facture a été émise mais le paiement n'a pas encore eu lieu.

# Note 16 Emprunts et autres dettes financières

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | Échéance | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Montants initialement empruntés auprès de la FIPOI |  |  |  |
| 19 627 590 CHF – dès 1990 | 2039 | 7 971 | 8 413 |
| 45 427 250 CHF – dès 2002 | 2051 | 27 257 | 28 166 |
| 2 000 000 CHF – dès 2002 | 2051 | 1 200 | 1 240 |
| Projet de nouveau bâtiment |  | 16 954 | 9 291 |
| Emprunts |  | **53 382** | **47 949** |
| Dont part à court terme |  | 1 391 | 1 391 |
| Dont part à long terme |  | 51 991 | 45 718 |
| Emprunts |  | **53 382** | **47 110** |
| Emprunts – dont part à court terme |  | 1 391 | 1 391 |
| Emprunts – courant |  | **1 393** | **1 391** |
| Emprunts – dont part à long terme |  | 51 991 | 45 718 |
| Emprunts – non courant |  | **51 991** | **45 718** |

Le remboursement du prêt accordé pour la construction des nouveaux locaux de l'UIT débutera après réception du nouveau bâtiment seulement, au plus tôt début 2026.

La valeur actualisée des emprunts au 31 décembre 2021 est de 23,9 millions CHF, contre 24,5 millions CHF au 31 décembre 2020. Le différentiel avec la valeur brute représente la valeur actualisée du total des intérêts non versés jusqu'à la fin de la durée de l'emprunt.

# Note 17 Avantages du personnel

Les avantages du personnel désignent toutes formes de contreparties données par l'UIT au titre des services rendus par ses employés. Ils sont comptabilisés à mesure qu'ils sont acquis par les membres du personnel.

## 17.1 Avantages du personnel à court terme

Chiffres au 31.12.2021

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – court terme | | |
| En milliers CHF | Heures supplémentaires | Congés accumulés | Total avantages du personnel − court terme |
| Solde d'ouverture | **10** | **–** | **10** |
| Augmentation | 34 | 390 | 424 |
| Utilisé en cours d'exercice | –10 | – | –10 |
| Débloqué | – | – | – |
| Transfert | – | – | – |
| Gains de change non réalisés | – | – | – |
| Solde de clôture | **34** | **390** | **424** |

Les heures supplémentaires sont calculées suivant les modalités établies dans les Statut et Règlement du personnel, sur la base des conditions et pratiques locales des organisations locales appliquant le régime commun des Nations Unies.

## 17.2 Avantages du personnel à long terme

Chiffres au 31.12.2021

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
|  | Avantages du personnel – long terme | | | | |
| En milliers CHF | ASHI | Pensions | Prime d'installation/de rapatriement | Congés accumulés | Total avantages du personnel – long terme |
| Solde d'ouverture | **631 870** | **54** | **12 717** | **11 380** | **656 021** |
| Augmentation |  | – | 1 017 | 637 | 1 653 |
| Utilisé en cours d'exercice | – | – | –404 | –536 | –940 |
| Débloqué | –86 234 | – | – | –28 | –86 262 |
| Transfert à court terme | – | – | – | –390 | 390 |
| Solde de clôture | **545 636** | **54** | **13 330** | **11 063** | **570 083** |

Les avantages à long terme concernent les prestations après la cessation de service qui correspondent au plan ASHI (assurance maladie après la cessation de service), les primes de rapatriement, les congés accumulés et les engagements concernant les anciens régimes de pension et d'assurance maladie pour certains anciens employés de l'UIT.

### *17.2.1 Évaluation actuarielle des prestations dues après la cessation de service au titre du plan ASHI*

Le montant des engagements liés à l'assurance maladie après la cessation de service (ASHI) est déterminé sur la base d'une étude actuarielle annuelle conduite par un cabinet indépendant. La dernière évaluation a été effectuée en janvier 2022 et a établi à 545,63 millions CHF les engagements de l'UIT au titre des prestations en cas de maladie après la cessation de service dues aux fonctionnaires remplissant les conditions requises au 31 décembre 2021. L'étude actuarielle a été conduite sur la base des données fournies par l'UIT.

### *17.2.2 Hypothèses et méthodes d'évaluation actuarielle*

Dans le cadre de l'évaluation des engagements liés au plan ASHI au 31 décembre 2021 et de la contribution de l'exercice 2021, l'UIT valide les hypothèses et méthodes qui sont utilisées par les actuaires. Les hypothèses et méthodes utilisées pour l'évaluation couvrant l'exercice 2021 sont décrites ci-dessous.

|  |  |
| --- | --- |
| Taux d'actualisation | 0,20% pour 2021 et 0,20% pour 2020. |
| Hausse des coûts médicaux | 2,50% pour 2021 et 2,80% en 2020. |
| Rendement comptable escompté des actifs | Sans objet pour 2021. |
| Augmentation des traitements | 3% par rapport au barème des traitements statique de la CCPPNU |
| Augmentation des retraites | 2,50% pour 2021 et 2020. |
| Coût annuel moyen estimé des demandes de remboursement des frais médicaux en 2021 et variation des frais médicaux en fonction de l'âge | Le rapport actuariel pour 2021 se fonde sur un coût moyen des demandes de remboursement estimé en CHF, à la fin de l'exercice 2021, par tranche d'âge de 50, 55, 60, 65, 70, 75 et 80 ans, à respectivement 3 487 CHF, 4 365 CHF, 5 472 CHF, 6 871 CHF, 8 641 CHF, 10 889 CHF, 13 743 CHF. |
| Dépenses d'administration | Le coût administratif annuel a été estimé en moyenne à 161 CHF par personne. |
| Mortalité | Le taux de mortalité est basé sur les dernières tables de mortalité des Nations Unies ventilées par sexe (janvier 2022) sans amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie pour les fonctionnaires en service et les bénéficiaires d'une pension d'invalidité, et avec une amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie jusqu'en 2041 pour les bénéficiaires d'une pension de retraite, pour les veuves et les veufs. L'année de référence est 2017, et une amélioration liée à l'augmentation de l'espérance de vie est appliquée jusqu'à l'année 2041 pour le personnel actuellement en service et en bonne santé. |
| Valorisation des actifs | L'UIT n'avait aucun actif sous le Fonds de garantie au 31 décembre 2021. |
| Taux d'invalidité | Il varie selon l'âge et le sexe et pour le personnel de la catégorie professionnelle ainsi que le personnel de la catégorie des services généraux, et il augmente avec l'âge. Le taux est basé sur les tables d'invalidité des Nations Unies communiquées en janvier 2022. |
| Taux de conversion des droits à prestation | Varient selon l'âge et le nombre d'années de service, les demandes de conversion étant plus fréquentes la première année. |
| Rotation du personnel | Le taux de départ d'employés quittant les organisations considérées dans l'évaluation varie selon l'âge et le sexe. |
| Taux de retraite | Pour tous les fonctionnaires, les taux de retraite sont équivalents aux taux définis dans le message du Groupe spécial des Nations Unies de janvier 2022. Les taux varient selon l'âge, le nombre d'années d'affiliation et la catégorie de poste. |
| Participation | 97,5% des futurs retraités choisiront d'être couvert par l'ASHI. |
| Couverture des conjoints | 75% et 25% des retraités de sexe masculin et féminin ont un conjoint qui choisira d'être couvert par l'ASHI. Les hommes sont supposés avoir cinq ans de plus que leur conjoint. |
| Méthode actuarielle | Méthode des unités de crédit projetées avec prorata en fonction du nombre d'années de service. La période d'attribution commence à 45 ans d'âge afin de refléter le fait que les employés doivent avoir un minimum de 55 ans et 10 ans de service afin d'être éligibles. |
| Approche OCI | Tous les gains et toutes les pertes sont comptabilisés intégralement pendant l'année même au cours de laquelle ils surviennent, mais en dehors du compte de résultat, dans le cadre de l'état du résultat global (SoCI). |

Les fonctionnaires (et leurs conjoints, enfants à charge et survivants) quittant le service à l'âge de 55 ans ou plus ont droit à l'assurance maladie après la cessation de service s'ils ont travaillé au moins dix ans à l'ONU ou dans une institution spécialisée et s'ils ont été assurés au régime d'assurance maladie de l'UNSMIS pendant les cinq années précédant immédiatement la fin de leur service. Les mêmes prestations s'appliquent aux fonctionnaires bénéficiant d'une pension d'invalidité de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Ce régime est financé par les cotisations conjointes de l'UIT, à hauteur des 2/3, et des assurés, pour le tiers restant.

Les tableaux ci-dessous fournissent des informations et analyses supplémentaires concernant les passifs découlant des indemnités dues aux employés ainsi que la valorisation des actifs détenus par la Caisse d'assurance sur la base de l'étude actuarielle qui a été conduite pour obtenir les montants au 31 décembre 2021.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2021 et 2020 dans  l'état de la situation financière | En milliers CHF 31.12.2021 | En milliers CHF 31.12.2020 |
| Solde au 31 décembre 2021-2020 | *631 870* | *611 896* |
| Total des charges comptabilisées dans l'état de la performance financière | *26 425* | *27 667* |
| Pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | *–103 499* | *–2 815* |
| Contributions de l'exercice | *–9 160* | *–4 878* |
| Pertes/(gains) de change non réalisés | *0* | *0* |
| Montant des engagements au titre du plan ASHI au 31 décembre 2021-2020 | *545 636* | *631 870* |

Les engagements liés à l'ASHI s'établissaient, au 31 décembre 2021, à 545,63 millions CHF. Cette baisse en 2021 par rapport à la fin de 2020, où ce montant s'établissait à 631,87 millions CHF, peut s'expliquer par l'évolution des hypothèses financières pour 2021. Le principal élément ayant une incidence sur l'évaluation de l'ASHI est le taux d'actualisation, qui est utilisé pour calculer la valeur actuelle des futures demandes de remboursement cumulées. En 2021, ce taux est passé de 0,2% à 0,5%. Cette hausse du taux d'actualisation a entraîné une augmentation des passifs de l'ASHI, qui se sont chiffrés à 36,7 millions CHF.

Le taux d'inflation des frais médicaux est un autre élément qui a eu une incidence positive sur les passifs de l'ASHI en 2021. Le faible taux d'inflation des frais médicaux actuellement enregistré en Suisse, conjugué au nombre de demandes de remboursement, a conduit à une augmentation des passifs de 44,7 millions CHF.

Suite à une demande du Vérificateur extérieur des comptes et à titre d'information, l'évaluation utilisant la courbe de rendement des obligations d'État suisses Aon a été demandée. Le taux d'actualisation avec ces obligations d'État serait de 0,1% et entraînerait une hausse des engagements liés à l'ASHI de 77 millions CHF environ.

La perte actuarielle due à l'évolution des estimations actuarielles est comptabilisée à l'actif net selon la méthode OCI.

Le tableau ci-dessous montre le montant net de l'obligation à la fin de l'exercice.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Analyse des pertes actuarielles comptabilisées à l'actif net | *En milliers CHF* | |
|  | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Obligation due à des changements d'hypothèses | –101 490 | –5 547 |
| Obligation due à l'expérience acquise pendant l'exercice | 2 009 | 2 732 |
| Variation pendant l'exercice | **–103 499** | **–2 815** |
| Montant cumulé comptabilisé à l'actif net au 31 décembre | 277 923 | 267 574 |

Le tableau ci-dessous présente une analyse des charges et produits enregistrés au compte de pertes et profits à la fin de l'exercice.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| Montants comptabilisés dans l'état de la performance financière | ***En milliers CHF*** | |
|  | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Mise à jour des engagements et montant des contributions de l'exercice |  |  |
| Coût des prestations au titre des services rendus | 25 171 | 24 026 |
| Charge financière | 1 254 | 3 641 |
| Total | 26 425 | 27 667 |

En janvier 2020, l'UIT a rejoint l'Assurance mutuelle contre la maladie et les accidents du personnel des Nations Unies (UNSMIS). Le passage à ce régime d'assurance maladie des Nations Unies présente des avantages non seulement pour le personnel, dans la mesure où le taux de cotisation a été réduit et la franchise supprimée, mais aussi pour l'UIT à long terme, en raison de l'envergure de ce régime. Ce régime regroupe plusieurs organisations et institutions spécialisées des Nations Unies basées à Genève. Il comprend le personnel de l'Office des Nations Unies, du HCR et de l'OMM.

Le régime de l'UNSMIS repose sur une cotisation salariale de 3,4%, qui a été instaurée au 1er janvier 2020. Le suivi de la maîtrise des coûts relève à présent de la responsabilité du Comité de l'UNSMIS, au sein duquel l'UIT dispose d'un siège en tant que nouveau membre. De plus amples renseignements sont disponibles dans le [Document C22/46](https://www.itu.int/md/S22-CL-C-0046/en), qui contient le rapport annuel sur l'ASHI.

### *17.2.3 Plan ASHI, estimations des coûts pour l'exercice 2021*

Une augmentation de 1% du taux d'évolution des soins de santé entraînerait une hausse sur les coûts et intérêts de 10,09 millions CHF et un impact sur l'obligation au titre des prestations définies de 149,83 millions CHF. Une diminution de 1% entrainerait un recul de 7,15 millions CHF des coûts et intérêts et de 114,45 millions CHF de l'obligation au titre des prestations définies.

### *17.2.4 Rapatriement*

Ont droit, en principe, à une prime de rapatriement les fonctionnaires que l'Union est tenue de rapatrier. Les conditions et définitions concernant le droit à cette prime et les pièces requises pour attester le changement de résidence sont déterminées de façon détaillée par le Secrétaire général.

La durée du service accomplie, le traitement de base et les éventuelles indemnités linguistiques ont été prises en compte dans le calcul du montant global de l'obligation au 31 décembre 2021. Les hypothèses économiques retenues sont un taux d'actualisation de 0,5% (0,2% en 2020) et un taux d'augmentation des traitements de 3%. Pour l'évaluation de 2021, les hypothèses retenues pour l'évaluation actuarielle concernant la prime de rapatriement ont été alignées sur les hypothèses concernant l'ASHI.

### *17.2.5 Paiement de la prime de rapatriement*

Le versement de la prime de rapatriement est régi par les conditions et définitions mentionnées dans les Statut et Règlement du personnel. En décembre 2021, la provision se chiffrait à 13,3 millions CHF, contre 12,71 millions CHF en 2020. Cette provision est alimentée par un prélèvement de 1% sur la rémunération des fonctionnaires autres que ceux recrutés pour des conférences et autres périodes de courte durée.

Une évaluation actuarielle conforme aux normes IPSAS est effectuée chaque année par un bureau de consultants indépendants.

### *17.2.6 Avantages au personnel concernant le plan de pension du personnel des Nations Unies*

L'UIT est une organisation membre de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (la "Caisse"), créée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour assurer aux employés des prestations de retraite, de décès, d'invalidité et des prestations connexes. La Caisse est un régime multi-employeurs capitalisé à prestations définies. Comme indiqué dans l'Article 3b) des Statuts de la Caisse, peuvent s'affilier à la Caisse les institutions spécialisées, ainsi que toute autre organisation intergouvernementale internationale qui applique le régime commun de traitements, indemnités et autres conditions d'emploi de l'Organisation des Nations Unies et des institutions spécialisées.

La Caisse expose les organisations affiliées aux risques actuariels liés aux employés en activité et aux anciens employés d'autres organisations participant à la Caisse, de sorte qu'il n'existe aucune base cohérente et fiable permettant de répartir les engagements, les actifs du régime et les coûts entre les différentes organisations participant à la Caisse. L'[institution] et la Caisse, tout comme les autres organisations affiliées à la Caisse, ne sont pas en mesure de déterminer la quote-part de l'UIT dans les engagements au titre des prestations définies, les actifs du régime et les coûts associés au régime de façon suffisamment fiable aux fins de comptabilisation. En conséquence, l'UIT assimile ce régime à un régime à cotisations définies, conformément aux dispositions de la norme IPSAS 39 sur les avantages du personnel. Les cotisations de l'UIT à la Caisse pendant l'exercice sont comptabilisées en charges dans l'état de la performance financière.

Les Statuts de la Caisse disposent que le Comité mixte fait procéder par l'actuaire-conseil à une évaluation actuarielle de la Caisse au moins une fois tous les trois ans. En pratique, le Comité mixte fait réaliser une évaluation actuarielle tous les deux ans en utilisant la méthode des agrégats avec entrants. Ces évaluations ont essentiellement pour objectif de déterminer si les actifs actuels et le montant estimatif des actifs futurs de la Caisse seront suffisants pour lui permettre de faire face à ses obligations.

L'obligation financière de l'UIT à l'égard de la Caisse consiste à verser la cotisation statutaire au taux établi par l'Assemblée générale des Nations Unies (ce taux est actuellement de 7,9% pour les participants et de 15,8% pour les organisations affiliées), ainsi qu'une part des paiements qui seraient à faire pour couvrir tout déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle conformément à l'Article 26 des Statuts de la Caisse des pensions. Ces paiements n'interviennent que si et dans le cas où l'Assemblée générale des Nations Unies invoque les dispositions de l'Article 26, après avoir déterminé que les avoirs de la Caisse ne sont pas suffisants pour couvrir ses engagements à la date de l'évaluation. Pour couvrir ce déficit, chaque organisation affiliée doit apporter un montant proportionnel au total des contributions qu'elle a versées au cours des trois années précédant la date de l'évaluation.

L'évaluation actuarielle de la Caisse la plus récente a été arrêtée au 31 décembre 2019 et l'évaluation au 31 décembre 2021 est en cours. La Caisse a utilisé les données relatives à la participation au 31 décembre 2019 plutôt que celles au 31 décembre 2020 pour établir les états financiers de 2020.

L'évaluation actuarielle arrêtée au 31 décembre 2019 a eu pour résultat un taux de couverture des passifs par les actifs de 144,4%, dans l'hypothèse de l'absence d'ajustement futur des pensions. Ce taux était de 107,1% en tenant compte du système actuel d'ajustement des pensions.

Après avoir évalué l'équilibre actuariel de la Caisse des pensions au regard de ses obligations, l'actuaire-conseil a conclu qu'au 31 décembre 2019 une couverture des déficits au titre de l'Article 26 des Statuts de la Caisse n'était pas nécessaire étant donné que la valeur actuarielle de l'actif excédait la valeur actuarielle de toutes les charges à payer dans le cadre du plan. En outre, la valeur de marché des actifs excédait également la valeur actuarielle de tous les passifs cumulés à la date de l'évaluation. Au moment de l'établissement du présent rapport, l'Assemblée générale des Nations Unies n'avait pas invoqué les dispositions de l'Article 26.

Si l'Article 26 devait être invoqué en raison d'un déficit constaté à la suite de l'évaluation actuarielle, soit au cours de l'opération en cours soit en raison de la fin de la Caisse, les paiements exigés de chaque organisation membre pour couvrir le déficit seraient définis en fonction de la part des cotisations de ces organisations par rapport aux cotisations totales versées à la CCPPNU au cours des trois années précédant la date de l'évaluation. Le montant total des cotisations versées à la Caisse au cours des trois dernières années (2018, 2019 et 2020) s'élève à 7 993,15 millions USD, auquel l'UIT a contribué à hauteur de 0,35%.

Au cours de l'année 2021, les contributions versées à la Caisse se sont élevées à 27,8 millions USD (contre 26,7 millions USD en 2020). Le montant des cotisations dues en 2022 devrait être d'environ 28 millions USD.

L'affiliation à la Caisse peut être résiliée sur décision de l'Assemblée générale des Nations Unies, sur recommandation affirmative du Comité mixte. Une part proportionnelle du total des actifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation devra être versée à l'ancienne organisation membre, au bénéfice exclusif des membres de son personnel qui étaient affiliés à la Caisse à cette date, conformément à un accord conclu entre l'organisation et la Caisse. Le montant est défini par le Comité mixte de la CCPPNU à partir d'une évaluation actuarielle des actifs et des passifs de la Caisse à la date de résiliation de l'affiliation; l'établissement de ce montant ne tient pas compte des actifs en excès par rapport au passif.

Le Comité des commissaires aux comptes de l'ONU procède à un audit annuel de la Caisse et rend compte chaque année de ses travaux au Comité mixte de la Caisse commune des pensions et à l'Assemblée générale des Nations Unies. La Caisse publie des rapports trimestriels sur ses placements, qui peuvent être consultés à l'adresse [www.unjspf.org](https://www.unjspf.org/fr/).

Les chiffres ci-dessous sont tirés des dossiers et de la comptabilité de l'Union.

État au 31 décembre 2021

Nombre d'affiliés au 31 décembre 2021

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Nombre d'affiliés au 31.12.2020 | Nouveaux affiliés | Mutations | | Cessation d'activité | Participants affiliés au 31.12.2021 |
| À l'UIT | À une autre organisation |
| 727 | 64 | 2 | 1 | 46 | 745 |

Nombre de prestations servies au cours de l'exercice financier   
se terminant au 31 décembre 2021

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| Pensions de retraite | Pensions d'invalidité | Pensions de réversion | Pensions d'enfant | Autres prestations | Rentes différées | TOTAL | |
| 809 | 42 | 196 | 72 | 0 | 101 | | 1 220 |

Récapitulation des contributions versées à la Caisse pour la période   
comprise entre le 1er janvier et le 31 décembre 2021

**Dollars des États–Unis**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| Nature des contributions | Contributions normales | Contributions pour validation de service/remboursement | Contributions volontaires | Total |
| Contributions des participants | 9 160 255 |  | 107 066 | 9 267 321 |
| Contributions de l'Union | 18 320 510 |  | 214 132 | 18 534 642 |
| Autres contributions |  |  | 58 747 | 58 747 |
| **Total** | **27 480 766** | **–** | **379 945** | **27 860 711** |

Engagements concernant les autres avantages du personnel

Avant la constitution de la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies et de la Caisse d'assurance pour la protection de la santé du personnel et son affiliation à ces caisses, l'UIT avait créé des fonds pour fournir les prestations de retraite, de décès, d'invalidité ou d'assurance-maladie aux membres de son personnel. Ces fonds fonctionnent en caisse fermée depuis l'affiliation de l'UIT aux Caisses susmentionnées. Les engagements sont indiqués dans les passifs à long terme. Des conventions ont été établies entre l'UIT et les fonds de l'UIT afin d'assurer le financement de ces derniers.

En 2021, l'Union n'a pas jugé utile de demander une nouvelle étude actuarielle pour la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT. Au 31 décembre 2021, la provision pour les engagements résultant des rentes en cours des anciens fonctionnaires affiliés à la Caisse d'assurance du personnel, comptabilisée en 2010 pour un montant de 54 000 CHF, reste inchangée.

# Note 18 Provisions

Les provisions pour risques et charges se composent de la provision pour litiges qui représente l'évaluation à la date de clôture des obligations futures liées à un évènement passé au titre de divers litiges auxquels l'UIT est partie prenante ainsi que du coût moyen pour les frais administratifs de chaque cas présenté au tribunal.

La provision pour les fiches de notification des réseaux à satellite (SNF) constitue le montant que les Administrations peuvent demander au titre de la gratuité de leur demande de publication au cours d'une année. Cette provision a été entièrement utilisée au cours de l'exercice.

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Provisions | | |
| En milliers CHF | SNF | Litiges | TOTAL |
| **Solde d'ouverture** | **530** | **574** | **1 105** |
| Augmentation | 279 | 565 | 844 |
| Utilisé en cours d'exercice | –89 | –51 | –141 |
| Débloqué | –441 |  | –441 |
| Mutation |  |  |  |
| Gains de change non réalisés |  | 4 | 4 |
| **Solde de clôture** | **279** | **1 093** | **1 372** |

# Note 19 Autres dettes

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 31.12.2021 | 31.12.2020 |
| Passifs transitoires | 4 688 | 4 518 |
| Divers personnel | 1 617 | 1 956 |
| Biens/factures reçues | 37 | 16 |
| PNUD | 2 | 3 |
| **Autres dettes** | **6 343** | **6 493** |

# Note 20 Fonds extrabudgétaires affectés et non affectés

Conformément à la norme IPSAS 23, le solde des fonds à la date de clôture représente les financements qui ont été reçus et n'ont pas encore été dépensés. Des soldes sont présentés dans la ligne de bilan correspondante et les mouvements de ces fonds sont illustrés dans le tableau ci-dessous en précisant si ces financements sont affectés ou non à un projet financé par des fonds de tiers ou par l'UIT.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | **Fonds de tiers affecté** | **Fonds de tiers  en attente d'affectation** | **Total fonds  de tiers** | **Fonds propres affectés à des projets extrabudgétaires** |
| **Solde au 31.12.2020** | 38 430 | 4 353 | **42 783** | **8 008** |
| Augmentation | 20 518 | 470 | **20 989** | 1 989 |
| Diminution | –12 613 | –1 140 | –**13 753** | –1 895 |
| **Solde de clôture au 31.12.2021** | 43 336 | 3 684 | **50 020** | **8 102** |

On observe une augmentation (12%) du montant total des fonds de tiers affectés par rapport à 2020. Un grand nombre de nouveaux accords relatifs à des projets ont été signés et payés et sont en cours de mise en œuvre.

La baisse des fonds de tiers attendant d'être affectés est également liée à la tendance à la mise en œuvre croissante de projets nouveaux et de projets en cours.

# Note 21 Contributions mises en recouvrement

Le tableau suivant présente les contributions effectivement mises en compte au cours de l'exercice 2021.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Contributions des États Membres | 109 293 | 109 293 |
| Contributions des Membres des Secteurs | 13 809 | 13 939 |
| Contributions des Associés | 2 120 | 2 111 |
| Contributions des établissements universitaires | 389 | 398 |
| Contributions aux conférences | – | – |
| **Contributions mises en recouvrement** | **125 611** | **125 741** |

Par la Résolution 1396 qu'il a adoptée à sa session de 2019, le Conseil a approuvé le budget de l'Union pour la période 2020-2021.

Le Conseil a fixé le montant de l'unité contributive des États Membres à 318 000 CHF pour 2020 et 2021, sur la base de 343 11/16 unités. Dans la même Résolution, il a fixé à 63 600 CHF le montant de l'unité contributive des Membres des Secteurs pour 2020 et 2021, soit 1/5 de l'unité contributive des États Membres. La contribution financière des Associés a été fixée comme suit: 10 600 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-R et de l'UIT-T, 3 975 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D, et 1 987,50 CHF pour les Associés participant aux travaux de l'UIT-D dans le cas des Associés de pays en développement. La contribution financière des établissements universitaires, des universités et de leurs instituts de recherche associés a été fixée comme suit: 3 975 CHF pour les pays développés et 1 987,50 CHF pour les pays en développement participant aux travaux des trois Secteurs.

Les produits de 2021 provenant des États Membres sont conformes au plan financier présenté à la PP-18. Les contributions mises en recouvrement auprès des États Membres sont établies sur la base de 343 11/16 unités.

# Note 22 Produits

Contributions volontaires

Les contributions volontaires sont les sources de financement provenant de tiers pour appuyer l'Union dans la mise en œuvre de projets de développement en faveur des pays désignés par l'ONU comme pays les moins avancés. Le montant total des contributions volontaires s'élevait à 13,5 millions CHF en 2021 (contre 8,3 millions CHF en 2020).

Autres produits d'exploitation

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Produits extrabudgétaires | 294 | 74 |
| Vente des publications | 19 411 | 17 116 |
| Notification de réseaux à satellite | 11 240 | 13 631 |
| UIFN/UIPRN–UISC | 313 | 254 |
| GMPCS–MoU | – | 19 |
| Recouvrement – Publications | 7 | 15 |
| Autres produits | 1 509 | 9 104 |
| **Autres produits d'exploitation** | **32 774** | **40 213** |

Dans la plupart des cas, les autres produits d'exploitation concernent des activités soumises au recouvrement des coûts. Les produits et les services pour lesquels l'UIT applique le principe du recouvrement des coûts sont principalement l'enregistrement des numéros universels de libre appel international (UIFN), le mémorandum d'accord sur les communications personnelles mondiales par satellite (GMPCS-MoU), la vente de publications. Les produits liés à l'appui aux projets sont comptabilisés avec les ajustements de consolidation afin de donner un aperçu global des résultats financiers de l'Union.

En 2021, la diminution globale des produits d'exploitation peut s'expliquer par la baisse des autres produits, qui étaient exceptionnellement élevés en 2020 en raison du paiement des accords de parrainage pour le nouveau bâtiment.

Produits financiers

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Intérêts sur les placements | 241 | 400 |
| Gains de change réalisés | 126 | 16 |
| Gains de change non réalisés | 2 425 | –5 116 |
| **Produits financiers** | **2 792** | **–4 700** |

La situation sur les marchés financiers concernant le franc suisse et l'euro s'est maintenue, mais la situation concernant le dollar des États-Unis est devenue plus difficile, en raison d'un taux d'intérêt plus bas qui explique le faible niveau des intérêts en 2021. Les gains de change non réalisés ne sont pas considérés comme un produit dans le budget mais doivent être comptabilisés dans la réévaluation du bilan en fin d'exercice. La variation d'une année sur l'autre s'explique par la variation du taux de change.

Note 23 Charges

Charges de personnel

Les charges de personnel couvrent toutes les rémunérations versées aux titulaires de postes permanents et à tout le personnel de conférences ou bénéficiant de contrats de courte durée, telles que traitements de base, indemnités de poste, primes pour connaissances linguistiques, indemnités de non-résident, allocations familiales et heures supplémentaires ainsi que les autres charges de personnel.

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Traitements et indemnités | 98 136 | 95 278 |
| Autres charges de personnel | 52 281 | 58 547 |
| Installations et rapatriement | 2 005 | 567 |
| Indemnité pour frais d'étude | 3 576 | 3 300 |
| Congés dans les foyers | 805 | 984 |
| Congés accumulés | 1 007 | 2 997 |
| Assurance maladie et assurance accident | 9 670 | 9 453 |
| Contribution à la CCPPNU | 17 631 | 17 186 |
| Autres charges | 322 | 1 291 |
| Ajustement de l'ASHI | 17 265 | 22 789 |
| **Charges du personnel** | **150 417** | **153 825** |

En 2021, de nouveaux fonctionnaires ont été recrutés, ce qui a également eu des incidences sur la prime d'installation. Compte non tenu de la diminution de l'ajustement de l'ASHI due, comme indiqué dans la Note 17, à la hausse du taux d'actualisation, on peut constater une augmentation générale des dépenses de personnel de 1,6%.

Frais de mission

En raison de la pandémie ainsi que des interdictions et des restrictions concernant les voyages, les missions et les déplacements n'ont pas été possibles en 2021, ce qui explique que les frais de mission sont restés à un niveau très bas, s'établissant à 443 000 CHF en 2021 contre 1 million CHF en 2019.

Services contractuels

Entrent dans cette catégorie tous les émoluments, honoraires et frais payés à des sociétés fournissant des consultants dans le cadre d'accords et de dispositions contractuels. Entrent également dans cette catégorie les contrats d'engagement spéciaux, les dépenses afférentes aux cours de langues dans le cadre de la formation professionnelle, tout comme les coûts des services sous-traités. Les services contractuels ont représenté 21 millions CHF en 2021 (contre 14,5 millions CHF en 2020). Cette augmentation est due aux activités financées par des fonds d'affectation spéciale, au titre desquels plusieurs activités ont été menées en 2021. Le montant des services contractuels financés par des fonds d'affectation spéciale s'est établi à 6,6 millions CHF en 2021 (contre 1,5 million CHF en 2020).

Location et entretien des locaux et équipements

Relèvent de cette catégorie la location de salles de conférence et de salles de réunion, de lieux de stockage et de places de parking, d'équipements informatiques et d'autres machines de bureau. Sont également compris l'entretien des bâtiments, des espaces verts, des véhicules, des équipements techniques et informatiques et les assurances contre les incendies, les inondations et les dommages divers. Le montant de ces dépenses pour 2021 s'est élevé à 1,8 million CHF (contre 3 millions CHF en 2020).

Comme de plus en plus d'activités sont basées sur l'informatique en nuage – service qui est moins coûteux –, l'UIT a été en mesure de raccourcir le contrat de location des services/serveurs informatiques, ce qui a entraîné une diminution du coût de la location de ces services.

Matériels et fournitures, frais d'expédition et de télécommunications et services

Les matériels et fournitures comprennent les fournitures de bureau, les fournitures pour imprimantes, les formulaires, cartes, revues, livres et reliures, les fournitures informatiques et les logiciels informatiques qui ne sont pas activables. Les dépenses de matériels et fournitures s'élevaient à 2,2 millions CHF en 2021 (contre 2,9 millions CHF en 2020). Les dépenses afférentes aux frais d'expédition et de télécommunications et aux services se sont chiffrées à 1,5 million CHF en 2021 (comme en 2020).

Autres charges

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Frais de vérification extérieure | 52 | 13 |
| Participation aux frais de l'Organisation des Nations Unies | 489 | 469 |
| Coûts juridiques | 611 | 536 |
| Ajustement provisions et autres charges | 1 784 | 7 289 |
| **Autres charges** | **2 937** | **8 306** |

Ces charges ont trait à la vérification extérieure annuelle statutaire des livres et comptes de l'UIT effectuée par la Cour des Comptes de la République italienne, ainsi qu'à la participation de l'Union aux comités et services interorganisations des Nations Unies, tels que le Corps commun d'inspection, le Comité de haut niveau des Nations Unies sur la gestion et le Bureau interorganisations pour les systèmes informatiques.

Les coûts juridiques comprennent les coûts estimés de la résolution des litiges en cours ainsi que le coût moyen des frais administratifs encourus pour chaque affaire portée devant le tribunal.

"L'ajustement provisions et autres charges" s'explique principalement par la dissolution de la provision pour créances douteuses en raison du paiement de créances en retard.

En 2021, les autres charges sont revenues à leur niveau habituel. Le niveau exceptionnellement élevé observé en 2020 était principalement dû au financement de projets relevant des initiatives régionales.

Charges financières

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| En milliers CHF | 2021 | 2020 |
| Frais bancaires | 550 | 143 |
| Pertes de change réalisées | 133 | 210 |
| Pertes de change non réalisées | –1 245 | 14 716 |
| **Charges financières** | **–561** | **15 069** |

Les pertes de change réalisées et non réalisées proviennent pour l'essentiel de la réévaluation des postes ouverts en devises au moment de la clôture annuelle. Cette réévaluation est annulée à compter du 1er janvier de l'année suivante.

Note 24 Informations sectorielles – État de la performance financière 2021

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom– munications | Secteur de la normalisation des télécom– munications | Secteur du dével. des télécom– munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | Fonds d'affectation spéciale | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement | – | 6 556 | 7 986 | 1 387 | 109 682 | **125 611** | – |  | – | – | – | – | – | – | – | **125 611** |
| Contributions volontaires | – | – | – | – | 5 | **5** | – |  | – | 2 894 | 10 682 | – | – | – | – | **13 581** |
| Publications | 4 | 19 329 | 4 | 72 | 2 | **19 411** | – |  |  | – | – | – | – | – | – | **19 411** |
| Recouvrement des coûts | 36 | 11 282 | 430 | 537 | – | **12 285** | – |  | – | – | – | – | – | – | –724 | **11 560** |
| Autres produits | 0 | 241 | 0 | 2 | 243 | **487** | – | 2 310 | – | – | 53 | – | – | 241 | –490 | **2 601** |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 1 | 981 | **982** | – | 189 | 217 | 115 | 1 122 | 39 | 131 | 0 |  | **2 793** |
| **Total des produits** | **40** | **37 409** | **8 420** | **1 998** | **110 913** | **158 780** | **–** | **2 499** | **217** | **3 009** | **11 856** | **39** | **131** | **241** | **–1 214** | **175 556** |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges de personnel | 59 398 | 26 521 | 11 485 | 23 518 | 23 005 | **143 927** | – |  | 17 | 1 911 | 3 028 | – | – | 1 534 | – | **150 417** |
| 30 | 46 077 | 20 460 | 8 852 | 17 559 | 360 | **93 308** | – |  | – | 1 499 | 2 124 | – | – | 1 205 | – | **98 136** |
| 31 | 13 321 | 6 061 | 2 633 | 5 959 | 22 645 | **50 619** | – |  | 17 | 412 | 904 | – | – | 328 | – | **52 281** |
| Frais de missions | 31 | 104 | 19 | 116 | 15 | **285** | – |  |  | 7 | 144 | – | – | 7 | – | **443** |
| Services contractuels | 6 854 | 603 | 892 | 3 334 | 1 731 | **13 414** | 1 |  | – | 920 | 6 626 | – | – | 77 | – | **21 038** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 1 734 | – | – | 32 | 80 | **1 845** | – |  | – | –2 | 4 | – | – | – | – | **1 847** |
| Matériels et fournitures | 939 | 383 | 122 | 115 | 537 | **2 095** | – | – | – | 32 | 169 | – | – | 1 | – | **2 297** |
| Amortissements | – | – | – |  | 9 555 | **9 555** | – |  | – | 138 | – | – | – | – | – | **9 693** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | 825 | 1 | 0 | 23 | 656 | **1 505** | – |  | – | – | 1 | – | – | – | – | **1 505** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | – | – | – | 41 | 500 | **541** | – |  | – | – | 0 | – | – | – | – | **541** |
| Autres charges | 60 | – | 6 | 26 | 2 949 | **3 040** | – |  |  | 18 | 724 | – | – | 626 | –1 214 | **3 194** |
| Charges financières | 57 | 0 | – | 6 | –2 584 | **–2 521** | 1 | 177 | 76 | –30 | 1 726 | 64 | –52 | –1 |  | **–561** |
| **Total des charges** | **69 898** | **27 611** | **12 524** | **27 209** | **36 444** | **173 686** | **2** | **177** | **92** | **2 993** | **12 422** | **64** | **–52** | **2 244** | **–1 214** | **190 413** |
| **Excédent/(déficit)  de l'exercice** | **–69 858** | **9 798** | **–4 103** | **–25 210** | **74 469** | **–14 905** | **–2** | **2 322** | **124** | **16** | **–566** | **–25** | **183** | **–2 003** | **–0** | **–14 858** |

Informations sectorielles – État de la performance financière 2020

|  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| En milliers CHF | Secrétariat  général | Secteur des radiocom– munications | Secteur de la normalisation des télécom– munications | Secteur du dével. des télécom– munications | Non attribuable à un segment | Total Fonds 1000+ 1010 | Fonds pour le nouveau bâtiment | Fonds de réserve pour le nouveau bâtiment | Caisse assurance | Contributions volontaires | Fonds d'affectation spéciale | FDTIC | PNUD | TELECOM | Ajustements de consolidation | Total |
| **PRODUITS** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Contributions mise en recouvrement | – | 6 544 | 8 099 | 1 407 | 109 691 | **25 741** | – |  | – |  |  |  |  |  |  | **125 741** |
| Contributions volontaires | – | – | – | – | – | **–** | – |  | – | 3 002 | 5 236 | –5 | 66 | – | – | **8 300** |
| Publications | 5 | 16 995 | 17 | 72 | 27 | **17 116** | – |  |  | – | – | – | – | – | – | **17 116** |
| Recouvrement des coûts | 19 | 13 631 | 264 | 236 | 1 383 | **15 534** | – |  | – | – | – | – | – | – |  | **15 534** |
| Autres produits | 9 | 218 | 0 | 3 | –1 126 | **–896** | – | 10 000 | – | – | 21 | – | – | 54 | –1 614 | **7 564** |
| Produits financiers | 0 | 0 | 0 | 2 | –4 790 | **–4 789** | – | 11 | 29 | 62 | 486 | 156 | 176 | –12 |  | **–3 880** |
| **Total des produits** | **33** | **37 389** | **8 380** | **1 720** | **105 184** | **152 705** | **–** | **10 011** | **29** | **3 064** | **5 743** | **151** | **243** | **42** | **–1 614** | **170 373** |
| **CHARGES** |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |  |
| Charges de personnel | 60 672 | 25 419 | 11 926 | 22 426 | 28 123 | **148 567** | – |  | 17 | 1 165 | 1 913 | – | – | 2 163 | – | **153 825** |
| 30 | 46 266 | 19 442 | 8 898 | 16 590 | 101 | **91 296** | – |  | – | 922 | 1 404 | – | – | 1 657 | – | **95 278** |
| 31 | 14 406 | 5 977 | 3 029 | 5 836 | 28 023 | **57 272** | – |  | 17 | 243 | 509 | – | – | 507 | – | **58 547** |
| Frais de missions | 105 | 142 | 147 | 313 | – | **707** | – |  |  | 17 | 250 | – | – | 28 | – | **1 003** |
| Services contractuels | 5 565 | 470 | 746 | 3 701 | 945 | **11 426** | – |  | – | 1 399 | 1 567 | – | – | 120 | – | **14 512** |
| Location et entretien des locaux et équipements | 2 750 | 2 | 3 | 24 | 226 | **3 004** | – |  | – | – | – | – | – | – | – | **3 004** |
| Matériels et fournitures | 1 192 | 354 | 121 | 207 | 696 | **2 569** | – | 1 | – | 15 | 309 | – | – | 2 | – | **2 896** |
| Amortissements | – | – | – |  | 16 437 | **16 437** | – |  | – | 161 | – | – | – | – | – | **16 598** |
| Frais d'expédition, de télécommunications et de services | 899 | –0 | –1 | 44 | 655 | **1 597** | – |  | – | 0 | 1 | – | – | – | – | **1 599** |
| Vérification des comptes et contributions interorganisations | 6 | – | – | 35 | 441 | **481** | – |  | – | – | 0 | – | – | – | – | **482** |
| Autres charges | 24 | 925 | 6 | 3 041 | 5 528 | **9 524** | – |  |  | 32 | 237 | – | – | –354 | –1 614 | **7 824** |
| Charges financières | 62 | 0 | 1 | 9 | 11 687 | **11 759** | 0 | 345 | 414 | 483 | 2 485 | 151 | 243 | 9 |  | **15 889** |
| **Total des charges** | **71 275** | **27 312** | **12 949** | **29 799** | **64 737** | **206 072** | **0** | **346** | **431** | **3 272** | **6 762** | **151** | **243** | **1 970** | **–1 614** | **217 632** |
| **Excédent/(déficit)  de l'exercice** | **–71 243** | **10 077** | **–4 569** | **–28 080** | **40 446** | **–53 368** | **–0** | **9 665** | **–401** | **–208** | **–1 019** | **–** | **–** | **–1 928** | **–** | **–47 259** |

Note 25 Présence régionale



La mise en œuvre des initiatives régionales et l'exécution des programmes, des projets et des activités s'effectuent sur le terrain sous la direction des bureaux régionaux et des bureaux de zone. Les principaux résultats obtenus ont été communiqués périodiquement au GCDT et figurent dans les Documents [C22/25](https://www.itu.int/md/S22-CL-C-0025/en) et [C22/INF/5](https://www.itu.int/md/S22-CL-INF-0005/en) du Conseil.

Note 26 Rapprochement entre les montants budgétés et les montants effectifs

Les états financiers incluent:

• Le budget ordinaire de l'UIT.

• Les manifestations ITU Telecom.

• Les contributions volontaires.

• Les caisses d'assurance.

• Les projets PNUD, FAS et FDTIC.

Le budget et les États financiers de l'Union sont établis sur des bases différentes. Le budget 2020‑2021 est établi sur une base mixte avec quelques éléments spécifiques qui ne sont pas traités selon une comptabilité d'engagement. De plus, le budget de l'Union traite uniquement de l'activité de l'Union excluant les activités financées par les contributions volontaires, les projets et les fonds.

Les États financiers de l'Union sont établis selon la méthode de la comptabilité d'exercice en utilisant une classification fondée sur la nature des charges figurant dans l'état de la performance financière (voir Tableau II).

Les différences de périmètres sont dues aux fonds extrabudgétaires, lesquels ne sont pas inscrits au budget ordinaire. Pour rapprocher le résultat définitif selon le contrôle budgétaire du résultat net de l'exercice après ajustements IPSAS, il est nécessaire de tenir compte des différences entre la présentation budgétaire et la comptabilité d'exercice (voir Tableau V). Dans le budget, les dépenses en équipements non fongibles sont comptabilisées comme charges d'investissement. En comptabilité d'exercice, les équipements non fongibles (poste de plus de 5 000 CHF) sont inscrits sur les comptes d'immobilisation et amortis sur leur durée probable d'utilisation à l'exception des actifs immobilisés acquis avec des fonds extrabudgétaires et transférés au bénéficiaire du projet. La charge d'amortissement liée aux immobilisations est comptabilisée dans l'état de la performance financière et non prise en compte dans le budget.

Dans le budget, les charges correspondant aux avantages du personnel sont prises en compte au fur et à mesure de leur versement, tandis qu'en comptabilité d'exercice, une partie des charges est estimée par un actuaire selon une méthodologie définie dans les normes comptables. Les engagements au titre de l'assurance maladie après la cessation de service sont comptabilisés dans l'état de la situation financière, comme indiqué dans la Note 17. Les différences de change réalisées et non réalisées ne sont pas prises en compte dans le budget mais reflétées dans l'état de la performance financière. Il en est de même pour la provision pour les créances douteuses et la reconnaissance des stocks. Le remboursement du prêt FIPOI n'a pas été considéré comme une charge dans l'état de la performance financière même s'il avait été budgété.

Enfin, les intérêts liés aux prêts sans intérêts accordés par la FIPOI ont été calculés aux conditions normales du marché et n'ont pas été versés mais ont été reconnus en contribution et charge en nature dans l'état de la performance financière.

Pour l'exercice financier 2021, les produits et les charges ont été budgétés à un montant de 164,53 millions CHF.

|  | **2021** | | | |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **Opérationnel** | **Placement** | **Financement** | **Total** |
|  | En milliers CHF | | | |
| **Résultats sur une base comparable** | 3 666 |  |  | **3 666** |
| Variation et utilisation de la provision pour créances douteuses | 539 |  |  | 539 |
| Comptabilisation des stocks | **–168** |  |  | –168 |
| Capitalisation des stocks |  | 1 772 |  | 1 772 |
| Amortissements | –9 555 |  |  | –9 555 |
| Gains et pertes de change | 3 720 |  |  | 3 720 |
| ASHI | **–17 265** |  |  | –17 265 |
| Remboursement prêt FIPOI non considéré comme charge |  |  | 1 391 | 1 391 |
| Produits en nature | 798 |  |  | 798 |
| Charges en nature | –798 |  |  | –798 |
| Vente d'actifs | 14 |  |  | 14 |
| Divers | 0 |  |  | – |
| **Total des différences IPSAS** | **–22 715** | **1 772** | **1 391** | **–19 552** |
| Gain Fonds 1000/1010 | –19 049 | 1 772 | 1 391 | –15 886 |
| Augmentation des réserves du Fonds 1010 | 982 |  |  | 982 |
| **Total excédent** | **–18 067** | **1 772** | **1 391** | **–14 904** |
| **Différences de périmètre** | **47** |  |  | **47** |
| **Excédent tel que montré dans l'état de la performance financière** | **–18 021** | **1 772** | **1 391** | **–14 858** |

Note 27 Informations relatives aux parties liées

L'entité suivante est à considérer comme partie liée:

– La Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies (CCPPNU).

Le Conseil de l'UIT se compose de 48 États Membres, sans désignation de personnes spécifiques.

L'Union est gérée par le Secrétaire général, qui en assure la direction, aidé en cela par le Vice-Secrétaire général et par trois Directeurs des Secteurs suivants (cadres de haut niveau siégeant au Comité de coordination): le Secteur des radiocommunications (UIT-R), le Secteur de la normalisation des télécommunications (UIT-T) et le Secteur du développement des télécommunications (UIT-D). Les cinq fonctionnaires élus sont assistés par quatre hauts responsables de grade D.2 et 21 autres responsables de grade D.1 (chefs de département ou d'unité).

La rémunération globale payée au personnel clé de direction comprend le traitement net, l'indemnité de poste, des indemnités comme l'indemnité pour frais de représentation, l'indemnité d'affectation, l'indemnité de rapatriement, les congés accumulés, l'allocation logement, et l'expédition des effets personnels.

Le personnel clé de direction a également droit aux mêmes prestations que le personnel de la catégorie professionnelle, à savoir:

– Les congés dans les foyers.

– L'indemnité pour frais d'études.

– Des prestations après la cessation de service.

Ces prestations ne peuvent pas être quantifiées séparément de façon fiable.

Les membres du personnel clé de direction sont participants ordinaires à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies.

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
|  | 31.12.2021 | | 31.12.2020 | |
| En milliers CHF | Nombre de personnes | Rémunérations globales | Nombre de personnes | Rémunérations globales |
| 5 fonctionnaires élus | 5 | 2 222 | 5 | 2 135 |
| **Principaux dirigeants** | **5** | **2 222** | **5** | **2 135** |
| Directeurs D.2 | 4 | 908 | 4 | 1 147 |
| Directeurs D.1 | 21 | 4 652 | 20 | 4 723 |
| **Total des chefs de départements** | **25** | **5 560** | **24** | **5 870** |
| **Total des principaux dirigeants – UIT** | **30** | **7 782** | **29** | **8 005** |

Note 28 Engagements

En rejoignant l'UNSMIS à compter du 1er janvier 2021, l'UIT a signé un contrat définissant le paiement des contributions extraordinaires. Ces contributions restantes représentent un montant total de 17,84 millions USD à payer jusqu'en 2032.

Note 29 Événements postérieurs à la date du bilan

Bien que les états financiers de 2021 ne soient pas concernés, il convient de garder à l'esprit la crise entre la Russie et l'Ukraine qui a débuté en mars 2022.

Compte tenu des sanctions internationales, des difficultés peuvent se poser tant pour le paiement que pour la réception des fonds. Les effets liés à cette situation, en particulier sur le plan financier, seront suivis de près par la direction.

# 

# I BUDGET ORDINAIRE (ANNEXE B1)

Budget ordinaire

44 Pour l'exercice 2021, les produits ainsi que les charges budgétés ont représenté 164,53 millions CHF. En raison du report de la CMDT et de l'AMNT, pour qu'elles se tiennent en 2022, un montant de 1,64 million CHF a été comptabilisé au titre des activités reportées et un montant de 0,59 million CHF a été déduit des activités reportées comptabilisées après l'exécution du budget de 2020. En conséquence, le budget définitif s'est établi à 162,95 millions CHF.

Produits

45 Un budget de 2,25 millions CHF a été attribué pour les projets Bâtiment (0,75 million CHF) et TIC (1,5 million CHF) pour l'année 2021. Les charges connexes pour 2021 sont incluses dans les charges totales du Secrétariat général.

Contributions mises en recouvrement

46 Les recettes provenant des contributions mises en recouvrement inscrites au budget se sont élevées à 125,61 millions CHF par an pour l'exercice biennal 2020-2021.

47 Malgré les difficultés liées au COVID-19, le ralentissement de l'activité économique mondiale et les regroupements qui en ont découlé dans le secteur privé, le nombre de membres de l'UIT a augmenté en 2021. L'UIT compte aujourd'hui 945 entités au total, dont 85 nouveaux membres. Toutefois, les produits provenant de cette source sont restés stables, la plupart des nouveaux membres faisant partie de la catégorie des Associés, qui versent une contribution réduite.

48 La tendance à la hausse du nombre de membres a eu un effet positif net dans les trois Secteurs: 9 nouveaux membres à l'UIT-R, 19 à l'UIT-T et 2 à l'UIT-D. C'est dans le Secteur de l'UIT-T que l'augmentation du nombre de membres issus du secteur privé a été la plus forte, principalement dans la catégorie des Associés.

49 La fidélisation des établissements universitaires s'est avérée plus difficile, un nombre grandissant d'universités ayant des difficultés à acquitter leurs frais d'adhésion. Alors que l'UIT compte dix-sept nouveaux établissements universitaires parmi ses membres, un nombre équivalent a quitté l'organisation en 2021, de sorte que le nombre total est resté inchangé par rapport à celui de l'année précédente.

50 Enfin, les nouvelles contributions financières réduites pour les petites et moyennes entreprises (PME) mises en place en 2020, conformément à la Résolution 209 (Rév. Dubaï, 2018) de la PP, ont continué de contribuer à l'augmentation du nombre de membres. À la suite d'efforts de marketing numérique et d'activités de sensibilisation, l'UIT a accueilli 29 PME, dont 23 à l'UIT-T et 6 à l'UIT-R, portant à 51 le nombre total de PME relevant de la catégorie des Associés qui acquittent des contributions réduites.

51 Pour résumer, en dépit d'un contexte économique difficile, l'organisation des activités des commissions d'études de l'UIT et d'autres activités sous forme virtuelle , le renforcement des activités de sensibilisation et la mise en place récente de contributions réduites pour les PME participant aux travaux de l'UIT en tant qu'Associés ont contribué à attirer de nouveaux acteurs à l'UIT, ce qui permet aux membres de l'Union d'évoluer vers plus d'inclusivité et de refléter l'écosystème des TIC en évolution.

Recettes au titre de l'appui aux projets

52 Les recettes au titre de l'appui aux projets étaient budgétées à un montant de 1,37 million CHF pour 2021. Les recettes effectives se sont élevées à 0,72 million CHF, contre 0,2 million CHF en 2020. Les recettes sont comptabilisées uniquement si les projets sont mis en œuvre.

Ventes de publications

53 Les produits tirés de la vente de publications en 2021 se sont élevés à 19,4 millions CHF, ce qui correspond au montant budgété à 19 millions CHF pour l'année.

54 Les ventes ont augmenté principalement en raison de la parution en 2021 de deux nouvelles publications de l'UIT relatives au service maritime (Liste V – Nomenclature des stations de navire, publiée chaque année et parue en avril, et Liste IV – Nomenclature des stations côtières, publiée tous les deux ans et parue en décembre), ainsi que de la poursuite soutenue des ventes de l'édition de 2020 du Manuel à l'usage des services mobiles maritime et mobile maritime par satellite (Manuel sur le service maritime). Les activités de développement des ventes ont consisté à continuer d'élargir les canaux de diffusion à l'échelle mondiale pour les publications du service maritime du Bureau des radiocommunications (BR), ainsi qu'à continuer de faire connaître les mesures de lutte contre la contrefaçon.

55 Bien que la grande majorité des autres contenus et titres de l'UIT soient désormais disponibles gratuitement en ligne, des produits additionnels ont été perçus sous la forme de redevances annuelles versées par les clients traditionnels utilisant les statistiques sur les télécommunications produites par l'UIT, comme The Economist Intelligence Unit, Ernst & Young et le Financial Times, chacun ayant renouvelé l'accord de licence personnalisé en matière de données qu'il avait signé pour la base de données de l'UIT-D sur les indicateurs des télécommunications/TIC dans le monde.

Produits et services au titre du recouvrement des coûts

56 Les produits et services au titre du recouvrement des coûts ont été estimés à 17,5 millions CHF dans le budget ordinaire pour 2021. Les revenus effectifs se sont élevés à 11,56 millions CHF (13,92 millions CHF en 2020). En raison du report de la manifestation ITU TELECOM World 2020, le Secrétaire général a décidé de ne pas procéder au recouvrement des coûts d'un montant de 0,5 million CHF. Cette baisse est aussi due au nombre de fiches de notification de réseaux à satellite. Malgré de nombreuses demandes de notification facturées en 2021, il n'a pas été possible de publier toutes les fiches de notification de réseaux à satellite, ce qui a entraîné une augmentation des produits différés.

Intérêts créditeurs

57 Le montant des intérêts créditeurs a été budgété à 0,3 million CHF. Le montant effectif s'est élevé à 166 000 CHF (125 000 CHF en 2020). En 2021, la situation concernant le franc suisse est devenue plus difficile. L'UIT a fait l'objet d'intérêts négatifs qui n'ont pu être compensés par des dépôts en dollar des États-Unis, étant donné le niveau particulièrement bas des intérêts sur les dépôts de ce type en 2021.

Charges

58 Des informations relatives aux charges sont fournies dans la Note 23.

59 Les charges totales de l'UIT-T se sont chiffrées à 12,45 millions CHF en 2021, soit 92,1% du budget de 13,35 millions CHF. En raison des restrictions liées au COVID, toutes les réunions de 2021 de l'UIT-T se sont tenues de manière virtuelle, et les principales économies réalisées ont concerné les missions, les bourses et les charges d'interprétation.

60 En 2021, le BR a géré ses activités de manière efficace et efficiente. Les charges sont restées dans les limites du budget approuvé, et le montant total des charges s'est chiffré à 27,5 millions CHF (93% du budget approuvé de 29,7 millions CHF).

61 Les dépenses totales du BDT se sont élevées à 27,11 millions CHF en 2021, soit 97,50% du budget approuvé de 27,81 millions CHF.

Charges non prévues au budget

62 Un montant de 17,26 millions CHF a été comptabilisé en charges pour ajuster la provision pour les prestations maladie après cessation de service dues aux fonctionnaires (ASHI). Cette charge est considérée comme statistique et ne fait pas partie des résultats budgétaires.

63 Une contribution en nature a été comptabilisée à la fois en charges et en produits. Cette reconnaissance de la contribution en nature fait suite à la décision du Parlement suisse, qui a pris effet le 1er janvier 1996, de renoncer à prélever des intérêts sur les prêts accordés par la Fondation des immeubles pour les organisations internationales (FIPOI). Au 31 décembre 2021, cette contribution représente pour l'Union une économie d'environ 798 000 CHF sur la base du taux d'intérêts à long terme de 3,25%.

64 Un montant de 9,7 millions CHF a été comptabilisé en charges. Il s'agit des dépréciations constatées au cours de l'exercice 2021.

# II NOUVEAUX LOCAUX DU SIÈGE (ANNEXE B2)

65 En 2021, la conception et le coût du projet ont continué d'être peaufinés et la demande de permis de construire a été reçue le 15 décembre 2021 pour la construction du nouveau bâtiment.

66 La seconde tranche du prêt, d'un montant de 138 millions CHF, a été octroyée en février 2021.

67 Un prêt de 7,66 millions CHF a été reçu et, en 2021, les dépenses liées au projet de nouveau bâtiment se sont chiffrées à 5,1 millions CHF.

68 Lors de l'exécution du budget pour l'exercice 2021, il n'a pas été possible de réapprovisionner le fonds pour le registre des risques, qui s'élevait à 3,4 millions CHF au 31 décembre 2021. Toutefois, conformément à la Décision 619 du Conseil, un montant de 785 000 CHF a été affecté au titre des coûts indirects pour 2022.

69 On trouvera de plus amples informations dans le Document [C22/7](https://www.itu.int/md/S22-CL-C-0007/en).

# 

# III CAISSE D'ASSURANCE (ANNEXE B3)

70 La Caisse d'assurance du personnel de l'UIT couvre l'ensemble des fonds garantissant les pensions du personnel qui était en fonction avant le 1er janvier 1960, date à laquelle l'UIT a été affiliée à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. À l'origine, elle se composait de plusieurs fonds et comptes individuels. Fin 2021, le Fonds de réserve et des compléments a servi 15 pensions de retraites et 16 pensions de survivants, et le Fonds d'intervention a permis d'assister les fonctionnaires et les pensionnés se trouvant dans une situation financière difficile. Le dernier calcul des engagements à provisionner pour les assurés de la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT a été effectué le 31 décembre 2011.

71 Conformément à la Résolution 7 (Genève, 1959) de la Conférence de plénipotentiaires), le personnel de l'UIT est affilié à partir du 1er janvier 1960, à la Caisse commune des pensions du personnel des Nations Unies. Aux termes de l'Article 86 de ses Statuts, la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT est administrée par l'Union. La fortune de la Caisse d'assurance est à placer en valeurs pupillaires. Les comptes de cette Caisse sont vérifiés par le Vérificateur extérieur dans le cadre des contrôles périodiques des comptes de l'Union.

72 Un compte courant est ouvert pour chacun des deux fonds restants auprès du Crédit Mutuel en France.

73 En 2021, le Fonds de réserve et des compléments présente un excédent de 124 000 CHF dû aux intérêts sur les dépôts à court terme effectués en dollars EU.

# IV PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT

74 Selon la catégorie de projets PNUD, l'UIT peut être l'agent d'exécution exclusif ou exécuter le projet conjointement avec le PNUD.

75 D'une manière générale, il existe deux catégories de projets PNUD: les projets exécutés par l'UIT et les projets exécutés par les gouvernements.

76 Pour les projets exécutés partiellement ou en totalité par l'UIT, le PNUD fixe un budget à l'intention de l'UIT. À la fin de chaque année, le PNUD rembourse à l'UIT la totalité des dépenses encourues dans le cadre de ce budget, sur la base du "Project Delivery Report" (PDR). Au titre de son appui aux projets, l'UIT perçoit une allocation calculée au prorata des dépenses enregistrées dans les PDR.

77 En 2021, le compte du Fonds opérationnel (Operating Fund) avec le PNUD a présenté un solde de 0,9 million CHF en faveur de l'UIT (1 million CHF en faveur de l'UIT en 2020).

# V FONDS D'AFFECTATION SPÉCIALE (ANNEXE B4)

78 Le Fonds spécial de coopération technique (FSCT) a été créé en vue de répondre aux besoins des pays en développement qui sollicitent de l'Union une assistance d'urgence. Ce Fonds est alimenté par des contributions volontaires soit sous forme de dons en espèces dans n'importe quelle devise, ou sous toute autre forme.

79 Les crédits non utilisés pour tous les types de projets financés par des tiers ainsi que des fonds de l'UIT ont représenté 45,62 millions CHF en 2021 (37,6 millions CHF en 2020). Le solde du Fonds de tiers en cours d'affectation, qui s'élevait à 3,6 millions CHF fin 2021 (3 millions CHF fin 2020), est composé des dernières sommes reçues pour les projets sur le point d'être lancés ainsi que des sommes restant après la clôture de projets. Celles-ci sont retournées aux bailleurs de fonds ou allouées à de nouveaux projets.

80 En 2021, les actifs liquides se sont élevés à 21,7 millions CHF (contre 15,5 millions CHF en 2020). Le montant des placements se chiffrait à 28,6 millions CHF fin 2021 (contre 20,8 millions CHF en 2020).

Dépenses relatives aux projets et dépenses d'appui 2021

81 En 2021, les dépenses pour l'ensemble des projets financés sur des fonds d'affectation spéciale se sont élevées à 12,4 millions CHF, contre 6,7 millions CHF en 2020. Les dépenses d'appui se sont chiffrées à 724 000 CHF en 2021 (236 000 CHF en 2020).

# VI CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES (ANNEXE B5)

82 En 2021, les actifs liquides s'élevaient à 8,8 millions CHF (5,6 millions CHF en 2020).

83 En 2021, les dépenses pour l'ensemble des contributions volontaires se sont chiffrées à 2,9 millions CHF, contre 3,2 millions CHF en 2020.

# VII FONDS POUR LE DÉVELOPPEMENT DES TIC (FDTIC) (ANNEXE B6)

84 Le solde du Fonds pour le développement des TIC s'établissait à 3,1 millions CHF au 31 décembre 2021 (3,8 millions CHF au 31 décembre 2020).

85 En 2021, un montant de 1,7 million CHF a été alloué au financement de projets TIC et les intérêts générés par les dépôts, qui se sont chiffrés à 16 000 CHF, ont été transférés vers le Fonds de roulement des TIC.

# VIII ITU TELECOM WORLD 2021 (ANNEXE B7)

86 La manifestation ITU Digital World 2021, qui s'est tenue sous forme virtuelle en raison de la pandémie de COVID-19, a permis de dégager des produits d'un montant total de 241 000 CHF dans le cadre de dix (10) parrainages, représentant 4% du total des produits prévus dans le budget.

87 Le total des charges effectives a représenté 36% du budget comprenant le total des charges directes (9% du budget), le total des charges de base (48% du budget) et les provisions pour factures non réglées au 31 décembre 2021. Seulement 186 541 CHF du total des coûts directs budgétés de 2 087 000 CHF ont été dépensés, la manifestation ayant eu lieu de manière virtuelle.

88 Le secrétariat d'ITU Telecom et le Département de la gestion des ressources financières ont poursuivi leurs efforts concertés, afin de suivre attentivement les charges et de les réduire. Les charges de base ou les coûts indirects comprennent le recouvrement des coûts à l'UIT et le coût du secrétariat d'ITU Telecom pendant la période où le personnel a assuré des services relatifs à la manifestation. Étant donné qu'il n'y a pas eu de manifestation physique en 2021, comme en 2020, le Secrétaire général a décidé de ne pas facturer le recouvrement des coûts, d'un montant

de 1,5 million CHF, à ITU Digital World 2021. Le coût réel afférent au secrétariat d'ITU Telecom ne représente que 75% du budget, dans la mesure où certains postes sont restés vacants tandis que d'autres fonctionnaires d'ITU Telecom ont été détachés ou transférés dans d'autres départements de l'UIT.

89 La manifestation s'étant tenue sous forme virtuelle, ce qui n'a pas permis à ITU Telecom de dégager des recettes importantes et a induit certaines charges directes et indirectes liées aux traitements du personnel d'ITU Telecom, le résultat net d'ITU Digital World 2021 au 31 décembre 2021 s'établit à –2 004 605,36 CHF.

# IX DÉCLARATION DE LA SITUATION FINANCIÈRE

90 En 2021 et au début de 2022, l'UIT a effectué une mission de quantification visant à mieux évaluer le montant de la fraude commise au sein du Bureau régional de l'UIT pour la région Asie‑Pacifique.

91 La perte potentielle liée à la fraude s'établit, selon une évaluation prudente, à 4,2 millions CHF (l'ampleur totale de la fraude étant estimée à 5,7 millions CHF), ce qui correspond au montant que l'UIT a pu estimer compte tenu du champ limité de l'enquête et de la quantification effectuées par l'Union. Ces montants ne pourront être déterminés selon une estimation plus fiable qu'au terme de toutes les poursuites judiciaires éventuelles.

92 En raison de la quantification susmentionnée, la provision inscrite depuis 2018 a été annulée. Cette information financière est fournie conformément à la norme IPSAS 19.

# X VÉRIFICATION EXTÉRIEURE DES COMPTES DE L'UNION

93 Conformément aux dispositions de l'Article 28 du Règlement financier, le Vérificateur extérieur des comptes de l'Union est l'Institution supérieure de contrôle des finances publiques de l'Italie. Elle a été désignée par le Conseil, à sa session de 2011, selon les modalités arrêtées à la Conférence de plénipotentiaires, pour un mandat de quatre ans. La vérification des comptes est effectuée selon les normes usuelles généralement acceptées en la matière et sous réserve de toutes directives spéciales du Conseil en conformité avec le mandat additionnel pour la vérification des comptes, joint en Annexe 1 du Règlement financier.

94 Conformément aux Normes comptables pour le système des Nations Unies, les informations soumises à vérification sont présentées dans des états ou des tableaux.

95 Les comptes audités sont soumis au Conseil pour approbation. Ils sont accompagnés des rapports du Vérificateur extérieur des comptes qui sera invité à présenter ses rapports à la séance du Conseil prévue à cet effet.

ANNEXE A

projet de rÉsolution

**Rapport de gestion financière pour l'exercice 2021**

Le Conseil de l'UIT,

*vu*

le [numéro 101](https://www.itu.int/en/council/Documents/basic-texts/Convention-F.pdf) de la Convention de l'Union internationale des télécommunications et [l'Article 30](https://www.itu.int/en/council/Documents/Financial-Regulations/S-GEN-REG_RGTFIN-2018-PDF-F.pdf)du Règlement financier de l'Union,

*ayant examiné*

le Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2021 portant sur les comptes vérifiés de l'exercice financier 2021 du budget de l'Union ainsi que la position des comptes ITU Digital World 2021, les comptes vérifiés 2021 pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT,

*et ayant noté*

que les rapports du Vérificateur extérieur des comptes de l'Union sont présentés dans le [Document C22/101](http://www.itu.int/md/S22-CL-C-0101/en),

*décide*

d'approuver le Rapport de gestion financière pour l'exercice financier 2021 ([Document C22/43](https://www.itu.int/md/S22-CL-C-0043/en)) portant sur les comptes vérifiés de l'Union, la position des comptes ITU Digital World 2021 ainsi que les comptes 2021 vérifiés pour les projets de coopération technique, les contributions volontaires et la Caisse d'assurance du personnel de l'UIT.

ANNEXE B1

Budget ordinaire

|  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Produits** | **Montants budgétés** | | | | **Montants effectifs** | **Différence entre budget final et montants effectifs** |
| **Budget initial** | **Activités reportées** | **Transferts budgétaires** | **Budget final** |
| **31.12.2021** | **31.12.2021** | **31.12.2021** | **31.12.2021** | **31.12.2021** | **31.12.2021** |
| *Contributions mises en recouvrement des États Membres* | *109 293* |  |  | *109 293* | *109 293* | *–0* |
| *Contributions mises en recouvrement des Membres de Secteur* | *13 964* |  |  | *13 964* | *13 809* | *–155* |
| *Contributions mises en recouvrement des Associés* | *1 919* |  |  | *1 919* | *2 120* | *201* |
| *Contributions mises en recouvrement des établissements universitaires* | *376* |  |  | *376* | *389* | *13* |
| *Contributions pour les conférences* |  |  |  |  | *–* | *–* |
| **Contributions mises en recouvrement** | **125 552** |  |  | **125 552** | **125 611** | **59** |
| *Dépenses d'appui* | *1 375* |  |  | *1 375* | *724* | *–651* |
| *Ventes des publications* | *19 000* |  |  | *19 000* | *19 411* | *411* |
| *Numéros UIFN* | *500* |  |  | *500* | *313* | *–187* |
| *TELECOM* | *1 500* |  |  | *1 500* | *–* | *–1 500* |
| *Recouvrement des coûts – fiches de notification des réseaux à satellite* | *15 500* |  |  | *15 500* | *11 240* | *–4260* |
| *Recouvrement des coûts – autres* |  |  |  | *–* | *7* | *7* |
| **Recouvrement des coûts** | **37 875** |  |  | **37 875** | **31 696** | **–6 179** |
| **Intérêts** | **300** |  |  | **300** | **166** | **–134** |
| **Autres produits** | **100** |  |  | **100** | **–2 704** | **–2 804** |
| **Activités reportées** |  | **–1 640** |  | **–1 867** | **–1 581** |  |
| **Prélèvement sur le Fonds de réserve** | **–** | **59** |  | **–** | **–** | **–59** |
| **Économies réalisées au cours des années précédentes** | **708** |  |  | **708** | **–** | **–708** |
| **Total produits** | **164 535** | **–1 581** | **–** | **162 954** | **153 187** | **–9 767** |
| *Secrétariat général* | *91 924* |  |  | *91 924* | *82 390* | *9 534* |
| *Secteur des radiocommunications* | *29 696* |  |  | *29 696* | *27 479* | *2 217* |
| *Secteur de la normalisation des télécommunications* | *13 354* |  |  | *13 354* | *12 447* | *907* |
| *Secteur du développement des télécommunications* | *29 561* | *59* |  | *29 620* | *27 206* | *2 414* |
| *Activités reportées* |  | *–1 640* |  | *–1 640* |  | *–1 640* |
| **Total charges** | **164 535** | **–1 581** | **–** | **162 954** | **149 521** | **13 433** |
| **Résultats** |  |  |  |  | **3 666** | **3 666** |

ANNEXE B2

Nouveaux locaux du siège

|  |  |  |
| --- | --- | --- |
| (en milliers CHF) | **31/12/2021** | **31/12/2020** |
| **PRODUITS** |  |  |
| Dons/sponsors | 2 310 | 10 000 |
| Produits financiers | 189 | 11 |
| **Total des produits** | **2 499** | **10 011** |
| **CHARGES** |  |  |
| Charges de personnel | – | – |
| Frais de missions | – | – |
| Services contractuels | 1 | – |
| Location et entretien des locaux et équipements | – | – |
| Matériels et fournitures | – | 1 |
| Frais d'expédition et de télécommunication et services | – | – |
| Autres charges | – | – |
| Charges financières | 178 | 345 |
| **Total des charges** | **179** | **346** |
| **Excédent/déficit de la période** | **2 320** | **9 665** |
| **ACTIF** |  |  |
| **Actifs courants** |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 19 831 | 15 005 |
| Placements | 625 | 4 530 |
| Créances sans contrepartie directe | 60 | 2 000 |
| Stocks | – | – |
| Autres créances | 1 998 | 2 022 |
| **Total Actifs courants** | **26 514** | **23 556** |
| **Actifs non courants** |  |  |
| Immobilisations corporelles | – | – |
| Immobilisations incorporelles | – | – |
| Biens en construction | 13 362 | 8 176 |
| **Total Actifs non courants** | **13 362** | **8 176** |
| **TOTAL DE L'ACTIF** | **39 876** | **31 732** |
| **PASSIF** |  |  |
| **Passifs courants** |  |  |
| Fournisseurs et autres créanciers | 199 | 66 |
| Produits différés | – | 2 000 |
| Autres dettes | 32 | 6 |
| **Total Passifs courants** | **231** | **2 071** |
| **Passifs non courants** |  |  |
| Emprunts | 16 954 | 9 291 |
| Avantages du personnel | – | 8 |
| **Total Passifs non courants** | **16 962** | **9 299** |
| **TOTAL DU PASSIF** | **17 193** | **11 370** |
| **Actif net** |  |  |
| Fonds propres affectés | 9 567 | 12 528 |
| Déficit cumulé IPSAS (statistique) | 13 116 | 7 835 |
| **TOTAL DE L'ACTIF NET** | **22 683** | **20 363** |

ANNEXE B3

**Caisse d'assurance du personnel – Voir la Note 2**

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| État de la performance financière pour l'exercice 2021 et comparatif avec l'exercice 2020 | | | | |
|  | **Fonds de réserve  et des compléments**  CHF | | **Fonds  d'intervention**  CHF | |
| 2021 | 2020 | 2021 | 2020 |
| CHARGES |  |  |  |  |
| Rentes | 16 864,80 | 16 864,80 | – | – |
| Dons |  |  |  |  |
| Charges financières | 2 234,68 | 143,17 | 1 616,88 | 329,86 |
| Autres charges financières | 71 671,61 | 413 434,15 | – | – |
| **TOTAL DES CHARGES** | **90 771,09** | **430 442,12** | **1 616,88** | 329,86 |
| PRODUITS |  |  |  |  |
| Intérêts sur placement | 30 327,85 | 24 992,39 | – | – |
| Autres produits financiers | 186 208,88 | 4 315,15 | – | – |
| **TOTAL DES PRODUITS** | **216 536,73** | **16 864,80** | – | – |
| **Excédent/déficit pour la période** | **125 765,64** | **–401 134,58** | **–1 616,88** | **–329,86** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| État de la situation financière au 31 décembre 2021 et comparatif avec les chiffres au 31 décembre 2020 | | | | | |
|  | **Fonds de réserve  et des compléments**  CHF | | | **Fonds  d'intervention**  CHF | |
| 2021 | 2020 | | 2021 | 2020 |
| ACTIF |  | |  |  |  |
| Trésorerie et équivalents de trésorerie | 381 418,73 | | 357 712,96 | 276 163,40 | 277 580,84 |
| Fonds à recevoir | – | | – |  |  |
| Placements | 5 56 974,42 | | 5 436 013,59 |  |  |
| Actifs transitoires | – | | 25 254,81 | – | – |
| **TOTAL DES ACTIFS** | **5 945 393,15** | | **5 818 981,36** | **276 163,40** | **277 580,84** |
| PASSIF |  | |  |  |  |
| Avantages du personnel | 54 000,00 | | 54 000,00 |  |  |
| Passifs transitoires | 759,49 | | 113 34 | 529,30 | 141,77 |
| **TOTAL DU PASSIF** | **54 759,49** | | **54 113,34** | **529,30** | **141,77** |
| **ACTIF NET** |  | |  |  |  |
| Fonds propres affectés | 6 173 987,02 | | 6 166 002,60 | 277 250,98 | 277 580,84 |
| Excédent/déficit pour la période | 11 228,37 | | 7 984,42 | –1 616,88 | –329,86 |
| Résultat cumulé IPSAS | –294 581,73 | | –409 119 |  |  |
| **TOTAL** | **5 890 633,56** | | **5 764 868,02** | **275 634,10** | **277 250,98** |

ANNEXE B4

Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) – Voir la Note 20



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(suite)*



Fonds d'affectation spéciale (crédits non utilisés) *(fin)*



ANNEXE B5

Contributions volontaires – en francs suisses – Voir la Note 20



Contributions volontaires (*suite*)



Contributions volontaires (*suite*)



Contributions volontaires (*fin*)



ANNEXE B6

Fonds pour le développement des technologies de l'information et   
de la communication (FDTIC) – en francs suisses – Voir la Note 20

**Évolution du Fonds de roulement des TIC**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Diminution** | **2021** | **Augmentation** | **2021** |
|  |  |  |  |
| Financement de projets | 798 502,94 | Contributions 2021 | – |
| Charges financières | 73,93 | Intérêts | 9 319,80 |
| Réévaluation 2021 | 67 184,21 | Intérêts transférés depuis les fonds d'affectation spéciale | 5 010,98 |
|  |  | Rapatriement des soldes des projets FDTIC clôturés | 1 141 978,57 |
|  |  | Annulation de la réévaluation 2020 | 177 755,95 |
| Excédent de recettes 2021 | 468 304,22 |  |  |
|  |  |  |  |
|  | 1 334 065,30 |  | 1 334 065,30 |
|  |  |  |  |

ANNEXE B7

ITU DIGITAL WORLD 2021



ANNEXE C

Situation des arriérés au 31 décembre 2021

Montants dus concernant les contributions et les publications

|  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- |
| **A États Membres de l'Union** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
| Antigua-et-Barbuda | 1987-2020 | 2 334 028,65 | 46 146,35 | 2 380 175,00 |
| Brésil | 2019-2020 | 6 791,65 | 0,00 | 6 791,65 |
| République centrafricaine | 2015-2020 | 23 456,96 | 0,00 | 23 456,96 |
| Tchad | 2017-2020 | 63 821,40 | 0,00 | 63 821,40 |
| Chili | 2020 | 339 608,10 | 0,00 | 339 608,10 |
| Comores | 2019-2020 | 44 394,45 | 0,00 | 44 394,45 |
| Côte d'Ivoire | 2020 | 101 488,61 | 0,00 | 101 488,61 |
| Rép. dém. du Congo | 2017-2020 | 71 084,25 | 0,00 | 71 084,25 |
| Dominique | 2001-2020 | 609 983,65 | 0,00 | 609 983,65 |
| Guinée équatoriale | 2018-2020 | 137 907,35 | 0,00 | 137 907,35 |
| Gabon | 2020 | 74 945,09 | 0,00 | 74 945,09 |
| Gambie | 2019-2020 | 88 789,05 | 0,00 | 88 789,05 |
| Guinée | 2014-2020 | 329 049,47 | 90,20 | 329 139,67 |
| Guinée-Bissau | 2020 | 21 225,50 | 0,00 | 21 225,50 |
| Guyane | 2020 | 84 902,05 | 85,00 | 84 987,05 |
| Honduras | 2019-2020 | 8 110,76 | 0,00 | 8 110,76 |
| Iran | 2020 | 25 663,39 | 0,00 | 25 663,39 |
| Iraq | 2018-2020 | 255 904,20 | 0,00 | 255 904,20 |
| Libye | 2014-2020 | 2 553 422,50 | 0,00 | 2 553 422,50 |
| îles Marshall | 2017-2020 | 55 674,03 | 0,00 | 55 674,03 |
| Nauru | 1991-2020 | 1 944 365,50 | 0,00 | 1 944 365,50 |
| Népal | 2013-2020 | 11 483,05 | 42,00 | 11 525,05 |
| Nicaragua | 2015-2020 | 605 527,90 | 0,00 | 605 527,90 |
| Pakistan | 2017-2020 | 257 631,83 | 0,00 | 257 631,83 |
| Pérou | 2014-2017 | 7 572,35 | 0,00 | 7 572,35 |
| Sierra Leone | 2020 | 42 451,05 | 0,00 | 42 451,05 |
| République arabe syrienne | 2020 | 13 878,88 | 0,00 | 13 878,88 |
| Tadjikistan | 2018-2020 | 88 638,55 | 0,00 | 88 638,55 |
| Tunisie | 2015-2020 | 23 008,10 | 0,00 | 23 008,10 |
| Vanuatu | 2014-2020 | 70 016,86 | 0,00 | 70 016,86 |
| Venezuela | 2013-2020 | 1 991 494,49 | 0,00 | 1 991 494,49 |
| Yémen | 2016-2020 | 45 342,90 | 0,00 | 45 342,90 |
| **...** |  | 12 331 662,57 | 46 363,55 | 12 378 026,12 |
| **B Membres de Secteur et autres entités** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| **Afghanistan** |  |  |  |  |
| – Afghan Wireless Communication, Kaboul | 2020 | 8 490,25 | 0,00 | 8 490,25 |
| **Algérie** |  |  |  |  |
| – Centre de développement des technologies avancées, Alger | 2015 | 2 925,00 | 0,00 | 2 925,00 |
| – Institut National de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, Alger | 2012-2013 | 3 881,15 | 0,00 | 3 881,15 |
| **Australie** |  |  |  |  |
| – NewSat Limited Pty. Ltd., Sydney | 2015 | 5 300,10 | 0,00 | 5 300,10 |
| **Bahreïn** |  |  |  |  |
| – Gateway Gulf LLC, Manama | 2010 | 7 828,75 | 0,00 | 7 828,75 |
| **Botswana** |  |  |  |  |
| – Botswana Fibre Networks, Garborone | 2019-2020 | 11 590,55 | 0,00 | 11 590,55 |
| **Brésil** |  |  |  |  |
| – FINATEL, Santa Rita do Sapucaí | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Burkina Faso** |  |  |  |  |
| – ONATEL, Ouagadougou | 2019 | 4 633,80 | 0,00 | 4 633,80 |
| **Cambodge** |  |  |  |  |
| – Chuan Wei Co., Ldt., Phnom Penh | 2020 | 8 490,25 | 0,00 | 8 490,25 |
| **Chine** |  |  |  |  |
| – PCCW Limited, Hong Kong | 2002-2006 | 1 207 679,35 | 0,00 | 1 207 679,35 |
| – Yong Xin Hua Yun Cultural, Beijing | 2020 | 33 960,80 | 0,00 | 33 960,80 |
| **Colombie** |  |  |  |  |
| – Université ICESI, Cali | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| **Côte d'Ivoire** |  |  |  |  |
| – Association des Consommateurs de Télécommunications, Abidjan | 2007-2008 | 9 777,40 | 0,00 | 9 777,40 |
| – Côte d'Ivoire Telecom, Abidjan | 2002-2006 | 928 422,20 | 0,00 | 928 422,20 |
|  |  |  |  |  |
| **République dominicaine** | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Univ. Autónoma de Sto. Domingo, Saint‑Domingue |  |  |  |  |
| **Égypte** | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – Université des sciences et des technologies Égypte-Japon, Alexandrie | 2018-2019 | 2 390,75 | 0,00 | 2 390,75 |
| – Orange Egypt, Le Caire |  |  |  |  |
| **Guinée équatoriale** | 2016-2018 | 2 138,72 | 0,00 | 2 138,72 |
| – GETESA, Malabo |  |  |  |  |
| **Estonie** | 2020 | 10 377,14 | 0,00 | 10 377,14 |
| – Clementvale Baltic, Tallinn |  |  |  |  |
| **Fidji** | 2012-2013 | 6 605,60 | 0,00 | 6 605,60 |
| – South Pacific Commission, Suva |  |  |  |  |
| **Finlande** | 2012-2013 | 14 223,42 | 0,00 | 14 223,42 |
| – Octagon Telecom Oy (Ex. Oy Cubio Communications Ltd.), Helsinki |  |  |  |  |
| **France** | 2016-2017 | 17 217,13 | 0,00 | 17 217,13 |
| – LegalBox, Paris | 2018 | 7 280,15 | 0,00 | 7 280,15 |
| – PMI Conseil, Luynes |  |  |  |  |
|  |  |  |  |  |
| **Ghana** | 2012 | 2 644,86 | 0,00 | 2 644,86 |
| – Université maritime régionale, Accra | 2020 | 7 022,50 | 0,00 | 7 022,50 |
| – Subah Infosolutions Ghana Limited, Accra |  |  |  |  |
| **Honduras** | 2012 | 3 483,75 | 0,00 | 3 483,75 |
| – UNITEC, Tegucigalpa |  |  |  |  |
| **Hongrie** | 2017-2019 | 4 867,65 | 0,00 | 4 867,65 |
| – Université de technologie et d'économie de Budapest, Budapest | 2017 | 13 884,10 | 0,00 | 13 884,10 |
| – MCNTelecom, Budapest (Ex. Tel2tel Kft.) |  |  |  |  |
| **Inde** | 2017 | 2 603,25 | 0,00 | 2 603,25 |
| – Amity Institute of Telecom Engineering and Management, Noida | 2014-2015 | 5 873,60 | 0,00 | 5 873,60 |
| – Centre for Internet and Society, Bangalore | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Centre for Study of Science, Technology and Policy, Bangalore | 2016-2018 | 2 530,45 | 0,00 | 2 530,45 |
| – HRM Inst, of Tech, & Management, New Delhi | 2011 | 7 385,60 | 0,00 | 7 385,60 |
| – Luna Ergonomics Pvt, Ltd, Noida | 2013 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Raitel Corporation of India Ltd, New Delhi | 2011-2012 | 4 966,85 | 0,00 | 4 966,85 |
| – Sinhgad Tech, Education Society, Pune | 2013 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Tata Communications Ltd, New Delhi | 2013 | 59 158,20 | 0,00 | 59 158,20 |
| – Vihaan Networks Ltd, Gurgaon |  |  |  |  |
| **Iran** | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Faculty of Applied Science of Post and Telecommunication, Téhéran | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Iran University of Science & Technology, Téhéran | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – Iranian Net Communications & Electronic Services Co, Téhéran | 2020 | 2 106,75 | 0,00 | 2 106,75 |
| – Monenco Iran, Téhéran |  |  |  |  |
| **Israël** | 2020 | 2 170,49 | 0,00 | 2 170,49 |
| – Beezz Communication Sol. Ltd., Petah Tikva | 2017 | 13 884,10 | 0,00 | 13 884,10 |
| – IP Light, Petah Tikva | 2019 | 4 118,93 | 0,00 | 4 118,93 |
| – JpU Io, Ltd, Petah Tikva | 2020 | 11 320,25 | 0,00 | 11 320,25 |
| – Sckipio Technologies S.I. Ltd., Ramat Gan | 2015-2016 | 11 880,85 | 0,00 | 11 880,85 |
| – TangoTec Il, Haïfa |  |  |  |  |
| **Italie** | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| – Tor Vergata University of Rome, Rome |  |  |  |  |
| **Jordanie** | 2008-2009 | 8 329,60 | 0,00 | 8 329,60 |
| – Middle East Communications (MEC), Amman | 2006-2007 | 19 207,85 | 0,00 | 19 207,85 |
| – Talal Abu-Ghazaleh & Co, Amman |  |  |  |  |
| **Kenya** | 2010-2012 | 7 173,50 | 0,00 | 7 173,50 |
| – Intersat Africa Limited, Nairobi | 2005-2007 | 394 397,55 | 0,00 | 394 397,55 |
| – Telcom Kenya Limited, Nairobi |  |  |  |  |
| **Corée (Rép. de)** | 2013-2014 | 16 624,55 | 0,00 | 16 624,55 |
| – Ericsson-LG, Anyang-Shi | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
| – École supérieure de l'Administration publique, Université nationale de Séoul, Séoul |  |  |  |  |
| **Kirghizistan** |  |  |  |  |
| – Kyrgyztelecom OJSC, Bichkek | 2016-2017 | 7 688,35 | 0,00 | 7 688,35 |
| **Liban** |  |  |  |  |
| – Mobile Interim Company 2, Beyrouth | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| – Autorité de régulation des télécommunications, Beyrouth | 2019 | 45 066,55 | 0,00 | 45 066,55 |
| **Lesotho** |  |  |  |  |
| – Econet Telecom Lesotho, Maseru | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Libye** |  |  |  |  |
| – Libyana Mobile Phone Company, Tripoli | 2010-2012 | 165 892,05 | 0,00 | 165 892,05 |
| **Luxembourg** |  |  |  |  |
| – Luxembourg Space Telecommunication, Luxembourg | 2018 | 39 294,55 | 0,00 | 39 294,55 |
| **Mali** |  |  |  |  |
| – Orange Mali SA, Bamako | 2018-2020 | 70 925,45 | 0,00 | 70 925,45 |
| **Mauritanie** |  |  |  |  |
| – Agence de Promotion de l'Accès Universel aux Services (APAUS), Nouakchott | 2012 | 6 967,55 | 0,00 | 6 967,55 |
| – Chinguitel S.A., Nouakchott | 2013-2015 | 5 897,80 | 0,00 | 5 897,80 |
| **Mexique** |  |  |  |  |
| – CANITEC, Mexico | 2011-2013 | 6 752,00 | 0,00 | 6 752,00 |
| **Pakistan** |  |  |  |  |
| – CMPak Limited, Islamabad | 2015 | 2 925,00 | 0,00 | 2 925,00 |
| – e Worlwide Group, Islamabad | 2011-2013 | 6 652,65 | 0,00 | 6 652,65 |
| **Papouasie-Nouvelle-Guinée** |  |  |  |  |
| – Awal Telcommunications Corp. Ltd., Port Moresby | 2017-2020 | 4 549,64 | 0,00 | 4 549,64 |
| **Qatar** |  |  |  |  |
| – Ooredoo, Doha | 2019-2020 | 76 806,35 | 0,00 | 76 806,35 |
| **République du Rwanda** |  |  |  |  |
| – Université du Rwanda, Collège des sciences et des technologies, Kigali | 2016 | 2 299,55 | 0,00 | 2 299,55 |
| **Fédération de Russie** |  |  |  |  |
| – IRPO ACISO, Moscou | 2013-2014 | 5 861,95 | 0,00 | 5 861,95 |
| – Mobix Chip LLC, Moscou | 2013-2014 | 16 600,70 | 0,00 | 16 600,70 |
| **Sao Tomé-et-Principe** |  |  |  |  |
| – Unitel, STP, Sao Tomé | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Arabie saoudite** |  |  |  |  |
| – Electronia, Ltd., Khobar | 2008-2010 | 7 849,45 | 0,00 | 7 849,45 |
| – Tuwaiq Communications Company, Riyad | 2008-2009 | 88 595,00 | 0,00 | 88 595,00 |
| **Sénégal** |  |  |  |  |
| – Expresso Telecom, Dakar-Ponty | 2017-2018 | 2 108,70 | 0,00 | 2 108,70 |
| – Initiative Africaine des Tech. Avancées, Dakar | 2018 | 2 046,60 | 0,00 | 2 046,60 |
| – Le Consortium du Service Universel (CSU), Médina (Dakar) | 2019 | 9 267,65 | 0,00 | 9 267,65 |
| **Soudan** |  |  |  |  |
| – Université Garden City de science et de technologie, Khartoum | 2013-2014 | 3 928,90 | 0,00 | 3 928,90 |
| – Université ouverte du Soudan, Khartoum | 2013-2014 | 3 928,90 | 0,00 | 3 928,90 |
| – Pulse Company Ltd., Khartoum | 2016 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| – Sudatel Telecom Group, Khartoum | 2018-2020 | 4 458,65 | 0,00 | 4 458,65 |
| – Université de Khartoum, Khartoum | 2013-2014 | 3 928,90 | 0,00 | 3 928,90 |
| **Suède** |  |  |  |  |
| – GlobeTouch AB, Stockholm | 2016 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
| **Suisse** |  |  |  |  |
| – High-Tech Bridge SA, Genève | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **République arabe syrienne** |  |  |  |  |
| – Syriatel Mobile Telecom SA, Damas | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| **Tunisie** |  |  |  |  |
| – Agence Tunisienne d'Internet (ATI), Tunis | 2018-2019 | 15 255,80 | 0,00 | 15 255,80 |
| – École Nationale d'Ingénieurs de Tunis, Tunis | 2011-2012 | 13 293,39 | 0,00 | 13 293,39 |
| – École Supérieure des Communications de Tunis (Sup'Com), Tunis | 2017-2018 | 2 530,10 | 0,00 | 2 530,10 |
| – Orascom Telecom Tunisie, Tunis | 2013 | 6 573,15 | 0,00 | 6 573,15 |
| – Prisma, Tunis | 2015-2018 | 13 448,00 | 0,00 | 13 448,00 |
| – Telnet Technocentre, Tunis | 2012-2017 | 14 759,45 | 0,00 | 14 759,45 |
| **Ukraine** |  |  |  |  |
| – Ukrainian National Information Systems, Kiev | 2014-2015 | 24 160,99 | 0,00 | 24 160,99 |
| **Émirats arabes Unis** |  |  |  |  |
| – Teralight FZ LLC, Dubaï | 2016 | 5 518,95 | 0,00 | 5 518,95 |
| **Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord** |  |  |  |  |
| – KRE Corporate Recovery LLP (Ex. ICO Satellite Limited), Berks | 2012-2013 | 26 815,50 | 0,00 | 26 815,50 |
| – Malden Electronics, Ewell | 2016 | 14 717,15 | 0,00 | 14 717,15 |
| – Tinklabs Limited, Londres | 2018 | 10 685,92 | 0,00 | 10 685,92 |
| **États-Unis d'Amérique** |  |  |  |  |
| – Actiontec Electronics, Inc., Sunnyvale | 2008 | 23 456,90 | 0,00 | 23 456,90 |
| – Analog Devices Inc., San José | 2020 | 11 320,25 | 0,00 | 11 320,25 |
| – Animatele Inc., New York | 2011 | 19 694,85 | 0,00 | 19 694,85 |
| – AOL, New York | 2002-2003 | 239 793,75 | 0,00 | 239 793,75 |
| – Applied Micro Circuits Corporation, Andover | 2017 | 41 652,20 | 0,00 | 41 652,20 |
| – Compuware Corporation, Detroit | 2009-2010 | 15 836,40 | 0,00 | 15 836,40 |
| – ConceroConnect, L3C, Park City | 2015 | 11 700,15 | 0,00 | 11 700,15 |
| – Continental Automotive Systems, Deer Park | 2020 | 6 554,33 | 0,00 | 6 554,33 |
| – Conversay, Redmond | 2007-2008 | 94 531,20 | 0,00 | 94 531,20 |
| – Covad Communications Company, San José | 2001-2002 | 150 172,60 | 0,00 | 150 172,60 |
| – Cypress Semiconductor Corp., San José | 2004-2005 | 45 005,75 | 0,00 | 45 005,75 |
| – E-MAC Corporation, Arlington | 2005-2007 | 57 166,10 | 0,00 | 57 166,10 |
| – eCurrency, Oakland | 2018-2019 | 37 157,80 | 0,00 | 37 157,80 |
| – Ellipsat Inc., Washington | 2018 | 10 204,95 | 0,00 | 10 204,95 |
| – EnVerv Inc., Milpitas | 2015 | 15 600,20 | 0,00 | 15 600,20 |
| – Georgia Institute of Technology, Atlanta | 2020 | 4 213,50 | 0,00 | 4 213,50 |
| – Graphnet Inc., New York | 1987-2002 | 1 739 186,95 | 0,00 | 1 739 186,95 |
| – Ikanos Communications, Red Bank NJ | 2016 | 44 151,35 | 0,00 | 44 151,35 |
| – ITXC Corporation, Princeton | 2004-2007 | 81 160,40 | 0,00 | 81 160,40 |
| – Lightwaves Inc., Austin | 2009 | 22 129,15 | 0,00 | 22 129,15 |
| – Nextwave Wireless Inc., San Diego | 2009 | 37 326,25 | 0,00 | 37 326,25 |
| – Nortel Networks USA, Richardson | 2009 | 29 812,50 | 0,00 | 29 812,50 |
| – Oration Technologies Inc., Omaha | 2020 | 11 320,25 | 0,00 | 11 320,25 |
| – Ossia Inc., Bellevue WA | 2017-2018 | 39 597,10 | 0,00 | 39 597,10 |
| – Range Networks, Inc., Santa Clara | 2013-2014 | 16 582,60 | 0,00 | 16 582,60 |
| – Razoom Inc., Palo Alto | 2010 | 20 876,55 | 0,00 | 20 876,55 |
| – Space Systems Loral, Palo Alto | 2019 | 12 356,80 | 0,00 | 12 356,80 |
| – Tektronix, Inc., Beaverton | 2017-2019 | 12 980,40 | 0,00 | 12 980,40 |
| – The Village Group Inc., Waltham | 2007-2008 | 17 629,70 | 0,00 | 17 629,70 |
| – Toda Network Corporation, San Francisco | 2019 | 6 178,40 | 0,00 | 6 178,40 |
| – UTStarcom, Inc., Fremont | 2004-2010 | 70 464,15 | 0,00 | 70 464,15 |
| – Visible Energy Inc., Palo Alto | 2010 | 19 136,20 | 0,00 | 19 136,20 |
| – Vocal Technologies Ltd., Amherst | 1998-2002 | 499 715,90 | 0,00 | 499 715,90 |
| – Xerox Ltd., Washington | 2004-2007 | 95 676,75 | 0,00 | 95 676,75 |
| **Ouzbékistan** |  |  |  |  |
| – Université des technologies de l'information de Tachkent, Tachkent | 2014 | 3 100,50 | 0,00 | 3 100,50 |
| **Venezuela** |  |  |  |  |
| – CANTV, Caracas | 2018-2019 | 93 338,45 | 0,00 | 93 338,45 |
| **Zambie** |  |  |  |  |
| – Airtel Zambia, Lusaka | 2014 | 100 776,65 | 0,00 | 100 776,65 |
| – Université de Zambie, Lusaka | 2020 | 2 160,05 | 0,00 | 2 160,05 |
| **Zimbabwe** |  |  |  |  |
| – TelOne (Pvt) Limited, Harare | 2016-2018 | 31 289,17 | 0,00 | 31 289,17 |
| – Université du Zimbabwe, Harare | 2008-2009 | 26 722,45 | 0,00 | 26 722,45 |
| **État de Palestine (Résolution 99 (Rév. Dubaï 2018))** |  |  |  |  |
| – Palestine Technical University, Tulkarem | 2019 | 2 316,90 | 0,00 | 2 316,90 |
|  |  | 7 537 517,03 | 0,00 | 7 537 517,03 |
|  |  |  |  |  |
| **C Autres débiteurs** | **Année** | **Contributions** | **Publications** | **Total** |
|  |  |  |  |  |
| – C & C Marine Combine, Bombay | 2017 | 0,00 | 48 443,95 | 48 443,95 |
| – Wiley Rein LLP, Washington D.C. | 2020 | 0,00 | 3 530,00 | 3 530,00 |
|  |  | 0,00 | 51 973,95 | 51 973,95 |
| **D Autres débiteurs divers\*** |  | 42 606,62 | 1 384,33 | 43 990,95 |
|  |  |  |  |  |
| **Total au 31.12.2021** |  | 19 911 786,22 | 99 721,83 | 20 011 508,05 |
| \* Inclut les débiteurs ayant des montants dus inférieurs à 5 000 CHF pour les États Membres et 2 000 CHF pour les membres de Secteur, autres entités ou organisations et autres débiteurs. | | | | |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES FICHES DE NOTIFICATION  DES RÉSEAUX À SATELLITE | | | |
| Administration notificatrice | Entité exploitante | Année | Montant dû en CHF |
| **Chine** | Département de la réglementation des radiocommunications (RRD), Ministère de l'industrie de l'information | 2019 | 106,60 |
| **Nigéria** | Ministère fédéral des technologies de la communication, Abuja | 2012 | 2 586,80 |
| **Fédération de Russie** | EA SAT Closed Joint Stock Company, Moscou | 2014 | 111 005,75 |
| **Tunisie** | Ministère des Technologies de la Communication, Tunis | 2020 | 327,20 |
| **Fédération de Russie** | Intelsat US LLC, Mclean | 2019 | 39,35 |
|  | Leading Technologies, LLC, Washington | 2008-2009 | 153 155,70 |
|  | Steptoe & Johnson LLP, Washington | 2017 | 72,85 |
| **Total des arriérés au 31.12.2021** |  |  | **267 294,25** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT DES FACTURES DIVERSES | | | |
| Pays | Entité | Année | Montant dû en CHF |
| **Inde** | Ministry of Communications, New Delhi | 2019 | 18 798,95 |
| **Organisations internationales** | OMM, Genève | 2020 | 59 388,00 |
|  | OCDE, Paris | 2020 | 2 029,74 |
| **Arabie saoudite** | Saudi Telecom, Riyadh | 2010 | 62 560,00 |
| **Total des arriérés au 31.12.2021** |  |  | **142 776,69** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES NUMÉROS UNIVERSELS  DE LIBRE APPEL INTERNATIONAL (UIFN) | | | |
| **Pays** | Entité | Année | Montant dû en CHF |
| ARGENTINE | Telefónica de Argentina S.A. (TASA) | 2020 | 200,00 |
| BRÉSIL | Telecom Itália Móbile S.p.A. (TIM) | 2018 | 100,00 |
| CHINE | HKBN Enterprise Solutions HK Limited | 2018 | 400,00 |
| COLOMBIE | Telefónica S.A. | 2018 | 500,00 |
| FRANCE | Altice France | 2018 | 200,00 |
| GRÈCE | OTEGLOBE S.A. | 2019 | 400,00 |
| HONDURAS | Empresa Hondureña de Telecomunicaciones (HONDUTEL) | 2018 | 100,00 |
| IRLANDE | eircom Limited | 2020 | 55 800,00 |
| ISRAËL | Bezeq International Ltd. | 2018 | 11 200,00 |
| ITALIE | Eutelia S.p.A. | 2018 | 1 000,00 |
| KAZAKHSTAN | JSC Kazakhtelecom | 2020 | 100,00 |
| LETTONIE | SIA LATTELEKOM | 2018 | 100,00 |
| NOUVELLE-ZÉLANDE | Vodafone New Zealand LTD. | 2018 | 100,00 |
| PÉROU | Telefónica del Perú S.A.A. | 2018 | 300,00 |
| ESPAGNE | Telecable de Asturias SA | 2018 | 100,00 |
| ROYAUME-UNI | KCOM | 2018 | 500,00 |
|  | PTGI International Carrier Services Ltd. | 2018 | 300,00 |
| ÉTATS-UNIS | ComoreTel Holdings Ltd. | 2019 | 100,00 |
|  | International Telecom Ltd. | 2018 | 5 600,00 |
| **Total des arriérés au 31.12.2021** |  |  | **77 100,00** |

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| MONTANTS DUS CONCERNANT LES FACTURES ÉTABLIES POUR LES COMMUNICATIONS PERSONNELLES MOBILES MONDIALES PAR SATELLITE (GMPCS) | | | |
| Pays | Entité | Année | Montant dû en CHF |
| ÉTATS-UNIS | Globalstar, Covington, Louisiane | 2020 | 1 820,00 |
|  |  |  |  |
| **Total des arriérés au 31.12.2021** |  |  | **1 820,00** |

Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés (accords d'amortissement)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **États Membres - Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions PP** | **Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux** | **Solde au 31.12.2020** | **Mouvements 2021** | **Intérêts/ Passation par pertes et profits 2021** | **Paiements 2021** | **Solde au 31.12.2021** |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Soudan | Rés. 38 – PP 1989 | 567 047,95 | 6 028,45 | 0,00 | 0,00 | 0,00 | 6 028,45 |
| Tadjikistan | Rés. 41 – 2011 | 745 617,40 | 511 822,30 | 0,00 | –511 822,30 | 0,00 | 0,00 |
| Congo (Rép. du) | Rés. 41 – 2018 | 1 730 027,81 | 1 477 237,55 | 0,00 | 0,00 | –84 263,42 | 1 392 974,13 |
| Libéria | Rés. 41 – 2020 | 4 833 356,64 | 4 717 294,56 | 0,00 | 0,00 | –102 072,29 | 4 615 222,27 |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| Cameroon Telecom. (CAMTEL), Yaoundé | Rés. 41 – 2021 | 190 283,70 | 0,00 | 190 283,70 | 0,00 | –13 466,10 | 176 817,60 |
| **Total au 31 décembre 2021** |  | **8 066 333,50** | **6 712 382,86** | **190 283,70** | **–511 822,30** | **–199 801,81** | **6 191 042,45** |

Montants dus concernant les comptes spéciaux d'arriérés supprimés   
(accords d'amortissement supprimés pour non-paiement)

|  |  |  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **États Membres – Membres de Secteur/Entreprises** | **Résolutions  de la PP** | **Transfert dans des comptes d'arriérés spéciaux supprimés** | **Solde au 31.12.2020** | **Mouvements 2021** | **Intérêts 2021** | **Paiements 2021** | **Solde au 31.12.2021** |
| **États Membres** |  |  |  |  |  |  |  |
| Nicaragua | Rés. 41 – 2016 | 1 462 488,98 | 1 956 832,48 | 0,00 | 117 409,95 | 0,00 | 2 074 242,43 |
| Guinée équatoriale | Rés. 41 – 2018 | 118 043,75 | 132 634,00 | 0,00 | 7 958,05 | 0,00 | 140 592,05 |
| Comores | Rés.41 – 2019 | 210 094,66 | 222 700,36 | 0,00 | 13 362,00 | 0,00 | 236 062,36 |
| Gambie | Rés. 41 – 2019 | 255 414,83 | 270 739,73 | 0,00 | 16 244,40 | 0,00 | 286 984,13 |
| Guinée-Bissau | Rés. 41 – 2019 | 4 416 613,50 | 4 681 610,30 | 0,00 | 280 896,60 | 0,00 | 4 962 506,90 |
| Sierra Leone | Rés. 41 – 2019 | 2 731 266,28 | 2 895 142,28 | 0,00 | 173 708,55 | 0,00 | 3 068 850,83 |
| République centrafricaine | Rés. 41 – 2020 | 109 952,30 | 111 583,25 | 0,00 | 6 695,00 | 0,00 | 118 278,25 |
| Gabon | Rés. 41 – 2020 | 267 633,89 | 270 310,24 | 0,00 | 16 218,60 | 0,00 | 286 528,84 |
| Somalie | Rés. 41 – 2021 | 2 093 262,73 | 2 124 312,78 | –62 584,81 | 20 617,30 | 0,00 | 2 082 345,27 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Membres de Secteur/Entreprises** |  |  |  |  |  |  |  |
| TIT, Liban | Rés. 41 – 2008 | 25 000,00 | 50 304,80 | –50 304,80 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Cameroon Telecomm., Cameroun | Rés. 41 – 2014 | 149 588,50 | 190 283,70 | –190 283,70 | 0,00 | 0,00 | 0,00 |
| Apprentissages sans Frontières, Suisse | Rés. 41 – 2016 | 6 658,15 | 8 658,00 | 0,00 | 519,50 | 0,00 | 9 177,50 |
| Ellipsat Inc., États-Unis | Rés. 41 – 2017 | 27 865,90 | 33 188,70 | 0,00 | 1 991,35 | 0,00 | 35 180,05 |
|  |  |  |  |  |  |  |  |
| **Total au 31 décembre 2021** |  | **11 873 883,47** | **12 948 300,62** | **–303 173,31** | **655 621,30** | **0,00** | **13 300 748,61** |

Résumé de la situation des arriérés au 31 décembre 2021

|  |  |
| --- | --- |
| **MONTANTS DUS** | **CHF** |
| • Contributions | **19 911 786,22** |
| • Publications | **99 721,83** |
| • Notifications des réseaux à satellite | **267 294,25** |
| • Factures diverses | **142 776,69** |
| • Factures établies pour les numéros universels de libre-appel international (UIFN) | **77 100,00** |
| • Factures établies pour les communications personnelles mobiles mondiales par satellite (GMPCS) | **1 820,00** |
| • Comptes spéciaux d'arriérés (Accords d'amortissement) | **6 191 042,45** |
| • Comptes spéciaux d'arriérés supprimés (Accords d'amortissement supprimés pour non-paiement) | **13 300 748,61** |
| **TOTAL DES ARRIÉRÉS** | **39 992 290,05** |

ANNEXE D

Liste des débiteurs au 31 décembre 2021 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM

(Cette liste ne tient pas compte des paiements reçus après le 31.12.2021)

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| AFT08 | République sudafricaine | MPCELL (Pty) Ltd. | 3 690,00 | 0,00 | 3 690,00 |
| AFT08 | Canada | Broad Connect Telecom Ltd. | 14 760,00 | 5 850,00 | 8 910,00 |
| AFT08 | Chine | SipRing Telecommunication | 8 200,00 | 0,00 | 8 200,00 |
| AFT08 | Côte d'Ivoire | Apex Technologies | 7 380,00 | 0,00 | 7 380,00 |
| AFT08 | Liban | Splendor | 12 300,00 | 0,00 | 12 300,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **AFT08** |  |  |  |  | **40 480,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2006 | Chine | Consulat des États-Unis à Hong Kong | 400,00 | 0,00 | 400,00 |
| TLC 2006 | Chine | ChongQing Chong You | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Jiangxi Lianchuang | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Naike (HK) Digital | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Shenzhen Orea Design | 3 600,00 | 0,00 | 3 600,00 |
| TLC 2006 | Chine | Sipnovo | 7 200,00 | 0,00 | 7 200,00 |
| TLC 2006 | Chine | Tiger NetCom | 3 150,00 | 0,00 | 3 150,00 |
| TLC 2006 | Chine | Vapel Power | 4 800,00 | 0,00 | 4 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2006** |  |  |  |  | **40 750,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2009 | États-Unis | E: Telesis Energy and Data | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | Inde | REVE Systems (S) Pte Ltd | 10 800,00 | 0,00 | 10 800,00 |
| TLC 2009 | États-Unis | UTStarcom Inc. | 94 050,00 | 47 025,00 | 47 025,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2009** |  |  |  |  | **68 625,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2011 | Suisse | Client World 2011 | 203 243,05 | 194 643,25 | 8 599,80 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2011** |  |  |  |  | **8 599,80** |

**Liste des débiteurs au 31.12.2021 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*suite*)**

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2014 | Congo | Ministère des Postes | 110 000,00 | 0,00 | 110 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2014** |  |  |  |  | **110 000,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2015 | Sri Lanka | Negete Private Ltd. | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2015 | Égypte | Tawasol IT | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2015** |  |  |  |  | **2 400,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2016 | Ouganda | Abercom(U) | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Kenya | FarmDrive | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2016 | Argentine | Ministerio de Comunicaciones | 40 000,00 | 0,00 | 40 000,00 |
| TLC 2016 | Soudan | National Information Center | 50 000,00 | 0,00 | 50 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2016** |  |  |  |  | **92 400,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2017 | Yémen | AnaMehani | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Cameroun | Citizen Assoc, For Tech. Development | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2017 | Bénin | Ministère de l'Économie Numérique | 50 000,00 | 47 048,89 | 2 951,11 |
| TLC 2017 | Gabon | Ministère de l'Économie Numérique | 138 000,00 | 0,00 | 138 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2017** |  |  |  |  | **143 351,11** |

Liste des débiteurs au 31.12.2021 des manifestations   
bouclées ITU TELECOM (*fin)*

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2018 | République sudafricaine | Ekasi Gaming | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| TLC 2018 | Cameroun | Iplans SA | 1 200,00 | 0,00 | 1 200,00 |
| TLC 2018 | Royaume-Uni | Quika Limited | 31 800,00 | 0,00 | 31 800,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| **TLC 2018** |  |  |  |  | **33 800,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2019 | Congo | Centre Intégré de Développement (CID) | 5 400,00 | 0,00 | 5 400,00 |
| TLC 2019 | République sudafricaine | Orizur Consulting Enterprise Pty Ltd. | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| TLC 2019 | Émirats arabes unis | Smart Life for IT | 5 400,00 | 0,00 | 5 400,00 |
| TLC 2019 | Ghana | Tawo Mobile Technologies | 1 000,00 | 0,00 | 1 000,00 |
| TLC 2019 | Inde | Telecommunication Headsets India Ltd. | 800,00 | 0,00 | 800,00 |
| TLC 2019 | Hongrie | The Digital Future Foundation | 48 000,00 | 0,00 | 48 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2019 |  |  |  |  | **61 600,00** |

|  |  |  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- | --- | --- |
| **Manifestation** | **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Paiement reçu** | **Restant dû** |
| TLC 2021 | République sudafricaine | Gew Technologies | 12 000,00 | 0,00 | 12 000,00 |
| TLC 2021 | États-Unis | Qualcomm | 25 000,00 | 0,00 | 25 000,00 |
|  |  |  |  |  |  |
| TLC 2021 |  |  |  |  | **37 000,00** |

|  |  |
| --- | --- |
| Débiteurs ITU TELECOM World | **598 525,91** |
| Débiteurs ITU TELECOM Africa | **40 480,00** |
| **Total débiteurs** | **639 005,91** |

ANNEXE E

Liste des sponsors n'ayant pas réglé le solde dû au 31 décembre 2021

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| **Pays** | **Entité** | **Montant facturé** | **Devise** |
| République sudafricaine | Discovery | 150 000 | USD |
| Arabie saoudite | KACST/BADIR | 353 350 | USD |
| Sierra Leone | NATCOM | 80 000 | EUR |
| Barbade | MISST | 32 734 | USD |
| Venezuela | CAF | 37 500 | USD |
| Royaume-Uni | Fourtold | 45 000 | CHF |
| États-Unis d'Amérique | Ernst &Young | 5 000 | CHF |
| États-Unis d'Amérique | IBM Corporation | 150 000 | CHF |
| Autriche | ONUDI | 36 000 | USD |
| Australie | Monash University | 50 000 | USD |

\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_\_